

Côte-d'Ivoire La France accusée

Courrier

INTERNATIONAL

www.courrierinternational.com

N° 732 du 10 au 17 novembre 2004 - 3 €

ITALIE Mes prisons, par Adriano Sofri

RUSSIE Qui arrêtera les skinheads ?

CANCER Les chercheurs optimistes

La Palestine
après Arafat

L'icône brisée

AFRIQUE CFA : 2 200 FCFA - ALLEMAGNE : 3,20 €
AUTRICHE : 3,20 € - BELGIQUE : 3,20 € - CANADA : 5,50 \$ CAN
DOM : 3,80 € - ESPAGNE : 3,20 € - EU : 4,75 \$ US
GB : 2,50 £ - GRÈCE : 3,20 € - IRLANDE : 3,20 € - ITALIE : 3,20 €
JAPON : 700 ¥ - LUXEMBOURG : 3,20 € - MAROC : 25 DH
PORTUGAL CONT. : 3,20 € - SUISSE : 5,80 FS - TUNISIE : 2,600 DTU

M 03183 - 732 - F: 3,00 €





Paolo Pellegrin/Magnum

en couverture

ARAFAT L'icône brisée

Haï autant qu'adulé, Yasser Arafat laisse un vide béant. Sa disparition va obliger les Israéliens à trouver un interlocuteur, et les Palestiniens un homme capable de rétablir un semblant de sécurité dans les Territoires. Derrière l'icône était le chaos.

pp. 40 à 45

◀ Yasser Arafat dans son QG, la Mouqataa, à Ramallah, où il était assiégé par l'armée israélienne depuis 2001.

RUBRIQUES

- 6 ■ les sources de cette semaine
- 8 ■ l'éditorial On achève bien les journaux, par Philippe Thureau-Dangin
- 8 ■ l'invité
Lionel Barber, *Financial Times*, Londres
- 8 ■ le dessin de la semaine
- 8 ■ courrier des lecteurs
- 11 ■ à l'affiche
- 11 ■ ils et elles ont dit
- 63 ■ le livre
Aino Trosell, grande dame du polar suédois
- 63 ■ épices et saveurs
Japon : signe extérieur d'extravagance
- 64 ■ voyage Kenya : sur l'île du Prophète
- 66 ■ insolites Coca-Cola, c'est aussi ça...

D'UN CONTINENT À L'AUTRE

- 13 ■ france POLITIQUE Sarkozy part à la chasse au vote rural SOCIÉTÉ La Belgique, terre d'exil doré
- 14 ■ europe PAYS-BAS Pourquoi n'a-t-on pas protégé Theo Van Gogh ? UNION EUROPÉENNE Exit Buttiglione, Bruxelles peut travailler HUMEUR Les Européens découvrent un Barroso sans scrupules ■ vivre à 25 MACÉDOINE Coup de poignard VU DE SKOPJE Hommage à George W. Bush CROATIE Le salaire de la peur, version 2004 CONTEXTE Motivations GRECE Scènes de xénophobie ordinaire dans les écoles RUSSIE Les skinheads toujours plus nombreux XÉNOPHOBIE "La Russie aux Russes", un slogan qui a le vent en poupe
- 22 ■ américaines ÉTATS-UNIS Le combat contre la droite ne fait que (re)commencer DÉMOCRATES Une pente difficile à remonter ÉTATS-UNIS La fin de l'Amérique des Lumières ? ÉTATS-UNIS Contre Bush, l'exil ? AMÉRIQUE LATINE La nouvelle gauche vaincra-t-elle les inégalités ? CHILI L'armée fait enfin son mea culpa
- 27 ■ asie AFGHANISTAN Programme chargé pour Hamid Karzai RECONSTRUCTION Le temps de la désillusion CHINE Rendre justice à trois journalistes injustement incarcérés PAKISTAN Ben Laden traqué par les chiites JAPON Il est grand temps de quitter l'Irak SEISME Les répliques se succèdent ■ le mot de la semaine "jin' mei", la vie humaine PHILIPPINES lorsque la pilule n'est plus distribuée gratuitement INDONÉSIE Un nouveau gouvernement qui déçoit déjà



Othon I^{er}, éphémère roi d'Albanie p. 52



Au Kenya, l'île du Prophète p. 64

34 ■ moyen-orient IRAK Comment "réduquer" les baasistes ? COMMENTAIRE L'état d'urgence sera contre-productif

36 ■ afrique DOSSIER CÔTE-D'IVOIRE La dérive nationaliste "En guerre avec la France" • Paris victime de sa faiblesse face à Gbagbo • Pour qui sonne le glas • Du socialisme au nationalisme BOTSWANA Les Bochimans plaident leur cause à Washington

ENQUÊTES ET REPORTAGES

40 ■ en couverture Arafat, l'icône brisée Invectivé par les uns, adulé par les autres, le leader historique des Palestiniens laisse en tout cas un grand vide. Scénarios pour sa succession.

Sur RFI Retrouvez l'émission *Retour sur info*, animée par Hervé Guillemot. Cette semaine : "Souha Arafat et Simone Gbagbo", avec Pierre Cherruau et Marc Saghié, de *CI*, Claude Cirille, de la rédaction Afrique de RFI, et Sami Kleib, de la rédaction de RMC Moyen-Orient. Cette émission sera diffusée sur 89 FM samedi 13 novembre à 19 h 40, dimanche 14 novembre à 14 h 40 et lundi 15 novembre à 2 h 40 et à 16 h 10, puis disponible sur <www.rfi.fr>.

46 ■ reportage La toundra, ses rennes, son pétrole Dans la république des Komis, les troupeaux pataugent dans le pétrole. En quarante ans, la nature immaculée du Grand Nord russe a fait place à un paysage sinistré et gravement pollué.

48 ■ document Ecrits de ma prison, par Adriano Sofri Un témoignage unique sur l'univers carcéral, par un intellectuel et journaliste qui rédige ses articles depuis sa cellule à la prison de Pise.

52 ■ histoire Otto Witte, saltimbanque et roi d'Albanie En 1913, un imposteur allemand se fait couronner roi à Durrës. L'aventure rocambolesque de l'éphémère Othon I^{er}.

INTELLIGENCES

55 ■ multimédia INFORMATIQUE Après Bangalore, Madras aussi la joue techno

56 ■ sciences MÉDECINE Traitement du cancer : les chercheurs ont enfin des raisons d'être optimistes

59 ■ économie RESTRUCTURATIONS Moscou préfère les multinationales aux oligarques PLACEMENTS A chacun sa conception de la morale ■ la vie en boîte Quand les chômeurs allemands vont bosser en Pologne



Chaque mercredi, retrouvez la revue de presse économique de "Courrier international" sur BFM, dans "LE GRAND JOURNAL" de Guillaume Dubois

entre 17 h 45 et 20 h 45

LA SEMAINE PROCHAINE

LA POÉSIE EST PARTOUT

Un supplément de 24 pages

où vous découvrirez de nouvelles formes et pratiques de la poésie (performances, slams, poèmes SMS, etc.) venues des cinq continents

CETTE SEMAINE DANS COURRIER INTERNATIONAL



HA'ARETZ 80 000 ex., Israël, quotidien. Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919. "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens.

ASAHI SHIMBUN 8 230 000 ex. (éditions du matin) et 4 400 000 ex. (éditions du soir), Japon, quotidien. Fondé en 1879, le "Journal du Soleil-Levant" est le chantre du pacifisme nippon depuis la Seconde Guerre mondiale.

ASHARQ AL-AWSAT 200 000 ex., Arabie Saoudite, quotidien. "Le Moyen-Orient" se présente comme le "quotidien international des Arabes". Il connaît depuis 1990 un succès croissant.

AL AYYAM 10 000 ex., Israël (Cisjordanie), quotidien. Fondé en décembre 1995 à Ramallah par un ancien conseiller d'Arafat, ce journal, qui se plie moins que d'autres à la langue de bois, se présente comme "indépendant et favorable au processus de paix".

LE BENIN AUJOURD'HUI 1 000 ex., Bénin, quotidien. Fondé en avril 2004, le titre veut mettre l'accent sur les reportages et les enquêtes. Il accorde une large place à l'actualité régionale, fréquemment délaissée par la presse de Cotonou.

BUSINESS DAY 150 000 ex., Afrique du Sud, quotidien. Né peu de temps avant la fin de l'apartheid (en 1986), ce quotidien, s'adresse à la classe émergente d'entrepreneurs, qui apparaît à cette époque. Journal économique, il est également très ouvert sur l'actualité africaine, et propose une bonne couverture des événements sportifs. Ses analyses sont prisées des milieux économiques.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR 125 000 ex., Etats-Unis, quotidien. Publié à Boston, cet élégant tabloïd est réputé pour sa couverture des affaires internationales et le sérieux de ses informations nationales.

THE ECONOMIST 838 000 ex., Royaume-Uni, hebdomadaire. Véritable institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, l'hebdomadaire se définit comme étant "d'extrême centre".

ELEFTHERTIOTIPIA 80 000 ex., Grèce, quotidien. Créé juste après la chute de la dictature militaire en 1974, avec pour devise "Le journal des journalistes", "Liberté de la presse" a toujours été marqué au centre gauche. Il appartient au groupe Tegopoulos SA.

L'ESPRESSO 430 000 ex., Italie, quotidien. Fondé en 1955 par Eugenio Scalfari, le titre s'est vite imposé comme le grand hebdomadaire du centre gauche. Il mène une lutte acharnée contre la politique de Silvio Berlusconi.

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW <http://www.feer.com/>, 101 000 ex., Chine (Hong Kong), hebdomadaire. Ce magazine, fondé en 1946 et propriété du groupe américain Dow Jones, a été l'observateur privilégié des mutations de l'Asie.

FINANCIAL TIMES 483 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Une couverture exhaustive de la politique internationale, de l'économie et du management.

THE FRIDAY TIMES 60 000 ex., Pakistan, hebdomadaire. Se définissant comme "audacieux, indépendant et sérieux", le magazine dirigé par Najam Sethi, journaliste de renom, a souvent subi des pressions de la part des autorités pakistanaises. Malgré ces difficultés, il continue à mener son combat pour la liberté d'expression.

GAZETA WYBORCZA 500 000 ex. en semaine et 1 000 000 ex. le week-end, Pologne, quotidien. "La Gazette électorale", fondée par Adam Michnik en mai 1989, est devenu un grand journal malgré de faibles moyens. Et avec une immense ambition journalistique : celle d'être laïque, informative, concise.

THE GUARDIAN 400 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. *The Manchester Guardian and Evening News* a été fondé en 1921. Au programme depuis l'origine : l'indépendance, la qualité et la gauche.

AL HAYAT AL-JADIDA 6 000 ex., Israël (Cisjordanie), quotidien. Créé en 1995, à la suite des accords de paix israélo-palestiniens, *Al Hayat al-Jadida* ("La Vie nouvelle") se voulait le journal indépendant de l'entité palestinienne naissante. Néanmoins, tout comme les autres médias de l'Autorité palestinienne, il évite d'attaquer Yasser Arafat ou de critiquer son action.

HELSINGIN SANOMAT 436 000 ex., Finlande, quotidien. Fondée en 1889, la "Gazette d'Helsinki" reste le seul quotidien national en langue finnoise depuis la faillite de son concurrent conservateur *Uusi Suomi* ("Nouvelle Finlande"), en 1991.

THE HINDU 700 000 ex., Inde, quotidien. Hebdomadaire fondé en 1878, puis quotidien à partir de 1889. Publié à Madras et diffusé essentiellement dans le sud du pays, ce journal indépendant est connu pour sa tendance politique de centre gauche.

THE INDEPENDENT 216 500 ex., Royaume-Uni, quotidien. Créé en 1986, il se démarque par son engagement pro-européen, ses positions libertaires sur des problèmes de société et son illustration photographique.

THE INDEPENDENT ON SUNDAY 221 000 ex., Royaume-Uni, journal du dimanche. Créé en 1990, ce journal est la version dominicale du grand quotidien *The Independent*.

KLAN 15 000 ex., Albanie, hebdomadaire. Revue culturelle et politique fondée en 1996 par des journalistes de *Koha Jonë*, le quotidien indépendant de référence de centre gauche.

KOMMERSANT-VLST 73 000 ex., Russie, hebdomadaire. *Vlast*, "Le Pouvoir", lancé en 1997, est l'hebdomadaire phare du groupe Kommersant. Ce magazine vise un public de "décideurs" - chefs d'entreprise, "nouveaux Russes" - avec des informations et des analyses spécifiques, mais publie aussi de bons reportages sur divers sujets et offre de nombreuses photos de grande qualité.

KOMPAS 450 000 ex., Indonésie, quotidien. Fondé en 1965 pour s'opposer à la presse communiste, écrit en indonésien, "Boussole" est le plus grand quotidien national, la référence, avec des enquêtes de fond sur des faits de société et des reportages sur les îles "extérieures", indonésiennes mais souvent oubliées par le centre, Java.

LOS ANGELES TIMES 1 000 000 ex., Etats-Unis, quotidien. 500 g par jour, 2 kg le dimanche : le géant international de la côte Ouest. Créé en 1881. Le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays.

DE MORGEN 65 000 ex., Belgique, quotidien. Créé en 1978 sur le modèle de *Liberation*, le quotidien progressiste flamand a bousculé la presse belge par une ligne éditoriale agressive. Spécialiste du scoop, "*Le Matin*" est le journal des jeunes Flamands urbains et branchés.

LA NACION 185 000 ex., Argentine, quotidien. Fondé en 1870, le titre est une institution de la presse argentine. Quotidien conservateur, il est destiné aux élites. Une rubrique internationale de qualité contribue à sa réputation.



THE NATION 117 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Fondé par des abolitionnistes en 1865, résolument à gauche, *The Nation* est l'un des premiers magazines d'opinion américains.

TA NEA 77 000 ex., Grèce, quotidien. "Les Nouvelles" est un titre prestigieux appartenant au puissant groupe de presse Lambrakis. C'est un quotidien de l'après-midi, proche du Mouvement socialiste panhellénique. Populaire et sérieux, il consacre ses pages à la politique intérieure et internationale, aux loisirs, au sport et aux petites annonces.

THE NEW YORK TIMES 1 160 000 ex. (1 700 000 le dimanche), Etats-Unis, quotidien. De loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" (toute l'information digne d'être publiée).

NOTRE VOIE 5 000 ex., Côte-d'Ivoire, quotidien. "Le Nouveau Journal", quotidien indépendant de Rijkela, sort en deux versions, nationale et régionale. Il propose des débats sur l'actualité politique, économique et culturelle.

NOVI LIST 40 000 ex., Croatie, quotidien. "Le Nouveau Journal", quotidien indépendant de Rijeka, sort en deux versions, nationale et régionale. Il propose des débats sur l'actualité politique, économique et culturelle.

NOVYE IZVESTIA 41 650 ex., Russie, quotidien. "Les Nouvelles Izvestia" ont été créés en 1997 par Igor Golembiovski, ex-rédacteur en chef des *Izvestia*, et les journalistes devenus "indésirables" pour les nouveaux propriétaires du célèbre quotidien. Premier quotidien russe en couleurs, sérieux et critique vis-à-vis du Kremlin.

NRC HANDELSBLAD 265 450 ex., Pays-Bas, quotidien. Né en 1970, le titre est sans conteste le quotidien de référence de l'intelligentsia néerlandaise. Libéral de tradition, rigoureux par choix, informé sans frontières.

OUTLOOK 250 000 ex., Inde, hebdomadaire. Créé en octobre 1995, le titre est très vite devenu l'un des hebdomas de langue anglaise les plus lus en Inde. Sa diffusion suit de près celle d'*India Today*, l'autre grand hebdo indien, dont il se démarque par ses positions nettement libérales. L'édition en hindi a été lancée en octobre 2002.

PANORAMA 600 000 ex., Italie, quotidien. Il a été créé en 1962 sur le modèle de *Time Magazine* par l'éditeur milanais Mondadori, lui-même contrôlé depuis 1990 par Silvio Berlusconi.

LE PAIS 20 000 ex., Burkina Faso, quotidien. Fondé en octobre 1991, ce journal indépendant est proche de l'opposition.

PROSPECT 18 000 ex., Royaume-Uni, mensuel. Fondée en novembre 1995, cette revue indépendante de la gauche libérale britannique offre à un lectorat cultivé et curieux des articles de grande qualité.

PUBLICO 50 400 ex., Portugal, quotidien. Lancé en 1990, "Public" s'est très vite imposé, dans la grisaille de la presse portugaise, par son originalité et sa modernité.

AL QUDS AL-ARABI 50 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. "La Jérusalem arabe" est l'un des trois grands quotidiens panarabes édités à Londres.

LE QUOTIDIEN 10 000 ex., Sénégal, quotidien. Dernier-né de la presse privée d'information générale sénégalaise, le titre a été créé en 2003. Il s'affirme politiquement neutre et veut mettre l'accent sur le journalisme d'investigation.

LA REPUBBLICA 650 000 ex., Italie, quotidien. Née en 1976, *La Repubblica* se veut le quotidien de l'élite intellectuelle et financière du pays. Le titre est orienté à gauche, avec une sympathie affichée pour les Démocrates de gauche (ex-Parti communiste), et fortement critique vis-à-vis de Silvio Berlusconi.

LE SOIR 134 000 ex., Belgique, quotidien. Lancé en 1887, *Le Soir* s'adresse à l'ensemble des francophones de Belgique. Le premier journal de Bruxelles mêle informations de qualité et de proximité, est riche en suppléments et pionnier sur le web.

THE SUNDAY TELEGRAPH 675 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Créé en 1961, le titre est la version dominicale du grand quotidien conservateur *The Daily Telegraph*. Il propose plusieurs suppléments (culture, voyages, vie des entreprises, emploi, sport et maison).

SVENSKA DAGBLADET 187 000 ex., Suède, quotidien. Fondé en 1884, "Le Quotidien de Suède", plutôt conservateur, a été racheté en 2000 par le groupe norvégien Schibsted. En grande difficulté financière, il est passé en 2001 en format tabloïd. Il offre de bonnes pages culturelles.

LA TERCERA 200 000 ex., Chili, quotidien. Lancé en 1950, "La Troisième" est un journal populaire lu essentiellement par la classe moyenne. Il tente de faire de l'ombre à son concurrent, le conservateur *El Mercurio*.

TRIBUNA 124 600 ex., Russie, quotidien. "La Tribune" est l'héritier du solide quotidien soviétique *Sotsialisticheskaja Industrija* ("L'Industrie socialiste"), rebaptisé *Rabotchaia Tribouna* ("Tribune ouvrière"), puis *Tribouna* en 1990, en prenant de l'indépendance vis-à-vis du Parti communiste. Aujourd'hui, toujours populaire et proche de la gauche, financé par Gazprom-Media, il offre un contenu de bonne qualité.

THE WASHINGTON POST 812 500 ex. (1 100 000 le dimanche), Etats-Unis, quotidien. Recherche de la vérité, indépendance : *The Washington Post* vit selon certains principes.

THE WEEK 200 000 ex., Inde, hebdomadaire. Fondé en 1982, le titre est apprécié pour son choix éditorial, souvent décalé par rapport à l'actualité immédiate et dominante.

YAZHOU ZHOUKAN 95 000 ex., Chine (Hong Kong), hebdomadaire. News magazine du groupe Ming Pao, "Semaine d'Asie" se dit le "journal des Chinois du monde entier". Il se focalise intensément sur l'Asie-Pacifique, avec un fort penchant pour la Chine.

AZ ZAMAN 30 000 ex., Irak, quotidien. "Le Temps" a été créé en 1997 par des Irakiens en exil à Londres. Il fut le premier journal à s'installer à Bagdad après la chute de Saddam Hussein. Il est devenu le principal quotidien irakien.

Pour en savoir plus

LE GUIDE MONDIAL DE LA PRESSE EN LIGNE

Retrouvez une présentation détaillée des 500 principaux journaux de la planète et de leurs sites Internet. Ce guide est un outil obligé pour qui s'intéresse à la presse internationale et pratique grâce à son CD-ROM. Vous pouvez vous le procurer auprès de la boutique du Monde au 01 42 17 29 85 au prix de 6,50 euros.

ROM. Vous pouvez vous le procurer auprès de la boutique du Monde au 01 42 17 29 85 au prix de 6,50 euros.

Edité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : Le Monde Publications Internationales SA
Directoire : Philippe Thureau-Dangin, président, directeur de la publication : Chantal Fangler
Conseil de surveillance : René Gabriel, président, Gilles de Courtivron, vice-président : Bruno Patino ; Eric Pillaux ; Sylvia Zappi
Dépôt légal : novembre 2004 - Commission paritaire n° 0707C82101
ISSN n° 1 154-516 X - Imprimé en France / Printed in France

RÉDACTION

64-68, rue du Dessous-des-Berges, 75647 Paris Cedex 13
Téléphone 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01
Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02

Site web www.courrierinternational.com Courriel courrier@way.fr

Directeur de la rédaction Philippe Thureau-Dangin
Assistante Dalila Bounekta (16 16)

Rédacteurs en chef Sophie Cherardi (16 24), Bernard Kapp (16 98)
Rédacteurs en chef adjoints Odile Conseil (16 27), Isabelle Lauze (édition, 16 54)

Chef des informations Claude Leblanc (16 43)
Rédacteur en chef technique Marco Schütz (16 30)
Rédactrice en chef internet Nathalie Pingaud (16 25)
Directrice artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31)

Europe de l'Ouest Anthony Bellanger (chef de service, Royaume-Uni, Portugal, 16 59), Gian-Paolo Accardo (Italie, 16 08), Isabelle Lauze (Espagne, 16 54), Danièle Renon (chef de rubrique, Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 22), Léa de Chalvon (Finlande), Guy de Faramond (Suède), Philippe Jacqué (Irlande), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Rasmus Egelund (Danemark, Norvège), Mehmet Koksal (Belgique), Winke de Boer (Pays-Bas) France Pascale Boyen (chef de rubrique, 16 47), Eric Maurice (16 03) Europe de l'Est Miklos Matyassy (chef de service, Hongrie, 16 57), Laurence Haby (chef de rubrique, Russie, ex-URSS, 16 79), Iwona Ostapowicz (Pologne, 16 74), Sophie Chergui (Etats baltes), Andrea Culcea (Roumanie, Moldavie), Kamelia Konakchieva (Bulgarie), Larissa Kotelevets (Ukraine), Marko Kravos (Slovenie), Ilda Mara (Albanie, Kosovo), Miro Micski (Macédoine), Zbynek Sebor (Tchéquie, Slovaquie), Marija Filipovic (Serbie-et-Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Iouri Ktatchev (Russie) Amériques Jacques Fromet (chef de service, Etats-Unis, Canada, 16 32), Christine Lévêque (chef de rubrique, Amérique latine, 16 76), Eric Maurice (Etats-Unis, Canada, 16 03), Marianne Niosi (Canada), Paul Jurgens (Brésil) Asie Hidenobu Suzuki (chef de service, Japon, 16 38), Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Claude Leblanc (Japon, Asie de l'Est, 16 43), Ingrid Therwath (Asie du Sud, 16 51), Marion Girault-Rime (Australie, Pacifique), Elisabeth D. Inandji (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Hemal Store-Shringla (Asie du Sud), Kazuhiko Yatabe (Japon) Moyen-Orient Marc Saghie (chef de service, 16 69), Nur Dolya (Turquie, Caucase), Pascal Fenaux (Israël), Guissou Jahangiri (Iran, Afghanistan, Asie centrale), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Vanrie (Moyen-Orient) Afrique Pierre Cherruau (chef de service, 16 29), Chawki Amari (Algérie), Anais Charles-Dominique (Afrique du Sud) Débat, livre Isabelle Lauze (16 54) Economie Catherine André (chef de service) et Pascale Boyen (16 47) Multimédia Claude Leblanc (16 43) Ecologie, sciences, technologie Olivier Blond (chef de rubrique, 16 80) Insolites, tendance Claire Maupas (chef de rubrique, 16 60) Épices & saveurs, ils et elles ont dit Iwona Ostapowicz (16 74)

Site Internet Marco Schütz (éditeur en chef, 16 30), Eric Glover (chef de service, 16 59), Anne Collet (documentaliste, 16 58), Philippe Randrianarimananana (16 68), Hoda Saïby (16 35), Patrick Van-The (webmaster, 16 82), Julien Dielme (développement) Agence Courrier Sabine Grandadam (chef de service, 16 97), Corinne Marcellin (16 62) Traduction Raymond Clarinard (chef de service, anglais, allemand, roumain, 16 77), Nathalie Amargier (russe), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Ngoc-Dung Phan (anglais, vietnamien), Françoise Escande-Boggio (japonais, anglais), Marie-Françoise Monhiers (japonais), Mikage Nagahama (japonais), Marie-Christine Perraut-Poli (anglais, espagnol), Olivier Ragesol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Mélanie Sinou (anglais, espagnol)

Révision Elisabeth Berthou (chef de service, 16 42), Pierre Bancel, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Philippe Planché

Photographies, illustrations Pascal Philippe (chef de service, 16 41), Lise Higham (16 10), Lidwine Kervella (16 21), Cathy Rémy, assistés d'Agnes Mangin (16 91) Maquette Marie Vareon (chef de service, 16 67), Catherine Doutey, Nathalie Le Dréau, Gilles de Obaldia, Denise Scudeller Cartographie Thierry Gauthé (16 70) Infographie Catherine Doutey (16 66), Emmanuel Anquetil (colorisation) Calligraphie Michio Yamamoto

Informatique Denis Scudeller (16 84)

Documentation, service lecteurs Iwona Ostapowicz 33 (0)1 46 46 16 74, du lundi au vendredi de 15 heures à 18 heures

Fabrication Jean-Marc Moreau (chef de fabrication, 16 49), Impression, brochage : Maury, 45191 Malesherbes. Routage : France-Routage, 77183 Croissy-Beaubourg

Ont participé à ce numéro Aurélie Boissière, Marianne Bonneau, Seham Boustata, Valérie Brunissen, Bérandère Cagnat, Alexandre Cheuret, Fabienne Costa, Jean-Luc Favreau, Sandra Grangeray, Françoise Lemoine-Minardier, Aude Lafitte, Françoise Liffan, Jean-Christophe Pascal, Carlotta Ranieri, Emmanuel Tronquet, Suzi Vieira, Zaplangues

ADMINISTRATION - COMMERCIAL

Directrice administrative et financière Chantal Fangler (16 04), Assistante : Nolwenn Hrymszyn-Paris (16 99), Contrôle de gestion : Stéphanie Davoust (16 05), Comptabilité : 01 42 17 27 30, fax : 01 42 17 21 88

Relations extérieures Anne Thomass (responsable, 16 44), assistée d'Olivier Boy (16 73)

Diffusion Le Monde SA, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, tél. : 01 42 17 20 00. Directeur commercial : Jean-Claude Harmignies. Responsables publications : Brigitte Billard, Abonnements : Marianne Brédard, Sabine Gude-Ialbot. Direction des ventes au numéro : Hervé Bonnaud. Chef de produit : Franck-Olivier Toro (38 58), fax : 01 42 17 21 40

Publicité Le Monde Publicité SA, 17, boulevard Poissonnière 75002 Paris, tél. : 01 73 02 69 30, courriel : <ckoch@publicite.fr>. Directeur général : Stéphane Corre. Directeur de la publicité : Alexis Pèzerat, tél. : 01 40 39 14 01. Directrice adjointe : Lydie Spaccaretella, tél. : 01 73 02 69 31. Direction de la clientèle : Karine Epelde, tél. : 01 73 02 69 32. Chefs de publicité : Stéphanie Jordan, tél. : 01 73 02 69 34 ; Hedwige Thaler, tél. : 01 73 02 69 33. Exécution : Geraldine Doyotte, tél. : 01 40 39 13 40. Publicité internationale : Renaud Presse, tél. : 01 42 17 38 75. Etudes : Audrey Linton (chargée d'études), tél. : 01 40 39 13 42

Publicité site Internet : I-Régie, 16-18, quai de Loire, 75019 Paris, tél. : 01 53 38 46 63. Directeur de la publicité : Arthur Millet, <amillet@i-regie.com>

SERVICES

Accueil (16 00) Adresse abonnements Courrier international Service abonnements, 60646 Chantilly Cedex Abonnements et relations clientèle Téléphone depuis la France : 0 825 000 778 ; de l'étranger : 33 (0)3 44 31 80 48. Fax : 03 44 57 56 93. Courriel : <abo@courrierinternational.com> Changement d'adresse et suspension d'abonnement 0 825 022 021 Commande d'anciens numéros Boutique du Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 01 42 17 27 78 Modifications de services ventes au numéro, réassort Paris 0 805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 01 46

Courrier international (USPS 013-465) is published weekly by Courrier international SA at 1320 route 9, Champlain N. Y. 12919. Subscription price is 199 \$ US per year. Periodicals postage paid at Champlain N. Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER: send address changes to Courrier international, c/o Express Mag., P.O. BOX 2769, Plattsburgh, N. Y., U. S. A. 12901 - 0239. For further information, call at 1 800 363-1310.

Ce numéro comporte un encart Abonnement jeté pour l'ensemble du tirage et un encart "Deli" jeté pour les abonnés.

Offre spéciale d'abonnement

Bulletin à retourner sans affranchir à :
Courrier international
Libre réponse 41094
60506 CHANTILLY CEDEX
Pour joindre le service abonnements, téléphonez au 0 825 000 778

Offre valable jusqu'au 31-12-2004. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs sauf si vous cochez la case ci-contre.

Je désire profiter de l'offre spéciale d'abonnement (52 numéros + 4 hors-séries), au prix de 106 € au lieu de 176 € (prix de vente au numéro), soit près de 40 % d'économie. Je recevrai mes hors-séries au fur et à mesure de leur parution.

Je désire profiter uniquement de l'abonnement (52 numéros), au prix de 94,50 € au lieu de 150 € (prix de vente au numéro), soit près de 37 % d'économie. Tarif étudiant (sur justificatif) : 79,50 €. (Pour l'Union européenne : 138 € frais de port inclus /Autres pays : nous consulter.)

Voici mes coordonnées : Nom et prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Téléphone :

E-mail :

Je choisis mon moyen de paiement :

Par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Par carte bancaire N°

Expire fin : / /

Date et signature obligatoires :

On achève bien les journaux



On doit déplorer cette semaine deux décès. Je ne veux pas parler de Yasser Arafat, dont on a prolongé l'agonie de façon incroyable (voir notre dossier pp. 40-45), ni de la Côte-d'Ivoire, un pays désormais moribond à cause de l'incurie de ses élites politiques et notamment du couple présidentiel. Non, je veux évoquer ici deux journaux qui ont subitement cessé de paraître. Deux publications de grande valeur, mais de faible rentabilité, dont les actionnaires – deux grands groupes internationaux de médias – ont décidé de fermer les portes. La première, la *Far Eastern Economic Review*, est un célèbre hebdomadaire publié à Hong Kong par l'entreprise américaine Dow Jones. La seconde est le quotidien hongrois *Magyar Hírlap*, propriété du groupe suisse Ringier, par ailleurs actionnaire de référence d'un autre quotidien, *Népszabadság*. La *Review*, ou plutôt la *Far Eastern*, comme on l'appelait à Paris, était un modèle de journalisme. En tout cas elle l'avait été longtemps, grâce à son goût de l'investigation et à son indépendance politique face aux pouvoirs de cette Asie qu'elle couvrait. Dow Jones est devenu majoritaire en 1987 et, au cours des années 1990, a peu à peu imposé une ligne politique à la fois plus américaine, plus à droite et moins indépendante. Dommage, vraiment. Car la *Far Eastern*, tout en étant très occidentale dans le ton, faisait parfois travailler des journalistes d'Asie. Que l'on pense seulement aux excellentes analyses d'Ahmed Rashid, ce journaliste pakistanais grand expert de la scène afghane...

Quant au *Magyar Hírlap*, fondé il y a trente ans, ce fut aussi un bon journal. Ironie de l'histoire, cette "gazette hongroise" a porté depuis 1989 les espoirs de ces libéraux de centre gauche, autrement dit de cette élite autrefois anticommuniste qui appelait de ces vœux un "capitalisme salvateur". Quinze ans après, on voit ce que peut être une gestion capitaliste de la presse. A Hong Kong comme à Budapest, tout le monde regrette ces deux cessations brusques. A la *Far Eastern*, quatre-vingts emplois sont supprimés. Quant aux rédacteurs de *Magyar Hírlap* mis au chômage, ils ont déjà répliqué avec la sortie d'un nouveau journal, *Pont* (Point), qui paraîtra à partir du 9 novembre. Une publication qui attend... des investisseurs. **Philippe Thureau-Dangin**

L'invité

Lionel Barber, *Financial Times*, Londres

Des couloirs de CBS News aux salons diplomatiques d'Europe, la réélection de George W. Bush a été accueillie avec détresse et résignation. Ceux qui ne voulaient voir dans le président américain qu'une aberration historique ont eu tort. L'élection présidentielle de 2004 était censée reposer essentiellement sur la question de la sécurité nationale. Au bout du compte, elle s'est articulée sur un élément plus fondamental encore : les valeurs morales. Vingt-cinq pour cent des électeurs ont déclaré accorder autant d'importance à ces valeurs qu'au terrorisme et à l'économie. Et la grande majorité, dont beaucoup de protestants évangéliques, a voté Bush.

La religion joue un rôle dans la politique américaine depuis le temps des Pères fondateurs, mais sa présence écrasante en 2004 ne fera que confirmer l'impression qu'Européens et Américains vivent dans deux mondes distincts. Le gouffre séparant l'Europe laïque d'une Amérique croyante a rarement paru plus profond. Il faut cependant se garder d'exagérer cette division. Même Bush ne prétend pas qu'il faille revenir sur la séparation de l'Église et de l'État. Par ailleurs, les politiciens européens aussi ne sont pas totalement dépourvus de foi chrétienne, comme nous le rappelle (régulièrement) Tony Blair. Mais, aux États-Unis, la quête de la clarté morale dans le monde de l'après-11 septembre fait partie intégrante de la vie politique.

Bush, qui a retrouvé la foi, a instinctivement saisi le profond bouleversement de la psyché américaine. Ainsi, son soutien à un amendement constitutionnel interdisant le mariage homosexuel a peut-être scandalisé les libéraux de son propre parti, mais a joliment payé le jour de l'élection. Onze États ont opté pour l'interdiction. L'affaire a eu l'avantage de mobiliser une phalange invisible d'électeurs évangéliques décidés à endiguer l'extension du mariage gay, de l'avortement et d'autres menaces pesant sur les valeurs familiales. La majorité silencieuse qui avait apporté la victoire à Richard Nixon en 1968 et en 1972

en réaction aux hippies et à la contre-culture des années 1960 a été remplacée par la majorité morale de Bush.

Ce n'est là qu'un des exemples les plus frappants des divergences culturelles entre l'Europe et les États-Unis. De notre côté de l'Atlantique, Rocco Buttiglione a dû renoncer à sa candidature à la Commission européenne face au tollé suscité par ses déclarations brutales sur l'homosexualité.

On retrouve cette dissonance en politique étrangère. Bush est totalement imperméable au langage de la *realpolitik* : il divise le monde entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la guerre contre le terrorisme. Il partage avec la même force que Woodrow Wilson la conviction que la démocratie est vouée à

s'étendre. A ceux qui mettent en doute que certains pays puissent un jour être libres, il a rétorqué : "Je ne suis tout simplement pas d'accord." Ces quelques mots sont un reproche à peine masqué à des hommes d'État blasés, comme le président français Jacques Chirac, qui doutent toujours de la capacité de l'Amérique à changer le monde (et de la leur). Ces trois dernières années, l'Europe a pu rejeter sur Bush la déception croissante que lui inspire la politique américaine, en particulier en

Les Européens face à Bush II



■ Depuis ses débuts à *The Scotsman*, l'Écossais Lionel Barber a fait une brillante carrière dans la presse britannique. Entré en 1986 au *Financial Times*, il a été correspondant à Washington et à Bruxelles, puis directeur des informations. Depuis deux ans, il dirige le bureau américain du grand journal de la City.

Irak. Les détracteurs européens pouvaient prétendre qu'ils se livraient à de l'antibushisme, et non à de l'antiaméricanisme. Mais la victoire décisive de Bush va les obliger à modifier leur discours.

Le Parti démocrate, abasourdi par la défaite de John Kerry, commence à se demander pourquoi il s'est à ce point coupé de cette vaste portion du territoire américain que l'on appelle le "Centre". Il n'a pas suffi aux démocrates de se proclamer en faveur d'un meilleur système de santé pour l'emporter. Ils ne peuvent plus rester sourds aux questions sociales et culturelles qui préoccupent les Américains. Nul n'ira suggérer que les Européens doivent aussi s'engager dans ce labyrinthe moral. Mais ils feraient bien d'être attentifs au message de la présidentielle : l'Amérique est de droite, et Bush est désormais son chef incontesté. ■

LE DESSIN DE LA SEMAINE



■ ▲ Docteur Rassembleur : "Et maintenant, commençons le traitement !" Sur les gants : Sénat conservateur ; Cour suprême.

Bush II se pose en rassembleur, mais compte maintenir – voire renforcer – sa ligne politique, sur le plan international comme à l'intérieur.

Dessin de Signe Wilkinson paru dans *The Philadelphia Daily News*, États-Unis.

Chaque jour, retrouvez un nouveau dessin d'actualité sur www.courrierinternational.com

COURRIER DES LECTEURS

■ Histoires d'eau

Pierre Van de Velde, Belgique

L'article : "L'eau de pluie, une manne céleste", que *Courrier international* a repris dans son n° 730 du 28 octobre 2004 –, contient de nombreux points très intéressants. Pour les pays européens, il y a un avantage non négligeable à collecter et à utiliser le plus d'eau de pluie possible. D'un côté, une utilisation intensive de l'eau de pluie permet de régulariser les débits à l'entrée des stations d'épuration et donc d'accroître leur efficacité. D'autre part, la récolte des eaux de ruissellement sur toute surface bétonnée permet d'écarter les pointes d'arrivée d'eau et d'éviter les inondations.

■ Mise au point

Courrier international a publié en 1994 et 1998 deux articles de l'écrivain et journaliste T. D. Allman (l'un sur Yasser Arafat, l'autre sur la Colombie) sans avoir obtenu son autorisation préalable. Nous regrettons d'avoir utilisé ses textes et sa signature sans son aval. A sa demande, nous en informons nos lecteurs et nous engageons à ce que cela ne se reproduise pas.

■ Assez de vulgarité !

David M., <doudilou@yahoo.fr>

Etonné et même choqué ! Ce sont mes réactions à la suite du titre de couverture du n° 730 : "Putain, quatre ans !" Vous qui faites partie de la *quality press*, vous vous mettez au niveau des tabloids tels que *The Sun* en proférant des grossièretés, qui plus est sur la une ! J'ai parfaitement conscience du fait qu'il s'agit d'attirer l'attention du lecteur. Néanmoins, je ne suis pas d'accord avec ce genre de procédé.

NDLR : Ce titre était un clin d'œil aux Guignols de l'info. On se souvient de la marionnette de Chirac qui disait à tout bout de champ : "Putain, deux ans !"

Pays-Bas Et vogue la bannière

Rebecca Gomperts navigue sur des bateaux de location vers des pays où l'avortement est interdit – en 2001 vers l'Irlande, en 2003 vers la Pologne et récemment vers le Portugal –, pour tenter d'y aider les femmes qui souhaitent avorter. Ses parents accompagnent toujours cette médecin spécialiste des avortements, fondatrice de Women on Waves. "Nous le faisons pour la soutenir. Et, à vrai dire, aussi pour la protéger", explique son père, Rudi Gomperts. Car il faut compter avec l'agressivité des pouvoirs publics des pays visités. Le Portugal a ainsi dépêché deux navires de guerre pour empêcher le bateau de Women on Waves de s'approcher des côtes.

L'idéalisme, la colère contre l'injustice ont toujours animé Rebecca, rappelle son père. Il l'a vue s'indigner quand il travaillait en Afrique de l'Ouest, dans un hôpital de Guinée, et que Rebecca est venue y faire un stage. C'était avant de passer son diplôme de médecine, dans les années 1990. Sa fille a pu y constater la détresse des jeunes filles et des femmes qui avaient essayé de mettre un terme à leur grossesse.

Dans les bureaux de Women on Waves, installés dans un vieux bâtiment scolaire d'un quartier populaire d'Amsterdam, Rebecca Gomperts explique qu'elle ne s'est pas non plus spécialisée dans les avortements pour des "questions de principe". Elle l'a fait parce que cela ne demande pas une longue formation et qu'elle "était fascinée par la fertilité".

Elle a eu l'idée de Women on Waves en 1997, quand, amoureuse du capitaine, elle naviguait en tant que médecin de bord sur un bateau de Greenpeace. Elle était choquée d'être partout témoin de l'absence



William Velthoven

REBECCA GOMPERTS, 38 ans, médecin. Fondatrice de Women on Waves, une ONG qui a mené des campagnes en bateau et en faveur de l'avortement au large de l'Irlande, de la Pologne et du Portugal. Elle envisage à présent de poursuivre son action sur Internet.

de droits des jeunes filles et des femmes. Des grossesses non désirées dues à l'ignorance, au manque d'argent, à un viol ou à la prostitution. Quatre-vingt mille morts par an – un toutes les six minutes – à la suite d'avortements pratiqués à l'aide d'instruments non stériles ou de médicaments inappropriés. Or peu d'interventions sont aussi simples et dépourvues de risque qu'un avortement pratiqué sous contrôle médical.

L'un des premiers financements de Women on Waves est venu de Mama Cash, un fonds qui soutient les initiatives des femmes ; il a été créé par une féministe d'Amsterdam, Marjan Sax, qui avait

hérité d'une grande fortune et ne voulait pas la garder pour elle. "J'ai trouvé que ce projet était génial", raconte-t-elle. Mama Cash a financé l'enquête juridique sur la possibilité de pratiquer des avortements en mer. La gynécologue Gunilla Keiverda a été associée dès l'origine à Women on Waves : "Quand Rebecca m'a demandé si je voulais participer, j'ai tout de suite accepté." Gunilla a été de tous les voyages ; elle explique que Rebecca et elle forment un tandem équilibré. "Rebecca a un esprit en dehors de l'ordre établi, c'est plutôt une militante. Moi, je suis une gynécologue respectée et j'ai cette réputation à tenir. Je ne ferais rien de contraire à la loi."

Au Portugal, le bateau a été empêché d'atteindre le port et aucune femme n'a pu être accueillie à bord. Des centaines de femmes ont toutefois reçu par téléphone l'indication d'un moyen sûr de pratiquer un avortement : prendre des cachets de Misoprostol, un médicament contre l'ulcère de l'estomac. Il déclenche des contractions de l'utérus et peut provoquer une fausse couche.

Souhaite-t-elle aujourd'hui poursuivre son action dans Women on Waves ? "Il faudra bien que le bateau s'arrête, explique-t-elle. A moins que j'obtienne suffisamment d'argent pour que nous puissions continuer encore cinq ans. Nous irons alors en Amérique du Sud." Mais c'est très peu probable, pense-t-elle. Elle a un autre projet : "Je pense à un service d'assistance et de vente de Misoprostol par correspondance sur Internet. Les femmes qui vivent dans des pays où l'avortement est illégal peuvent commander des comprimés et nous pouvons leur donner des explications par téléphone ou sur le Net. C'est difficile à organiser. Mais cela peut marcher."

Jannetje Koelewijn, NRC Handelsblad, Rotterdam

PERSONNALITÉS DE DEMAIN

SHAZAD MOHAMED

High tête



BR

Il n'a jamais rien fait comme les autres. A 10 ans, quand ses copains taquinaient la Game Boy, il créait son premier site Internet en écoutant les informations économiques et financières sur la chaîne spécialisée CNBC. Fils unique d'émigrés pakistanais installés à Dallas, Shazad Mohamed est, à 18 ans, PDG de GlobalTek Solutions, une société de services informatiques dédiés au secteur de la santé qui emploie 20 personnes aux Etats-Unis et 30 en Inde, mais dont le chiffre d'affaires est jalousement tenu secret. Le jeune chef d'entreprise l'a créée en 1999 ; il avait 12 ans. Mohamed est accro à l'ordinateur depuis ses 3 ans. Accessoirement, cette passion pour le clavier ne l'a pas empêché d'apprendre la peinture et le violon, ainsi que quatre langues en plus de l'anglais – l'ourdou, le gujarati, le katchi et le sindhi – et quelques langages informatiques comme le Java, le C++ ou le Visual Basic... Quand l'hebdomadaire pakistanais *Newsline* lui demande s'il n'a pas de regrets de ne connaître aucun des plaisirs habituels de son âge – filles, copains, sport –, la réponse tombe, claire et nette : "Absolument pas. Le secteur des nouvelles technologies est tellement intéressant, tellement excitant, je m'y amuse tellement que je ne peux pas imaginer faire autre chose." Lui, au moins, a trouvé sa voie.

LEON SMITH

Kamikaze ?



AP-Sipa

Il a osé. Rédacteur en chef et directeur du *Lone Star Iconoclast*, l'hebdomadaire local de Crawford, le bourg texan où George Bush possède un ranch, Leon Smith avait appelé, dans son dernier éditorial, à voter Kerry. Barbe et cheveux blancs, lunettes sérieuses, l'homme n'a pourtant rien d'une tête brûlée. C'est d'ailleurs avec les arguments de la raison, en particulier la guerre en Irak et les déficits, qu'il a justifié sa position. L'erreur de Leon Smith, la seule, a été de ne pas prévoir le flot de haine qu'il allait faire naître. Dans ce bourg de 700 habitants "où les boutiques vendent des badges Bush, des mugs Bush, des t-shirts Bush", rapporte *The Sunday Telegraph*, chacun y est allé de sa lettre, généralement peu amène, où "traître" le dispute à "communiste". Le journaliste n'ose plus aller au café ; le journal a divisé ses ventes par deux – il diffusait auparavant à un millier d'exemplaires – en une semaine, et s'est aliéné la quasi-totalité de ses annonceurs. Autant dire que sa survie est menacée ; les abonnements de soutien qui arrivent depuis quelques jours de Barcelone, de Toronto ou de Dublin réchauffent certes le cœur, mais n'inverseront pas le mouvement. Le journaliste pense à quitter la région – pour Boston, comme le suggère perfidement un de ses ex-lecteurs ?

ILS ET ELLES ONT DIT



▲ Dessin de John Springs, Royaume-Uni.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA, président de l'Algérie

Suiviste
"L'Etat ne reculera pas en matière de modification du code de la famille. Cette réforme est une nécessité, car le contexte international l'impose", a-t-il déclaré à propos de la réforme qui vise à accroître les droits des femmes.
(*El Watan*, Alger)

ANDREA CARMEN, Indienne Yaqui de l'Arizona

Méfiant
"N'oubliez pas que l'ONU rassemble les pays qui nous ont colonisés. Les peuples indiens et l'ONU s'assoient certes désormais à la même table, mais ils ne partagent pas encore la

même nourriture." En décembre prochain se termine la "décennie des peuples indiens" proclamée par l'ONU en 1994.
(*La Jornada*, Mexico)

TIM FLANNERY, scientifique et écologiste australien

Bibliophile
Sa bibliothèque a brûlé pendant le grand incendie qui a dévoré la forêt autour de Sydney, il y a dix ans, mais il continue de collectionner des livres rares. "Je ne fume pas, je bois du vin bon marché, alors je peux me permettre d'acheter quelques belles pièces", explique-t-il.
(*Financial Times*, Londres)

ERIC CLAPTON, icône du rock britannique

Changé
Promu commandeur de l'ordre de l'Empire britannique par la princesse Anne, il a déclaré : "Autrefois, je

n'aurais pas été capable d'accepter ce type de distinction." Il s'est dit fier d'avoir "mûri", avant d'ajouter : "Je suis un vrai monarchiste."
(BBC, Londres)

GIUSEPPE VEGAS, secrétaire d'Etat à l'Economie italien

Allumé
"Ce budget s'inspire du précédent évangélique de la multiplication des pains et des poissons, le seul vrai miracle social ; il répond aux mêmes mécanismes de développement." C'est en ces termes que le ministre a commenté la proposition de loi de finances pour 2005 qu'il présentait au Parlement.
(*La Stampa*, Turin)

UDO VOIGT, président du parti néonazi allemand NPD

Enflammé
"L'heure des changements révolutionnaires est venue. Nous voulons

le grand soulèvement national." Dans l'effervescence du congrès de Leinefelde, les deux partis d'extrême droite (NPD et DVU) ont annoncé le 1^{er} novembre leur alliance pour "marcher ensemble sur Berlin" aux législatives de 2006 et aux élections européennes de 2009.
(*Süddeutsche Zeitung*, Munich)

BLANCA REYES, épouse du poète dissident cubain Raúl Rivero

Amère
"La révision des liens entre Bruxelles et La Havane transforme les prisonniers politiques cubains en une tranche de jambon au milieu d'un sandwich." La modification des sanctions politiques appliquées par l'UE à Cuba – que souhaitent conjointement l'Espagne et la Grande-Bretagne – suscite la colère au sein de la dissidence cubaine.
(*Reforma*, Mexico)



POLITIQUE

Sarkozy part à la chasse au vote rural

Comment se concilier les électeurs ruraux lorsqu'on veut devenir président de la République et que l'on n'a aucune attache dans la France profonde ? Le futur patron de l'UMP a trouvé la réponse : travailler de concert avec le lobbyiste de la chasse.

PROSPECT

Londres

C'est ancré au plus profond de nous-mêmes. Une vraie passion", commente notre fossoyeur local pendant que ses camarades vident une biche à même le sol de la salle de chasse. "Ce n'est pas une loi qui pourrait nous ôter ça." Il sourit : "Dieu merci, on n'est pas anglais." De la pitié mêlée de mépris, voilà ce que ressentent la plupart de mes voisins quand ils pensent au récent vote interdisant la chasse au renard en Angleterre et au pays de Gales. Mais Thierry Coste, conseiller politique de la Fédération nationale des chasseurs (FNC), n'éprouve pas les mêmes sentiments. "Nous sommes inquiets, me confie-t-il depuis son bureau à Paris. Si cela devait arriver ici, ce serait de manière sournoise - par exemple, par l'interdiction des armes à feu pour des raisons de sécurité. Au Royaume-Uni, les relations entre la ville et la campagne se sont détériorées. Il nous faut travailler dur les cinq prochaines années pour qu'une chose pareille ne se produise pas ici."

De ce côté-ci de la Manche, la chasse imprègne la vie campagnarde, et nombreux sont ceux qui la considèrent comme un droit conféré par la Révolution. "Le Français a besoin de racines, martèle Thierry Coste. Même un citadin a besoin de se sentir lié au terroir* de ses parents." Ainsi, tous les derniers présidents de la République ont mis en avant leurs attaches avec une région de la France rurale.

L'analyse des habitudes électorales montre que, si les habitants des zones rurales sont largement de droite, ils sont de plus en plus déçus par la droite. Ils se sentent abandonnés par la classe politique, qui semble ne se préoccuper que des problèmes de la ville, comme la sécurité ou l'immigration. Pourtant, la population rurale est en augmentation. Le seul homme politique à essayer d'utiliser à son avantage personnel le sentiment d'abandon présent chez 30 % de l'électorat est l'inévitable Nicolas Sarkozy.

Le principal candidat de la droite à la présidentielle de 2007 présente cependant une faiblesse majeure : ses racines ne se trouvent pas à la campagne. Il est né et a grandi dans des



▲ Dessin de Raul, Espagne.

quartiers parisiens huppés, son père est d'origine hongroise et sa mère juive grecque. Dans *Le Figaro*, sa femme s'est dite récemment fière de "ne pas avoir une seule goutte de sang français dans les veines" (père russe, mère espagnole). Mais, quand il s'agira de choisir une figure paternelle pour président, tout cela risque de représenter un handicap. Aussi Sarkozy a-t-il besoin de l'électorat campagnard et, si ce dernier ne s'identifie pas naturellement à lui, qu'à cela ne tienne, il le courtisera.

Sarkozy a rapidement compris le poids de cet électorat. Son prédécesseur au ministère de l'Intérieur [Daniel Vaillant] avait présenté un projet de loi interdisant la vente par correspondance des armes à feu. Dès son arrivée place Beauvau, le président de la Fédération des chasseurs est venu rendre visite à Sarkozy. Après leur rencontre, la nouvelle loi a mystérieusement disparu, le ministère oubliant de publier le décret d'application* final. "Sarkozy est un ami des chasseurs", si l'on en croit une déclaration de la Fédération rédigée par Coste. Le 15 septembre dernier, l'ami des chasseurs a demandé

à Coste d'élaborer une stratégie sur trois ans visant à conquérir cet électoral rural jusqu'alors négligé.

Thierry Coste se proclame "professionnel de l'influence*". Lors de l'élection présidentielle de 2002, il a travaillé pour une autre organisation rurale, le parti Chasse, pêche, nature et tradition (CPNT). Le candidat CPNT [Jean Saint-Josse] lui a dû son score étonnamment élevé [4,3 %]. Mais la droite n'a pas vu CPNT d'un bon œil parce qu'en prenant autant de voix à gauche qu'à droite il représentait une dangereuse anomalie : une formation qui réussit à s'imposer sans aucune base partisane. Alors, Coste "a été chargé par l'Elysée d'éradiquer" le parti dont il avait si efficacement fait avancer la cause. Durant les quatre mois qui ont précédé les élections régionales et européennes de cette année, Coste a fait jouer son influence sur une presse notoirement complaisante pour affaiblir CPNT. Le parti a essuyé une cuisante défaite, perdant les sièges qu'il détenait et croulant sous les dettes.

Maintenant, Sarkozy le citadin veut se servir de l'influence de Coste pour se vendre comme un paysan manqué*, en partie pour plaire aux 1,4 million de chasseurs enregistrés qui, avec leurs familles, représentent un puissant groupe de pression, mais aussi, de manière fort habile, pour rassurer des citadins désireux de voir leur jardin sous bonne garde en leur absence.

Le nouveau livre de Coste, *Chasse, politique et influence* [éd. François Bourrin], étudie les raisons pour lesquelles le lobby de la chasse est si puissant dans la vie politique française. Le Premier ministre chasse, tout comme plusieurs de ses ministres ; 220 députés sur 577 sont membres d'une association de chasseurs. "Chirac a fait l'erreur de croire que 'rural' signifie toujours agriculture - alors que seule une personne sur cinq vivant à la campagne travaille encore vraiment la terre, analyse Coste. Avant Sarkozy, les hommes politiques n'avaient pas compris que la vie rurale touche de nombreux domaines : la santé, l'air que l'on respire, l'alimentation, le stress, l'éducation. C'est ce qu'on appelle la qualité de la vie. Et la chasse en est la parfaite illustration." **Tim King**

* En français dans le texte.

SOCIÉTÉ

La Belgique, terre d'exil doré

Des Français ? Oh ! Ici, là et encore là." La vieille dame nous montre de grandes villas avec des façades en pierre blanche, avec de magnifiques jardins, entourées de hautes clôtures. On remarque aussi quelques caméras de surveillance. Et des pancartes mettent en garde contre les chiens dangereux.

La présence des Français dans la région de Courtrai et de Tournai n'est pas vraiment étonnante. Cette mixité des nationalités est commune à toute zone frontalière. Mais, depuis quelques années, on assiste à une sorte de migration fiscale venue du nord de la France. Car il existe chez nos voisins français un impôt sur la fortune, quelque chose que nous n'avons pas encore chez nous. Pour les Français un rien fortunés, notre pays est un vrai paradis fiscal. Et il n'est pas étonnant de lire que, d'après les derniers chiffres publiés par le ministère français du Budget, 16 % des fortunes ayant quitté la France entre 1997 et 2001 sont venues s'installer dans notre pays, soit environ 2 000 personnes.

Pour le moment, le bourgmestre de Courtrai n'y voit pas d'inconvénient. "Le phénomène fait penser à l'invasion des Néerlandais en Campine et dans le nord du Limbourg [à la frontière avec les Pays-Bas], qui a fait flamber les prix des terrains et des maisons il y a quelques années, remarque-t-il. Mais, ici, l'offre d'habitations de luxe est encore suffisamment importante. Il y a encore assez de place pour tout le monde."

"Dans cette région, il y a toujours eu beaucoup d'échanges entre les deux pays, poursuit le bourgmestre. Vous avez les Français fortunés qui viennent ici parce que le climat d'imposition est meilleur. Mais vous avez aussi les 20 000 personnes frontalières qui habitent en France et viennent travailler en Belgique. Celles-là réussissent à combiner le système avantageux de la sécurité sociale en vigueur en Belgique avec le climat d'imposition salarial plus favorable dans leur propre pays."

Mais certains habitants du quartier voient quand même un aspect négatif à cette nouvelle présence française. "Avec ces Français fortunés, le voisinage n'est plus en sécurité, estime un habitant. Regardez ce qui est arrivé à la femme de ménage du patron d'une grande société de tapis, Louis De Poortere. On l'a enlevée afin d'obtenir un rançon. On devrait être plus prudent. Mais ça, nous ne voulons pas encore y penser."

Cathy Galle, *De Morgen* (extraits), Bruxelles

17ème Salon de la Littérature Européenne de Cognac 18-21 novembre 2004 - Cognac

"Europe, terres d'inspiration" invité d'honneur : la Pologne

Où l'écrivain prend-il son souffle ? La 17ème édition du Salon explorera les terres d'inspiration pour nous conduire au-delà des frontières, aux limites de l'imaginaire et du réel avec des écrivains venus des quatre coins d'Europe tels que JC Grenthall, T. Yuosil, J. Johnston, A. Wagenstein.

De sera l'occasion de traverser les époques avec les passeurs d'histoires (Sergio Luis de Carvalho, Patrick Pesnot), de voyager de la Seine au Danube avec Virgile Tanase, Marica Bodrozic, Dimitri Tsapeneag, Predrag Matvejevic, de découvrir la gastronomie avec Denis Montebello, José Manuel Fajardo, Karla Suarez, de s'essayer aux écritures plurielles (Nikolaï Frobenius, DagJ. Haugerud...). Des rencontres, des découvertes pour réveiller et animer l'inspiration qui sommeille en nous.

La Pologne et sa littérature seront à l'honneur avec Anna Bolecka, Marek Biernczyk, Antoni Libera, Wojciech Tochman, Olga Tokarczuk et Tecla Werbowska. Des films polonais seront également projetés, dont 'Le Pianiste' de Roman Polanski en présence du scénariste Ronald Harwood.

Durant 4 jours : débats, films, expositions, librairie
Informations : tél. 05 45 82 88 01
Site : www.litterature-europeenne.com
E-Mail : saloncognac@litterature-europeenne.com



PAYS-BAS

Pourquoi n'a-t-on pas protégé Theo van Gogh ?

Le cinéaste néerlandais a été assassiné le 2 novembre pour avoir signé un film-brûlot contre l'islam, diffusé fin août à la télévision. Ayaan Hirsi Ali, scénariste de ce film et députée musulmane, exprime ici sa colère.

NRC HANDELSBLAD
Rotterdam

Après avoir tout d'abord éprouvé un choc puis de l'incrédulité en apprenant la mort de Theo, un immense chagrin s'est emparé de moi. Il a fallu qu'il soit assassiné pour qu'on se rende compte que, pour certains, les convictions religieuses avaient bien plus de valeur que la vie humaine. Je suis triste parce que les Pays-Bas ont de nouveau perdu leur innocence, une innocence dont Theo était l'incarnation même. Pour beaucoup, les attentats, c'était aux Etats-Unis et en Espagne, pas ici. La naïveté de Theo n'était pas de croire que cela ne pouvait pas se produire ici, mais que cela ne pouvait pas lui arriver à lui. Il disait : "Je suis le fou du village, ils ne me feront rien. Mais toi, sois prudente. Tu es la femme mécréante." Je suis triste parce que mes amis et moi, nous ne pouvons jamais le féliciter pour *0605*, le film qu'il venait de réaliser sur le leader populiste Pim Fortuyn et dont il était si fier.

Je suis aussi furieuse d'être encore vivante alors qu'il est mort. Je sais que je suis en vie parce que moi, j'ai des gardes du corps, et que lui n'en avait pas. Je suis furieuse qu'il ait dû subir en pleine rue un égorgement rituel après avoir été criblé de balles. Je suis furieuse quand j'entends un haut responsable de la justice dire qu'il n'avait jamais reçu d'instructions pour le faire protéger. Je suis furieuse aussi lorsqu'on nous explique que Theo lui-même ne souhaitait pas de garde rapprochée, parce que je sais qu'une protection policière s'impose aux personnes qui courent un danger. Non seulement pour protéger leur vie, mais aussi l'ordre public et la sécurité du pays tout entier. Je ressens de la colère et de l'impuissance à voir de quelle manière les autorités se contorsionnent pour essayer de se sortir de cette mauvaise passe.

La mort de Theo van Gogh était-elle évitable ? Fallait-il le protéger ? Le 30 août, le lendemain de la diffusion de *Submission* [dans ce court-métrage de Theo van Gogh et d'Ayaan Hirsi Ali, une femme adresse à Allah une prière d'incompréhension, évoquant des passages du Coran qui l'obligent à supporter un mari qui la frappe et abuse d'elle], la photo de Theo van Gogh était placée sous la mienne sur le site Internet des *Ware Moslims* (vrais musulmans). Au-dessus de ma photo, on pouvait lire "la mortadda [apostate] diabolique mécréante", au-dessus de la sienne était écrit "le moqueur diabolique mécréant". A ce moment-là, j'ai porté plainte et j'ai été entendue : vingt-deux policiers ont été chargés de trouver l'auteur de

► *Photogramme tiré du court-métrage Submission, réalisé par Theo Van Gogh. C'est notamment cette image, montrant un dos nu de femme tatoué de versets du Coran et lacéré de coups de fouet, qui a déclenché les menaces des islamistes contre le cinéaste.*



■ **Portrait**
Journaliste, éditorialiste, réalisateur, Theo Van Gogh, arrière-petit-neveu du peintre, n'a jamais mâché ses mots. Né en 1957, il grandit dans les quartiers chics de Wassenaar, près de La Haye, au sein d'une famille libérale. Monté à Amsterdam pour faire son droit, il abandonne vite. Il tente alors de s'inscrire dans une école de cinéma, mais sa candidature est refusée. Il multiplie les petits boulots, avant de se lancer dans une carrière de journaliste et de cinéaste. Theo Van Gogh a travaillé pour de nombreux journaux, magazines et revues néerlandais - qui l'ont, d'ailleurs, tous renvoyé pour propos diffamants - et il a tourné des courts-métrages et dix longs-métrages.



cette mise en scène. Le coupable a été arrêté et condamné à neuf mois de prison. Mais personne n'a demandé son avis à Theo. Personne n'a imaginé qu'on pouvait chercher à se venger du "moqueur diabolique mécréant", pas seulement en raison de son film, mais parce que Ware Moslim était en prison à cause d'une "mortadda diabolique mécréante". Je suis furieuse de m'apercevoir que l'assassin de Theo van Gogh était connu des services de renseignement néerlandais. Je suppose qu'il existe une distinction idiote et artificielle entre les personnalités politiques - dont je suis - et les faiseurs d'opinion.

LES VILAINES TÂCHES DE NAISSANCE DE L'ISLAM

Je suis furieuse parce que l'auteur de ce crime est loin d'être isolé : il fait partie d'un réseau d'islamistes qui se promènent librement avec l'intention de tuer des innocents. Mais, surtout, l'assassin de Theo a pu préparer son meurtre entouré d'amis et de connaissances qui, eux-mêmes, n'iraient certes pas jusqu'à tuer, mais pour qui l'assassinat de Theo van Gogh ne pose

pas de problème. C'est ce qui rend le meurtre de Theo van Gogh si différent d'autres menaces, même violentes. Il peut arriver à tout politique de recevoir des lettres de menaces, additionnées parfois d'une balle, envoyées à titre d'"avertissement". Mais ce danger-là est connu et gérable. Par contre, le terrorisme islamiste, tant à l'intérieur des Pays-Bas qu'à l'extérieur, peut prospérer parce qu'il s'insère dans un cercle plus large d'autres musulmans solidaires.

Et puis, je suis furieuse que les gens qui sont responsables de notre sécurité n'en prennent pas conscience. Je me sens coupable d'être allée voir Theo avec le script de *Submission* et qu'il ait été tué pour cela. Raisonnablement, je sais que l'assassin lui-même est seul coupable de sa mort. Émotionnellement, c'est une autre histoire. Theo et moi avions longuement évoqué les menaces qui ne manqueraient pas de peser sur nous deux dès la diffusion de ce film. Il me disait : "Si de telles considérations t'empêchent d'exprimer ton opinion, c'est que la liberté d'expression n'existe pas vraiment dans ce pays,

n'est-ce pas ? Ce serait apporter de l'eau au moulin des islamistes." Theo était prêt à aller très loin pour réveiller la société. D'un côté, il voulait secouer les autorités néerlandaises, qui auraient dû se rendre compte que l'islam extrémiste et ses partisans s'étaient infiltrés aux Pays-Bas. De l'autre, il voulait interpeller les musulmans, qui doivent apprendre à affronter les vilaines tâches de naissance que l'islam continue d'arborer. Les musulmans doivent se rendre compte que leur retard n'est pas tant dû à l'affaiblissement de leur foi ou à la discrimination exercée par les juifs ou d'autres infidèles - comme le leur susurrent les extrémistes -, mais qu'ils doivent une partie de ce retard à eux-mêmes. La façon de traiter l'individu, la place de la femme, la constitution de ghettos - par exemple les écoles coraniques - sont autant d'explications de ce retard par rapport au reste de la société.

THEO A ÉTÉ ASSASSINÉ UNIQUEMENT POUR SES IDÉES

Sur tous ces points, Theo était de mon avis. De plus, à sa manière et comme cinéaste, il essayait autant que possible de ne pas exclure la jeunesse musulmane, mais plutôt de lui tendre la main. Son film *Coo* et la série *Najib et Julia* ont été faits sur la base de cet idéal. Je me sens coupable d'avoir abusé de sa désinvolture face au danger, parce que moi je savais que, lorsqu'on touche aux textes sacrés, on court infiniment plus de dangers qu'en écrivant des éditoriaux, même au vitriol, comme il le faisait régulièrement.

Theo a été assassiné d'une manière horrible et uniquement pour ses idées. Pour les Pays-Bas, c'est encore nouveau ; mais, pour les pays islamistes, cette violence est quotidienne. Aujourd'hui, les Pays-Bas comptent 900 000 musulmans et, selon une enquête récente du SCP, un institut de recherche indépendant, cela fait peur à près des trois quarts des Néerlandais. Il est temps pour le gouvernement et les autres représentants de l'autorité de prendre à bras-le-corps ce problème tout en insistant, encore et toujours, sur un point : les extrémistes ne représentent qu'une toute petite frange de nos concitoyens musulmans, mais leur influence potentielle est malheureusement réelle au sein de ce groupe.

Ayaan Hirsi Ali*

* Députée libérale d'origine somalienne, Ayaan Hirsi Ali avait suscité, il y a quelques années, la colère de la communauté musulmane néerlandaise après avoir qualifié le prophète Mahomet de "tyran pervers" et en estimant que l'islam constituait un "principe rétrograde". Elle vit depuis sous la protection constante de la police.



Vivre à
25



LE FAIT

Il verra tout

■ Le nom du géant aux cent yeux de la mythologie grecque, Argus, a été choisi par la Commission européenne pour le système d'alerte rapide européen en cas d'attaque terroriste. Destiné à centraliser et à coordonner les systèmes nationaux des Etats membres, Argus ferait partie du dispositif d'urgence en cas d'attaques terroristes frappant l'Union, proposé le 20 octobre par la Commission et dont l'élément principal serait un centre de gestion de crise qui "regrouperait des représentants de tous les services concernés de la Commission lors d'une alerte".

EUObserver, Bruxelles

LA PERSONNALITÉ

Laszlo Kovacs



■ De tous les candidats commissaires recalés par le Parlement européen, c'est le chef sortant de la diplomatie hongroise qui s'en

tire le mieux : à la place des problèmes énergétiques, il devra se consacrer à la fiscalité. "Maintenir un candidat inapte - et rejeté pour cette raison - au seul motif qu'on a le droit de le faire est une erreur", a réagi l'ex-Premier ministre Viktor Orbán, vice-président du PPE. Le maintien de l'ex-communiste Kovacs au sein de la Commission est en effet dû à la ténacité du Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsany. Et à un petit détail : la direction politique hongroise préfère maintenir Kovacs éloigné du pays.

Index, Budapest

LE CHIFFRE

2 000

■ C'est le nombre d'immigrants qui meurent noyés chaque année en Méditerranée avant d'atteindre les côtes européennes, selon une récente étude du professeur Michael Pugh de l'université de Plymouth au Royaume-Uni. Cette estimation a pu être établie à partir de récits de réfugiés, du nombre de corps échoués sur les rivages européens et des statistiques officielles des pays membres. Selon le professeur, près d'un tiers des émigrants qui tentent la périlleuse traversée n'arrivent pas à bon port. Au total, on estime à 4 000 le nombre de réfugiés victimes de noyade tous les ans en tentant d'atteindre les côtes de l'Europe, des Etats-Unis et de l'Australie.

The Guardian, Londres

UNION EUROPÉENNE

Exit Buttiglione, Bruxelles peut travailler

Pour remplacer le très contesté commissaire pressenti à la Justice, à la Sécurité et aux Libertés, Silvio Berlusconi a sacrifié son ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini.

LA REPUBBLICA

Rome

Le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini est commissaire européen à la place de Rocco Buttiglione, contesté pour ses affirmations jugées homophobes et misogynes. Et l'Europe peut pousser un soupir de soulagement. José Manuel Durão Barroso peut former son équipe, qui n'attendait que le remaniement ministériel à Rome, et demander la confiance au Parlement européen le 17 novembre. Les gouvernements sont heureux d'avoir rapidement clos une crise institutionnelle dans laquelle ils avaient été entraînés contre leur gré par le cas Buttiglione.

La présidence néerlandaise se félicite de la composition "équilibrée" de la Commission. Le Parlement, qui a gagné une bataille de principes, fait un meilleur accueil, gauche comprise, à la nouvelle équipe. Même le président sortant de la Commission, Romano Prodi, sourit : il pourra enfin revenir à la politique italienne à partir du 1^{er} décembre.

FRANCO FRATTINI, UN JURISTE COMPÉTENT MAIS BERLUSCONIEN
Celui qui devrait bien réfléchir à toute cette affaire, c'est plutôt le gouvernement italien, et en particulier son chef, Silvio Berlusconi, contraint de changer son quatrième ministre des Affaires étrangères en moins de quatre ans. A présent, c'est très probablement le numéro deux du gouvernement et leader de l'Alliance nationale, Gianfranco Fini, qui va hériter du poste : un autre choix qui répond à des raisons d'équilibre



▲ Barroso.
Dessin d'Antonio
paru dans
Expresso, Lisbonne.

interne de la politique italienne et qui, comme ce fut le cas pour Buttiglione, sera difficile à faire digérer au reste du monde.

Un motif supplémentaire, qui devrait faire réfléchir le chef du gouvernement, c'est que l'Italie est le seul pays qui ait dû effectivement retirer son commissaire. La Lettone Ingrida Udre, l'autre commissaire révoquée, l'a été davantage comme

conséquence de la chute de son gouvernement qu'en raison des critiques du Parlement européen. Le commissaire hongrois Laszlo Kovacs, jugé incompetent, s'est simplement vu attribuer un autre portefeuille. Quant aux deux commissaires néerlandaise et danoise, à qui l'on reproche des conflits d'intérêts, elles restent tranquillement en place.

Un troisième élément qui mériterait réflexion est que, pour résoudre ce problème de rejet par les instances européennes des membres de sa majorité, Berlusconi a dû abattre sur la table de Bruxelles la carte de son ministre des Affaires étrangères en exercice. Il n'existe en Europe aucun précédent : jamais on n'a vu un grand pays qui, pour présenter un commissaire acceptable, ait dû sacrifier le chef de sa diplomatie.

Ainsi ce choix, à vrai dire très restreint, étant donné les faibles marges de compatibilité entre ce gouvernement et l'Europe, est tombé sur Franco Frattini - un juriste dont l'expérience, d'abord comme juge, puis comme responsable des services secrets, ne laisse aucun doute sur sa compétence pour les dossiers qu'il aura à traiter en matière de liberté, sécurité et justice.

Son engagement sincère en tant que président de la Conférence intergouvernementale qui a rédigé la Constitution européenne lui a conféré un certain crédit en Europe. Grâce à cela, il parviendra probablement à faire oublier qu'il est l'auteur d'une loi sur les conflits d'intérêts taillée sur mesure pour Berlusconi. Il devrait, on l'espère, obtenir la confiance du Parlement, pressé lui aussi d'en finir avec ce énième incident italien.

Andrea Bonanni

HUMEUR

Les Européens découvrent un Barroso sans scrupule

L'humiliante reculade du président désigné de la Commission devant le Parlement n'est que la juste sanction de sa façon de faire de la politique, estime un grand éditorialiste portugais.

Je dois avouer que José Manuel Durão Barroso est un de ceux qui m'ont le plus déçu dans la vie politique portugaise de ces dernières années. Pour lui, le jeu est une fin en soi. Ses idées sont desséchées par les manœuvres politiciennes, les stratégies de conquête du pouvoir et les ambitions personnelles. Barroso a été choisi par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq parce qu'il était le plus petit dénominateur commun entre tout et son contraire, un personnage constamment disposé au compromis et à négocier tout et le reste, y compris l'essentiel. Il est l'homme politique qui accourt comme un valet de chambre* au service de

George Bush, en perdant l'Europe de vue et, en même temps, prête serment de fidélité à une Europe forte et indépendante, dans un monde unipolaire. Il est l'homme qui a dit, après la cuisante défaite électorale aux dernières européennes, qu'il avait compris le message des Portugais et qu'il s'engageait à mieux gouverner pour, une semaine plus tard, négocier avec enthousiasme et soulagement sa délocalisation à Bruxelles. Rien n'est sacré, rien n'est définitif et tout est négociable. Il est un homme politique de notre époque, et notre époque, on voit ce qu'elle donne.

L'erreur de Barroso a été d'accepter que Berlusconi désigne, pour le portefeuille crucial de la Justice, de la Sécurité et des Libertés, un candidat commissaire qui tenait des propos fascistes. Pour l'homme de compromis, ce n'était là qu'un détail sans importance, du moment que la Commission était avalisée par le Parlement. Son erreur stratégique a été de

croire que celui-ci était prêt à tout avaler pour éviter une crise institutionnelle. Il ne lui est pas venu à l'esprit que, tout bien considéré, l'idée que se font de l'Europe la majorité des Européens n'est pas compatible avec un retour aux conceptions des fanatiques religieux en matière de famille, de société ou de mœurs. Ou bien, si cela lui a effleuré l'esprit, il n'a pas jugé l'argument susceptible d'invalider sa Commission. On a vu ce qu'il en était. C'est pour défendre cette idée de l'Europe, pour protéger le minimum syndical des principes qui fondent nos lois et nos droits fondamentaux et contre l'opportunisme tacticien toujours prompt à sacrifier tout ce à quoi il croyait auparavant que le Parlement a censuré la composition de la Commission de Durão Barroso. Pour qu'il médite bien la leçon.

Miguel Sousa Tavares, Público, Lisbonne

* En français dans le texte.

MACÉDOINE

Coup de poignard

Washington a reconnu la "république de Macédoine". Une trahison pour Athènes.

ELEFTHERTYPIA

Athènes

Le gouvernement américain, ignorant les sensibilités grecques, a décidé, le 4 novembre, de reconnaître l'"ex-République yougoslave de Macédoine" (FYROM) en tant que "république de Macédoine". C'est un coup de tonnerre qui vient de s'abattre sur la Grèce. Et pour cause : en 1991, lors de l'accession à l'indépendance de cette ancienne république de Yougoslavie, le peuple grec a crié haut et fort, au cours de manifestations spectaculaires, que le nom de la patrie mythique d'Alexandre le Grand était grec. A l'époque, nous nous sommes opposés à cette captation d'héritage que tentait notre voisin en voulant appeler Macédoine son propre territoire. Pour nous, la Macédoine est une région du nord de la Grèce, un point c'est tout. Ce nom ne peut désigner une ancienne République yougoslave. Malheureusement, croyant avoir obtenu satisfaction, nous nous sommes endormis sur nos lauriers en oubliant que le sommeil est souvent mis à profit par l'ennemi. Mais au diable l'autoflagellation : les négociations politico-sémantiques entre les deux pays venaient de reprendre sous l'égide des Nations unies. Ce sont les Américains qui ont tout gâché.

Car, sans même s'interroger sur la situation régionale, George Bush a décidé tout seul de mettre les pieds dans le plat balkanique. Le président américain a-t-il voulu, au lendemain

de sa réélection, casser une nouvelle fois des négociations onusiennes ? Ou a-t-il simplement voulu affaiblir un peu plus l'Europe ? En fait, cette reconnaissance est plutôt un cadeau que Bush voulait faire au gouvernement de Skopje. Les Etats-Unis sont en réalité satisfaits des droits que le gouvernement ex-yougoslave a concédés à la minorité albanaise du pays. De plus, Washington est reconnaissant de la présence indéfectible des troupes macédoniennes en Irak.

Quant aux réactions de l'Union européenne, elles ont été mitigées. Bruxelles a simplement émis des réserves de circonstance, guère plus. Il faut dire qu'une grande partie des pays de l'UE sont encore sous le coup de la réélection triomphale de M. Bush et que beaucoup de dirigeants européens n'ont pas envie d'inaugurer leurs relations avec Bush 2 par des protestations véhémentes. Les membres de l'Union européenne soutiennent la Grèce, mais l'enthousiasme n'y est pas. A ce sujet, le silence notable de Londres en dit long et les félicitations adressées à Skopje par la Bulgarie ne jouent pas en notre faveur. Au moins, les positions britanniques et bulgares donnent le ton d'une Europe que Bush veut diviser... pour mieux régner peut-être. Pour l'heure, le Premier ministre l'a confirmé, la Grèce opposera son veto à l'entrée de Skopje dans l'Union. Car c'est bien la prochaine étape de cette campagne tous azimuts. Après la Turquie, voilà que c'est au tour de la FYROM. La Grèce a décidément du souci à se faire sur sa position géostratégique à venir. **P.D. Dimas**

VU DE SKOPJE

Hommage à George W. Bush

■ *Thank you USA*, titre en anglais le quotidien *Vest*, de Skopje, qui publie les réactions à chaud des politiciens macédoniens. "Une victoire de tous les Macédoniens", selon le président social-démocrate Branko Crvenkovski, "et obtenue grâce au consensus sur cette question de toutes les forces politiques du pays", ajoute Nikola Gruevski, le chef du principal parti d'opposition, le VMRO-DPMNE. "Merci aussi au lobby albanais aux Etats-Unis", se hasarde Ali Ahmeti, le leader du principal parti albano-phonique, membre de la coalition gouvernementale. Le journal du matin *Utrinski Vesnik* ne cache pas son plaisir et rappelle que la reconnaissance de la Macédoine sous son nom constitutionnel a été la première décision d'importance internationale prise par l'administration Bush après les élections du 2 novembre. "La reconnaissance inconditionnelle de la Macédoine est en même temps une garantie de l'intangibilité de ses frontières et une

reconnaissance de l'existence de la nation macédonienne. La décision américaine mettra fin une fois pour toutes à notre anti-américanisme irrationnel et à cette attitude paranoïaque qui nous fait voir partout un complot contre la Macédoine." Seule ombre au tableau : l'éditorialiste du journal voit se profiler le spectre d'un nouvel embargo économique et diplomatique de la part de la Grèce. Le quotidien *Vreme* donne la parole à l'ancien ministre des Affaires étrangères Aleksandar Dimitrov, issu du VMRO-DPMNE. Ce dernier refuse de voir dans la décision américaine un soutien au gouvernement actuel, à quelques jours du référendum sur le nouveau découpage territorial, fortement décrié par l'opposition nationaliste, mais considéré par la communauté internationale comme nécessaire à la mise en œuvre des accords d'Ohrid. (Conclus en août 2001, ces accords ont mis fin aux hostilités entre albano-phones et slavophones.)



CROATIE

Le salaire de la peur, version 2004

La mort de Dalibor Burazovic, tué récemment à Mossoul, a levé le voile sur les conditions de travail des chauffeurs croates qui se ruent vers l'Irak pour y gagner leur vie. Témoignage d'un routier familier de la route de Bagdad.

NOVI LIST
Rijeka

De tous les camionneurs d'Europe, les Croates sont les plus nombreux à travailler pour l'armée américaine. Près de 120 camions croates circulent sans cesse entre l'Europe et l'Irak, sur un trajet long de dix mille kilomètres et parsemé de dangers, nous explique un camionneur de 35 ans, originaire de Zagreb. Il insiste pour garder l'anonymat. Avant la guerre dans l'ex-Yougoslavie, il faisait la route de Bagdad pour l'usine d'aluminium de Mostar, qui l'employait. Armé de cette expérience, il a repris le chemin de la capitale irakienne au mois de juin, dans des conditions, certes, fort différentes. Malgré le danger et les craintes de sa femme, il a décidé d'y retourner.

"*Tout vient du leasing. On nous a interdit de conduire nos vieux camions, alors nous sommes obligés d'en acheter de nouveaux, en leasing et avec des mensualités importantes. En Croatie, le boulot est incertain, on ne sait jamais si l'on va être payé ou non. En revanche, en Irak, le fric est garanti et l'on gagne deux fois plus. Le camionneur peut gagner environ 8 500 euros pour un aller-retour avec un camion frigorifique et 8 000 avec un poids lourd normal, essence comprise*", nous dit-il.

Comme les autres chauffeurs, il a trouvé ce travail par le biais de la succursale de l'agence allemande Prologistik, qui a un contrat avec l'OTAN. "*L'affaire est conclue dans la plus grande légalité. L'agence nous trouve le travail et nous paie, en cash ou par virement bancaire*", nous confie notre interlocuteur. Les routiers font toujours le même circuit : de Zagreb à une base de l'OTAN située aux environs de Francfort, puis direction Bagdad et retour. "*Jusqu'à la*



▲ Dessin d'El Roto, Madrid.

frontière irakienne, on roule vite et en toute sécurité. Mais, dès que l'on approche de Salopi, la dernière bourgade turque avant la frontière avec l'Irak, les problèmes commencent." Les chauffeurs roulent seuls jusqu'à la frontière, mais, une fois passés en Irak, leurs camions sont pris en charge par l'armée américaine, qui forme des convois escortés avant de les diriger à destination. Notre interlocuteur a voyagé jusqu'à Bagdad en empruntant la route du nord, qui traverse la région montagneuse du Kurdistan irakien avec Mossoul comme capitale. La frontière nord est à 550 kilomètres de Bagdad. "*Dans des conditions normales, on met moins d'une journée pour faire ce chemin. Récemment, cela nous a pris quatre jours car il a fallu s'arrêter dans trois bases américaines différentes pour faire de nouveaux convois. Evidemment, cela prend beaucoup de temps. On tient beaucoup à la sécurité ;*

les camions démarrent seulement après que les images par satellite confirment que la route est sûre, cela peut prendre plusieurs jours, cinq en moyenne. Nous avons eu de la chance, on n'a attendu que trois jours. Cependant, ceux qui se dirigent vers des destinations plus risquées que Bagdad doivent attendre plus longtemps. Les convois sont escortés par des Hummer armés."

DES DROGUÉS, DES CINGLÉS,
DES AVENTURIERS

D'après notre camionneur, si les Croates ne craignent pas le voyage en Irak, c'est parce que leur pays ne fait pas partie de l'Alliance atlantique. En plus, la Croatie n'a pas de soldats en Irak. "*Si l'armée croate envoyait des troupes en Irak, nous arrêterions certainement d'y aller. Nous risquerions de devenir des cibles vivantes.*" Quant au salaire, il est moins important qu'il n'y paraît au premier abord. Sur les 8 000 euros, le prix convenu du "tour", le chauffeur touche un peu plus de 10 000 kunas [soit 1 500 euros]. "*Dans la majorité des cas, les patrons routiers ne conduisent pas les véhicules, mais ils emploient à cette tâche les chauffeurs, leurs salariés, ou ceux*

qui se portent volontaires", nous explique-t-on, en ajoutant que le chauffeur doit payer lui-même les frais de voyage. "*Les gars ont appris à se débrouiller, ils arrivent à ne pas dépenser plus de 150 euros pour tout le chemin. Ils préparent la bouffe eux-mêmes, ils dorment dans les camions et font ainsi diminuer les frais de voyage*", dit-il. Il existe une autre raison qui incite les Croates à partir dans la zone de guerre. C'est leur expérience pendant la guerre dans les Balkans. "*La plupart d'entre nous ont été engagés dans la guerre en Croatie. On a conduit des camions en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo aussi. Nous savons ce qu'est la guerre, nous y avons fait nos preuves. Parmi nous, on trouve de tout : des aventuriers, des cinglés, des dopés, des alcoolos... Toutefois, on est surtout motivé par l'argent, et moins par l'aventure. On ferait n'importe quoi pour l'argent*", affirme notre héros.

Pendant que sa femme le supplie de ne plus partir, lui, il pense différemment. "*La concurrence est féroce, mais je me bats pour accrocher, une fois de plus, le 'tour'. Bientôt, je serai de retour à Bagdad*".

Boris Pavelic

CONTEXTE

Motivations

■ Les chauffeurs croates risquent leur vie pour gagner un peu plus sur les routes d'Irak que chez eux. Pour le même travail, ils touchent huit fois moins que leurs collègues américains. Depuis que le business mondial intitulé "reconstruction de l'Irak" a démarré, une armée de chauffeurs, de travailleurs et de spécialistes de toutes nationalités y afflue quotidiennement à la recherche de l'argent, malgré le danger. A part les Américains, qui gagnent trois fois plus sur les routes irakiennes que chez eux, on trouve des Pakista-

nais, des Somaliens, des Bengalis, des Egyptiens, ainsi que des Européens en provenance des pays pauvres du continent, tel le Croate Dalibor Burazovic, tué fin octobre, ou encore ses confrères bulgares qui ont subi le même sort en juillet. D'après *The New York Times*, le chauffeur américain qui signe un contrat avec une entreprise américaine peut gagner 10 000 dollars par mois. En outre, les chauffeurs américains ne sont pas imposables s'ils restent en Irak plus de trois cent trente jours par an.

GRÈCE

Scènes de xénophobie ordinaire dans les écoles

Chaque année, pour la fête nationale, les premiers de la classe sont chargés de porter le drapeau grec en tête des parades. Mais il arrive de plus en plus souvent que ces bons élèves soient des immigrés...

Le 28 octobre, c'était la fête nationale grecque, qui célèbre le "non" de la Grèce à l'invasion de l'Italie fasciste, en 1940. A cette occasion s'est tenu le traditionnel défilé militaire dans la capitale, mais aussi celui des élèves de chaque établissement scolaire dans toutes les villes et villages de Grèce. Comme la loi le prévoit, cette année encore, c'est le premier de la classe qui a eu l'honneur de porter le drapeau national en tête du cortège.

Mais en Grèce, comme dans tous les pays européens, la composition des salles de

classe a changé. Ainsi, depuis quelques années, le jeune Odysseas Tsenai fait la une des journaux à l'approche de la date fatidique : comment un Albanais peut-il porter le drapeau grec, symbole du "non" ? se demande-t-on. Mais la loi ne précise pas la nationalité du porteur de drapeau. Et les Grecs sont ainsi confrontés chaque année à la question de l'acceptation des écoliers albanais et, plus généralement, des Albanais qui vivent en Grèce. A la veille du 28 octobre, des groupes de parents d'élèves se sont réunis pour protester contre les porteurs de drapeau "non grecs de souche". Cela a même mené à de violents débats, où les injures xénophobes ont fusé. Et cette année, ils ont carrément décidé d'envahir les salles de classe pour protester. Dans une dizaine d'établissements scolaires, les parents ont ainsi empêchés

élèves de travailler et inculqué à leurs enfants des valeurs pour le moins racistes.

En 1940, le général Metaxas s'est opposé aux Italiens ; voilà qu'en 2004 les Grecs s'opposent aux Albanais. Mais, cette année, il y a eu une nouveauté. En plus du nombre croissant d'Albanais premiers de la classe, voilà qu'une jeune Philippine a fait son entrée dans ce club très fermé, et a donc logiquement eu à porter le drapeau. Et ce, malgré l'opposition farouche, jusqu'à l'injure, des parents des autres élèves. Un comportement qui s'insère dans la nouvelle vague nationaliste qui parcourt le pays, suite au débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Quoi qu'il en soit, il faut se rendre à l'évidence : à l'heure actuelle, la majorité des classes grecques est composée d'immigrés, dont la plupart sont albanais. Il arrive donc

que certains d'entre eux soient meilleurs que les élèves grecs. Parmi ces immigrés, la plupart se sentent profondément grecs et seraient fiers de porter le drapeau du pays qui les a adoptés. Pourquoi donc les priver de ce droit ? Devant fournir deux fois plus de travail pour la compréhension de la langue et des traditions, méritent-ils d'être exclus ? Est-ce que leurs camarades grecs "de souche" connaissent leur histoire au point de vouloir porter eux-mêmes ce drapeau en mémoire de leurs ancêtres ? Non si l'on en croit les dernières enquêtes, selon lesquelles une infime minorité des élèves grecs connaissent la signification de leur fête nationale. Ils ont une vague idée de l'épisode historique, mais ils n'en connaissent pas les détails. Alors, de quelle fierté parle-t-on ?

Gardzem Kaplani, Ta Nea, Athènes



RUSSIE

Les skinheads toujours plus nombreux

On note actuellement une forte recrudescence des actes de violence perpétrés contre les étrangers. Un phénomène qui s'explique par le développement rapide des organisations néonazies, dans les grandes villes comme à la campagne.

NOVYÉ IZVESTIA
Moscou

Tout récemment, à Penza [une grande ville à environ 800 kilomètres au sud-est de Moscou], une bande de crânes rasés a attaqué la synagogue. Il ne s'agit pas d'un acte isolé : cet automne, des Caucasiens et des étudiants étrangers se sont fait agresser par des skinheads à travers toute la Russie. Selon les spécialistes, les skins, dont le nombre ne cesse de croître, seraient redevenus actifs, après une période d'accalmie. Le phénomène est surtout manifeste en province, où le fascisme est désormais "à la mode".

Les experts évaluent à environ 55 000 le nombre de jeunes qui se réclament aujourd'hui du mouvement skinhead en Russie. Si, il y a encore deux ou trois ans, la plupart des crânes rasés vivaient dans les deux capitales [Moscou et Saint-Petersbourg] ou dans les villes dépassant le million d'habitants, on en trouve à présent dans tout le pays. Même les petites villes de province, voire les campagnes, ne sont plus épargnées. Pour les défenseurs des droits de l'homme et les sociologues, la "mode du fascisme" a vraiment atteint l'ensemble du pays, au point que l'on peut parler d'une "deuxième étape dans le développement du mouvement skinhead".

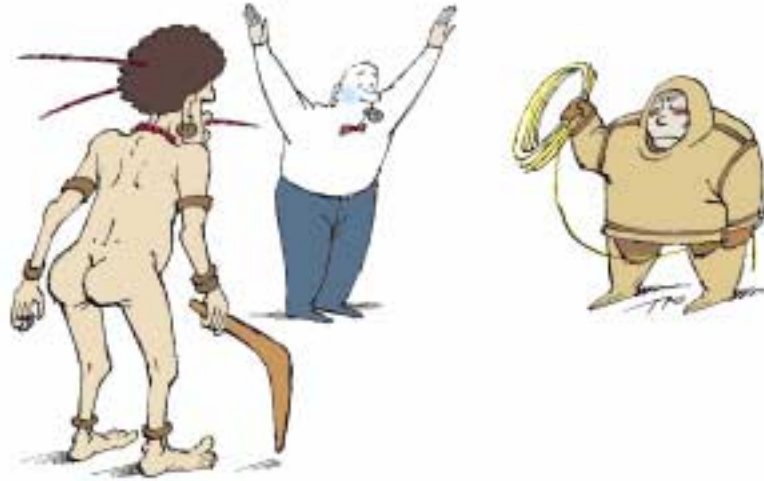
"La Russie a connu une première vague à la fin des années 1990 et au début des années 2000", explique Alexandre Tarassov, chef du département de sociologie nouvelle et d'étude de la politique adolescente contemporaine au centre Phoenix. "En 2002, le pays

► *Dessin de Tioumine paru dans Kommersant, Moscou.*

■ Bilan

Le 19 juin, à Saint-Petersbourg, Nikolai Guïenko, spécialiste renommé des relations interethniques, chercheur à l'Institut Pierre le Grand d'anthropologie et d'ethnographie, a été assassiné dans son appartement. (il avait mené plusieurs études sur les groupes néonazis et skinheads.) Le crime a été revendiqué par l'organisation xénophobe Rousskaïa Respoublika comme le meurtre d'un "ennemi du peuple russe". d'après *Novyé Izvestia* (Moscou)

WEB +
PLUS D'INFOS
SUR LE WEB



comptait à peu près 40 000 skinheads. Les lois de la sociologie veulent qu'un certain temps après le premier pic d'activité d'une sous-culture dans les grandes villes, un deuxième suive, cette fois en province. D'après les calculs des spécialistes, ce deuxième pic aurait dû apparaître après 2005, mais tout a été beaucoup plus rapide que prévu. Il faut en chercher les raisons dans la campagne médiatique agressive déployée il y a deux ans et demi, à la veille de l'adoption par la Douma de la loi sur la lutte contre l'extrémisme."

En effet, c'est bien au printemps 2002 que de nombreuses personnalités officielles ont soudain découvert le phénomène skinhead, alors qu'il sévissait dans les grandes villes du pays depuis à peu près sept ans. Les chaînes publiques ont brusquement commencé à diffuser quantité de sujets expliquant la nature du mouvement skin, la manière de reconnaître un véritable crâne rasé et ce qui le motivait. Pour Alexandre Tarassov, le pouvoir cher-

chait ainsi à effrayer la Douma, farouchement opposée à la loi sur l'extrémisme*. Mais c'est le déchaînement de violence "footballistique" juste au pied du Parlement, sur la place du Manège [à côté du Kremlin], retransmis quasi en direct à travers tout le pays, qui a tout fait basculer. La loi litigieuse a finalement été votée, et la Russie a appris qui étaient les skinheads. Les jeunes ont été séduits. Et la loi contre l'extrémisme n'a toujours pas été appliquée à l'encontre des organisations xénophobes.

Plusieurs procès de groupuscules de skinheads ont lieu en ce moment. Les plus retentissants sont ceux de Novossibirsk et de Volgograd. Dans le premier, neuf jeunes sont accusés de "nettoyage ethnique" dans plusieurs foyers d'étudiants et sur des marchés de Novossibirsk. L'instruction leur impute deux meurtres, celui d'un Ouzbek et celui d'un Tadjik, tous deux battus à mort. A Volgograd, douze skin-

heads sont accusés d'avoir tué trois personnes. En mars, trois crânes rasés ont été condamnés, à Saint-Petersbourg, pour avoir agressé un Azéri qui vendait des pastèques. Tous ces crimes ont été commis à l'automne 2002, quelques mois après que la Douma eut adopté la fameuse loi.

"L'un de mes amis qui travaille au ministère de l'Intérieur s'est récemment rendu dans une petite ville de mineurs [une corporation historiquement antinazie] de la région de Tcheliabinsk [dans l'Oural, à environ 2 000 kilomètres à l'est de Moscou], raconte Alexandre Tarassov. Il y a seulement deux ans, m'a-t-il confié, on pouvait vite se prendre un poing sur la figure si on tentait de propager des idées hitlériennes, mais aujourd'hui, même chez les mineurs, on trouve des skinheads. Ils sont quand même très différents de ceux de Moscou : faute d'argent pour s'acheter des rangers, ils paradent en baskets."

Le nombre de skinheads en Russie ne cesse d'augmenter, et les experts prévoient qu'ils pourraient être 80 000 dans les prochaines années – "si rien ne change", précisent-ils. Or, à ce jour, on ne perçoit aucun signe indiquant un éventuel changement de tendance. Pis, les tendances xénophobes vont croissant dans la société russe. Beaucoup d'individus qu'on pourrait croire sensés affirmer sans se cacher : "Nous les comprenons." **Alexandre Bogomolov**

* Conçue dans le contexte de la lutte anti-terroriste, cette loi avait ouvertement pour ambition de combattre, entre autres, la propagation des idées néonazies. A l'époque de son adoption, en mai 2002, beaucoup ont surtout craint qu'elle permette de stigmatiser toute action politique ou associative gênante pour le pouvoir.

XÉNOPHOBIE

"La Russie aux Russes", un slogan qui a le vent en poupe

Les sondages montrent que 30 % des Russes seraient favorables à une réduction des droits des minorités étrangères. Et que les jeunes sont particulièrement réceptifs aux idées extrémistes.

Je jure d'offrir ma vie pour la domination de la race blanche. Je jure de l'épurer des rebuts par tous les moyens. Si je trahis mes frères, je jure de laver la trahison par le sang." Telles sont les paroles – baptisées "serment de l'Aryen" – que doit prononcer chaque nouveau membre de l'organisation Loups blancs-Union des skinheads, au moment où il en rejoint les rangs. "Nous avons choisi de nous appeler ainsi parce que les loups sont les nettoyeurs de la forêt, et c'est ce que nous faisons dans la ville", explique l'un de ces "loups blancs", qui n'a souhaité nous

dévoiler que son surnom, Krasher. "Ça grouille partout de ces espèces de singes bronzés. C'est à cause de ces basanés que des bombes explosent. Ce sont eux qui font circuler la drogue. C'est à cause d'eux que nos adolescents tombent dans l'alcoolisme. Nous, on essaie de lutter contre tout ça." Tous les soirs, Krasher va arpenter les rues avec son équipe de douze hommes. Ils arborent tous des vestes de cuir, des jeans et de lourds godillots militaires. Comme armes, ils ont leurs poings, mais aussi des chaînes. L'idole de Kasher et de ses compagnons, c'est Adolf Hitler. Une phrase de *Mein Kampf*, le livre du dictateur nazi, plaît particulièrement à ce jeune extrémiste : "Tuez-les tous : l'ennemi de race n'a ni âge ni sexe."

Sergueï Karpov, politologue reconnu et docteur en philosophie, estime

que ce problème est l'expression d'une protestation spontanée de la société contre l'incertitude sociale et le déchaînement du terrorisme. "Il est tout à fait évident que ces accès de violence adolescente ont été provoqués par la tragédie de Beslan et la série d'attentats des mois écoulés", explique-t-il. Ces derniers temps, le pourcentage de gens qui se prononcent en faveur d'une restriction des droits des minorités raciales a largement augmenté. Il serait d'environ 30 %. Il n'est donc pas étonnant que le slogan "La Russie aux Russes" revienne en force, et surtout parmi les jeunes, qui sont les éléments les plus dynamiques de la société. Chez cette frange de jeunes qui pensent que tous les problèmes d'un Etat peuvent se résoudre par la violence, l'idéologie nazie a pris une grande place. Je peux affirmer que le danger que

représentent les skinheads s'est sérieusement accru ces derniers temps. Nous sommes pratiquement assis sur un baril de poudre."

"La protestation spontanée contre la présence d'étrangers est désormais devenue, pour de nombreux jeunes, une position politique, dotée d'une véritable idéologie, nettement formulée, poursuit Karpov. Le skinhead type n'est plus du tout le même qu'il y a deux ou trois ans. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux ont acquis de bonnes bases théoriques. Ils lisent en permanence des publications xénophobes, citent Hitler et Nietzsche. En outre, et c'est fort regrettable, il est devenu plus difficile de disloquer ces mouvements, qui sont bien mieux organisés que par le passé." Ces derniers temps, l'Etat accorde de plus en plus d'attention à la xénophobie. Le président Poutine,

dans une récente intervention lors de la deuxième convention du Congrès azéri, a reconnu que ce phénomène commençait à prendre des dimensions préoccupantes. "C'est un signal d'alarme, l'indice que quelque chose ne va pas, qu'il y a eu des omissions et des erreurs dans notre travail", a-t-il déclaré. Les victimes potentielles des skinheads font pourtant tout pour éveiller l'attention des pouvoirs publics : récemment, environ 200 étudiants étrangers ont tenu un meeting non autorisé devant la mairie de Saint-Petersbourg, exigeant que les autorités les protègent. "Pourquoi l'Etat n'assure-t-il pas notre sécurité ?" pouvait-on lire sur certaines pancartes. Ou encore : "Nous venons pour étudier et nous repartons dans des cercueils !"

Mikhaïl Poliakov,
Tribouna (extraits), Moscou



ÉTATS-UNIS

Le combat contre la droite ne fait que (re)commencer

Malgré une mobilisation sans précédent contre lui, George W. Bush a été réélu. Aujourd'hui, la gauche américaine doit se fixer des objectifs clairs et une ligne de conduite sans concession. Un appel de la directrice de *The Nation*.

THE NATION
New York

Passés la colère et le chagrin, reste une certitude incontournable : les Etats-Unis sont profondément divisés. Le 2 novembre, nous avons été les témoins de deux taux de participation, et nous avons vu deux pays. Sur les deux bords du gouffre, l'électorat s'est massivement mobilisé. Karl Rove a parlé de créer une majorité républicaine permanente. Mais sa stratégie consiste à diviser pour mieux régner. Vingt pour cent des électeurs ont considéré que les "valeurs morales" étaient plus importantes que l'économie ou que l'Irak (onze Etats ont voté l'interdiction du mariage homosexuel).

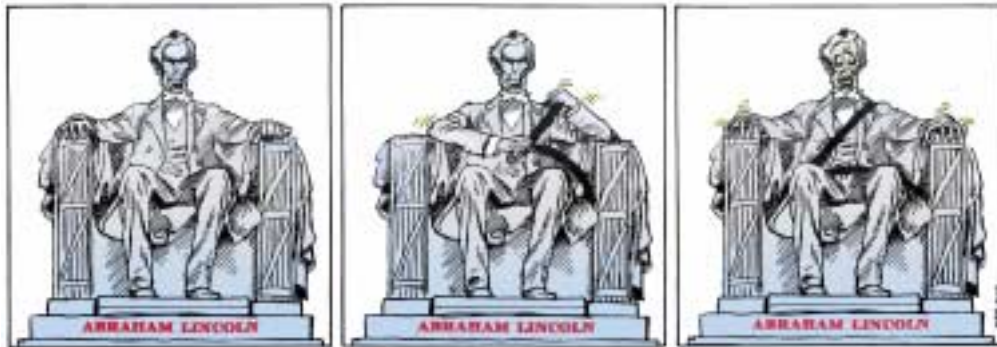
Il y a peut-être plus étonnant que les sondages sur la question douteuse de la moralité (en quoi la pauvreté et une guerre injuste ne seraient-elles pas immorales ?). "Les électeurs qui estiment que l'honnêteté est la qualité essentielle d'un candidat ont voté Bush à deux contre un...", rapporte *The New York Times*. Le gouvernement le plus menteur de l'histoire américaine a remporté le vote sur l'honnêteté ?

A mes yeux, l'une des questions clés de cette campagne était de savoir s'il était possible de vaincre un président sortant lamentable mais incontestable en proposant une alternative substantielle. Nous n'y sommes pas parvenus. Kerry avait à offrir l'intelligence et le retour à la discipline budgétaire, il était un rempart contre le virage à droite de la justice et défendait une réforme du système de santé que peu de gens ont compris. Il s'est attaqué trop tard à la désastreuse guerre du président en Irak, tout en parlant de "maintenir le cap". Son discours n'a été ni assez cohérent ni assez positif, proche des gens ou moral.

Nous devons élaborer une politique de conviction, de passion, de substance. C'est à cela que nous devons travailler, pour cela que nous devons nous battre. C'est la principale leçon à retirer de l'élection. En voici quelques autres.

1. Les gens sont maintenus dans le flou et manipulés. Les grands médias continuent de mettre l'accent sur des affaires sans importance. Abdiquant toute responsabilité, ils n'accordent plus d'attention à l'essentiel et passent plus de temps à lécher les culs qu'à les botter. Il est donc d'autant plus urgent d'élargir la caisse de résonance des médias de gauche.

2. Le néolibéralisme est endommagé au-delà de tout espoir de réparation. Nous vivons véritablement une guerre de sécession non violente entre ceux qui croient que l'Etat est fondamentalement foutu et qu'ils sont livrés à



▲ Dessin de Gallego Rey paru dans *El Mundo*, Madrid.



■ **Dialogue de sourds**
"L'Amérique a parlé", titre le *Rocky Mountain News*, de Denver, en citant le président réélu. "Comment 59 054 087 personnes peuvent-elles être si bêtes", lui répond le *Daily Mirror* de Londres.

eux-mêmes et ceux qui pensent... qui pensent quoi, exactement ? Il est temps pour nous d'être nettement plus clair à ce sujet.

Le 3 novembre, nous nous sommes réveillés dans un pays en guerre : en guerre avec lui-même et avec Al Qaida. Tandis que les Etats-Unis affrontent le fondamentalisme islamique à l'étranger, ici, la gauche doit de nouveau se battre pour défendre l'héritage des Lumières. C'est une guerre qui se livre au niveau le plus profond, et qui porte sur le devenir de ce pays. Elle n'est pas terminée, elle vient à peine de recommencer.

LES CONTESTATAIRES SONT LES PLUS NOMBREUX

Un ami m'a envoyé un texte de John Dos Passos tiré de sa grande trilogie, *USA**. Ces lignes, extraites du passage où l'auteur relate la mort de Sacco et Vanzetti, lui sont restées dans la tête ces dernières semaines alors que nous étions confrontés à la possibilité d'une deuxième victoire de Bush :

"L'Amérique notre nation a été vaincue par des nouveaux venus qui ont retourné notre langue comme un gant ont pris les propos propres de nos pères les ont rendus visqueux et malsains leurs créatures siègent au banc des juges elles se carrent les pieds sur les tables sous le dôme du palais du Gouverneur ils ignorent nos croyances ils ont les dollars les fusils les forces armées les usines ils ont construit la chaise électrique et engagé le bourreau pour brancher le courant d'accord nous sommes deux nations."

La droite américaine sait que nous sommes deux pays et s'inquiète moins de combler le fossé que de consolider son pouvoir. Avec la victoire de Bush, nous sommes contraints d'envisager, tout au fond de nous, ce que cela implique pour nous, pour les valeurs et les institutions qui nous sont chères. Non qu'elles soient mauvaises, ou rejetées, ou soumises à la "politique identitaire" ou quelque autre logique invoquée pour nous amener à baisser les bras. En revanche, elles courent un terrible danger et il est temps de nous demander comment résister, retarder,

détourner, affronter et enfin vaincre cette offensive contre nos libertés. Nous qui sommes de gauche, nous devons allier dévouement, volonté, vision stratégique et intrépidité tactique.

Nous devrions aussi nous interroger sur les indispensables actes de résistance. Il nous revient d'identifier les goulots d'étranglement législatifs et juridiques où il sera possible de bloquer les initiatives de Bush, c'est à nous qu'il incombe de faire comprendre aux parlementaires et à ceux qu'ils représentent qu'il faut en finir avec les compromissions au nom d'une quelconque courtoisie censée transcender les partis.

Nous devons clairement définir les priorités et tracer des lignes jaunes pour que les gens ne soient pas lassés par des appels constants à la protestation. Etablissons les premiers objectifs afin de remporter nos premières victoires, au niveau local et national (et international)... PARCE QUE nous devons rappeler, à nous-mêmes et à tout le monde, qu'il y a deux pays, et non l'Amérique de Bush d'un côté et une poignée de contestataires de l'autre. D'autant plus que je suis prête à parier que nous sommes les plus nombreux.

Au bout du compte, cette élection tient au peuple que nous sommes, au pays que nous serons. La moitié de l'électorat rejette le bushisme. En dépit d'une campagne rebutante, elle reste l'incarnation de la vigoureuse opposition au cap radical et dangereux pris par Bush. Contrairement à 1972, lorsque les démocrates furent partout balayés, on assiste aujourd'hui à l'émergence d'une infrastructure de gauche capable de se dresser pour se battre. Les gens de gauche devraient capitaliser sur ces structures et redoubler d'énergie dans leur engagement en faveur de la justice économique, de la paix et des mouvements écologistes susceptibles d'imposer un véritable changement.

Cette mobilisation sera le cœur et l'âme de notre combat pour la défense de nos droits et de nos libertés dans les mois à venir.

Katrina Vanden Heuvel

* Traduction tirée de *USA*, éd. Gallimard, collection "Quarto", 2002.

DÉMOCRATES

Une pente difficile à remonter

■ Dans la lutte pour le pouvoir politique, les démocrates sont aujourd'hui confrontés à une redoutable menace : les républicains consolident leur emprise sur les régions conservatrices en ce qui concerne les questions de société. La présidentielle de 2004 a souligné le fait que les territoires dits rouges, ces zones qui soutiennent le président, sont de plus en plus rouges. Ce qui risque à long terme de désavantager les démocrates dans les futurs affrontements pour la Maison-Blanche et le Congrès.

En dehors de la Floride, Kerry n'a pas été en mesure d'inquiéter son rival dans les Etats du Sud : ce qui lui a laissé fort peu d'options pour atteindre le seuil des 270 grands électeurs. "Les démocrates font face à une arithmétique impitoyable au collège électoral : en n'emportant aucun des 11 Etats du Sud (de l'ancienne Confédération), il leur faut récolter 70 % de tout le reste", explique Merle Black, un politologue de l'université Emory. Les chiffres sont tout aussi démoralisants quand on aborde la bataille pour le Congrès. Les républicains vont désormais contrôler 18 des 22 sièges sénatoriaux dans les Etats de l'ancienne Confédération, ainsi que 4 autres dans l'Oklahoma et le Kentucky. "La seule raison pour laquelle les démocrates ont dominé le Congrès pendant tant d'années, c'était que leur avantage venait du Sud", explique Whit Ayres, un sondeur républicain spécialisé dans les élections du Sud.

Pour beaucoup d'analystes démocrates, ces résultats ont une conséquence évidente. Le parti ne pourra pas obtenir de majorité présidentielle sans réussir à marquer quelques points auprès de l'électorat conservateur sur les questions de société. "Il nous faut combler ce fossé culturel", affirme Al From, fondateur du Democratic Leadership Council, un groupe de réflexion centriste. Pour ce faire, nombre de stratèges démocrates estiment aujourd'hui qu'il est essentiel de choisir des candidats du Sud. "Plus de Los Angeles, plus de Cambridge, plus de Manhattan !" s'exclame Dick Harpootlian, l'ex-président du Parti démocrate de Caroline du Sud. "La majorité des Américains ne viennent pas de ces régions, et ils ne partagent pas leurs valeurs." Dans ce contexte, les analystes sont nombreux à estimer qu'une candidature à la présidence de Hillary Clinton en 2008 serait malvenue.

(D'après Ronald Brownstein et Peter Wallsten, *Los Angeles Times*, Los Angeles)

ÉTATS-UNIS

La fin de l'Amérique des Lumières ?

Sous la pression des conservateurs religieux, la première véritable démocratie de l'Histoire est en train de perdre ses valeurs et de devenir l'un des pays occidentaux les plus intolérants.

THE NEW YORK TIMES
New York

Cette élection a confirmé une chose : Karl Rove est un remarquable stratège politique. Il a calculé que les conservateurs religieux, si l'on parvenait à les mobiliser, seraient le facteur décisif. Le succès de ce plan est visible non seulement au niveau du résultat de la présidentielle, mais aussi dans chacun des onze Etats qui ont voté l'interdiction du mariage homosexuel. Rove sait ce qu'ont montré différentes études : les Américains ont davantage foi en la virginité de Marie qu'en la théorie darwinienne de l'évolution.

On pourrait y voir une revanche tardive sur le jugement de l'affaire Scopes*, en 1925. A l'époque, William Jennings Bryan avait tenté en vain de dénoncer le concept d'évolution. Déçus par la décision de la justice, nombre de protestants évangéliques avaient alors fui tout engagement direct dans la politique. Mais ils sont revenus bruyamment sur le devant de la scène pour exprimer leur fureur face à d'autres décisions de justice – sur la prière à l'école, l'avortement, le caractère sacré du drapeau confédéré et, aujourd'hui, le mariage homosexuel. M. Rove s'est dit que cet électorat important valait bien la peine de pousser le président Bush à approuver un amendement constitutionnel interdisant le mariage homosexuel (alors qu'il s'y était opposé auparavant).

Cela me rappelle une visite effectuée il y a peu à Chicago par le dalailama. Je faisais partie des personnes désignées pour l'interviewer sur la scène du Field Museum, et il nous avait demandé, avant la conférence,

de lui poser des questions difficiles, au motif qu'il faisait trop souvent l'objet de déférence et de flatteries. La seule qui me soit venue à l'esprit était la suivante : "Si vous pouviez rentrer dans votre pays, que feriez-vous pour le changer ?" Il me répondit qu'il veillerait à séparer la religion de l'Etat, puisque "l'Amérique est le modèle idéal". Plus tard, je lui demandai si l'on pouvait envisager une société pluraliste sans les Lumières. "Ah, fit-il, c'est là qu'est le problème." Manifestement, il enviait l'héritage américain des Lumières. D'où l'interrogation, incontournable : une nation qui croit plus fermement en la virginité de Marie qu'en l'évolution peut-elle être considérée comme l'héritière des Lumières ?

L'Amérique, la première véritable démocratie de l'Histoire, était le produit des valeurs des Lumières – l'intelligence critique, la tolérance, le

respect de la preuve, la confiance dans une science affranchie du dogme religieux. Si les pères fondateurs étaient en désaccord sur de nombreux points, ils partageaient les valeurs de ce qui était à l'époque la modernité. Ils s'adressaient "au monde avec impartialité", comme ils l'écrivirent dans la Déclaration d'indépendance, selon "le respect dû aux opinions des êtres humains". Le respect de la preuve semble avoir perdu toute importance, quand un sondage effectué juste avant l'élection indique que 75 % des partisans de Bush pensent que l'Irak a travaillé en étroite collaboration avec Al Qaida ou a été directement impliqué dans les attentats du 11 septembre 2001.

Les Etats laïcs de l'Europe moderne ne comprennent pas le fondamentalisme de l'électorat américain. Ce n'est pas ce à quoi ce pays les a habitués par le passé. En fait, nous

■ **Face sombre**
"L'Amérique a toujours eu des tendances isolationnistes, xénophobes, chauvines, puritaines et inclines au fanatisme religieux. Mais la plupart de nos dirigeants, même les plus pieux, ont essayé de contrôler ces pulsions. Pas cette bande-là. Ils ne font pas appel à nos meilleurs anges, ils convoquent nos sales démons", s'indigne la chroniqueuse Maureen Dowd dans *The New York Times*.

ressemblons aujourd'hui moins à ces nations qu'à nos ennemis putatifs. Dans quel pays, en effet, trouve-t-on un tel zèle fondamentaliste, une telle haine de la laïcité, une telle intolérance religieuse, une telle peur et un tel rejet de la modernité ? Pas en France, ni en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie ou en Espagne. Nous les trouvons dans le monde musulman, chez Al Qaida, chez les loyalistes sunnites de Saddam Hussein. Les Américains s'étonnent de voir que le reste du monde nous considère comme dangereux, obsessionnels, insensibles aux appels de la communauté internationale. Mais c'est que cette dernière craint la guerre sainte, quelle que soit l'identité du zélateur.

BUSH INQUIÉTERA MÊME LES RÉPUBLICAINS MODÉRÉS

On dit souvent que les ennemis finissent par se ressembler. Nous torturons les tortionnaires, clamant que notre Dieu est meilleur que le leur, comme l'a affirmé un général américain en des termes que le président n'a pas condamnés. En 2000, Bush avait promis d'être un rassembleur, non un diviseur, et qu'il serait le chef de file d'un conservatisme de compassion. Cette fois, il n'a pas eu besoin de ces fausses promesses. Il a justement été réélu parce qu'il est un diviseur, dressant les Etats rouges dans ce qu'ils ont de plus rouge contre la petite moitié bleue du pays. Il est en cela bien loin de la piété aussi affable qu'œcuménique de Ronald Reagan, lequel pouvait s'adresser à des auditoires laïcs – tant ici qu'à l'étranger – en leur manifestant un respect sincère.

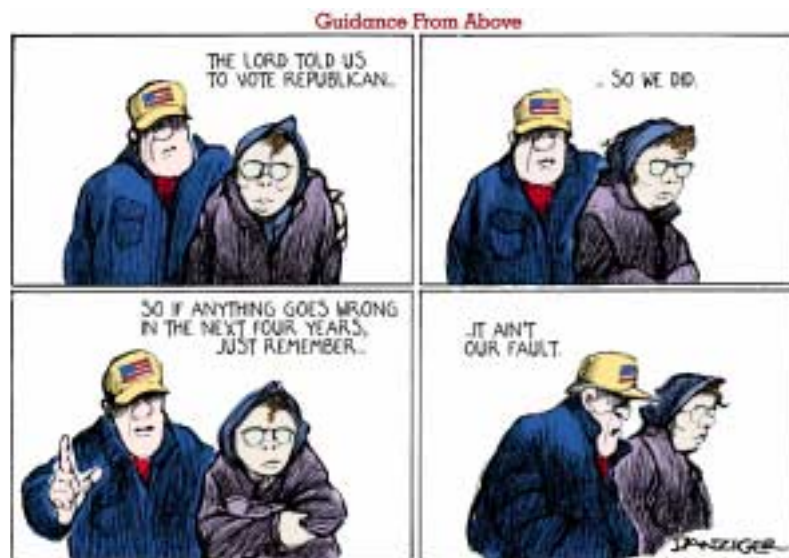
Lors de son discours du 3 novembre, le président Bush a assuré qu'il tendrait la main "à toute la nation", y compris ceux qui ont voté pour John Kerry. Mais, même s'il avait désormais l'intention de se montrer plus conciliant, les électeurs auxquels il doit sa victoire ne sont pas du genre à céder. Il devra leur donner ce qu'ils veulent sur des questions importantes, comme les nominations des juges. De fait, ses partisans sont tout autant ses cerbères.

Je le prédis, les zélotes de la moralité finiront par inquiéter même les républicains non fondamentalistes. Les guerres saintes sont une chose terrifiante. Il est peut-être encore temps de chercher à renouer avec les Lumières.

Garry Wills**

* John Scopes, professeur de sciences naturelles dans un lycée du Tennessee, fut accusé d'enseigner illégalement la théorie de l'évolution. Le Tennessee disposait à l'époque d'une loi antiévolutionniste. William Jennings Bryan, démocrate populiste trois fois candidat à la présidence, s'empara de l'affaire pour déclencher une croisade antidarwinienne. La Cour suprême du Tennessee finit par prononcer un non-lieu en raison d'un détail technique dans la procédure.

** Professeur d'histoire à la Northwestern University (Chicago).



◀ **Guidés par le Très-Haut.**
"Le Seigneur nous a dit de voter républicain... C'est ce qu'on a fait. Alors, s'il y a quelque chose qui cloche dans les quatre ans à venir... Ce sera pas notre faute." Dessin de Jeff Danziger, Etats-Unis.

ÉTATS-UNIS

Contre Bush, l'exil ?

Il y a d'abord eu cette carte en forme de boutade qui circule sur Internet. On y voit l'Amérique du Nord divisée entre "les Etats-Unis du Canada", qui comprennent le Canada et les Etats américains remportés par John Kerry, et "Jesusland", formé par les Etats qui ont voté George Bush. Mais, apparemment, depuis le 3 novembre, de nombreux Américains songent vraiment à faire de leur voisin du Nord leur deuxième patrie. Ainsi le webzine *Slate* propose un guide intitulé "Comment déménager au Canada", en offrant des liens vers le consulat et les services de l'immigration du Canada. "Le Canada a toujours été un refuge pour les Américains qui fuient leur pays pour des raisons politiques", remarque *Slate* en rappelant que, "pendant la guerre du Vietnam, des dizaines de milliers d'insoumis ont passé la frontière".

D'ailleurs, souligne *Le Devoir*, "sur le site Internet d'Immigration Canada, on observe une fréquentation beaucoup plus élevée qu'à l'habitude. Normalement, ça tourne autour de 20 000 visites par jour. Mais [le 3 novembre] on a atteint les 179 000 visites, ce qui a fracassé le record, qui était de 90 000 visites", dit Maria Iadonardi, porte-parole d'Immigration Canada. Elle ajoute qu'un pourcentage élevé de visites (64 %) provient des Etats-Unis.

"Qui sont ces Américains qui songent à quitter le pays ?" s'interroge le quotidien de Montréal. "Ils tendent à être de gauche et politiquement informés, bouleversés par le Patriot Act, le mépris de l'environnement et la guerre en Irak." "Une autre catégorie d'Américains est toutefois susceptible de se transformer en insoumis : les homosexuels", poursuit *Le Devoir*, car, pour nombre d'entre eux, "la

victoire de Bush et les onze référendums qui ont opposé une fin de non-recevoir au mariage gay n'annoncent rien de bon".

Mais le Canada n'est pas la seule destination possible pour les candidats à l'exil. Le site de *Harper's Magazine* y va aussi de ses conseils et "se veut carrément délirant, suggérant plusieurs lieux d'asile : non seulement le Canada, mais aussi le Mexique, la France, ainsi que... la principauté de Sealand (une ancienne plate-forme militaire au large de l'Angleterre qui s'est auto-proclamée territoire souverain en 1967)", s'amuse *Le Devoir*. Et, en Californie, le *San Francisco Chronicle* constate que les consulats de Nouvelle-Zélande et d'Australie reçoivent de nombreux appels. "Les Américains sont drôles, remarque une responsable australienne. Ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, alors ils veulent partir."



AMÉRIQUE LATINE

La nouvelle gauche vaincra-t-elle les inégalités ?

Les élections ont conforté la gauche au pouvoir dans les pays du Cône sud. Un éditorial du quotidien conservateur argentin *La Nación* rend hommage au processus démocratique et analyse les défis régionaux qui en découlent.

LA NACIÓN
Buenos Aires

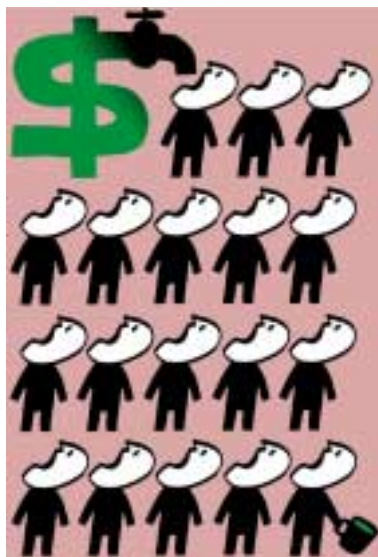
Un changement capital, comme celui que vient de connaître l'Uruguay avec la victoire de la coalition de gauche lors de la présidentielle du 31 octobre, s'est produit pacifiquement et sans la moindre contestation. On peut en dire autant au Brésil et au Chili [à la même date, les élections municipales ont conforté les partis de gauche dans ces deux pays].

Un fait qui mérite qu'on s'y arrête, à l'heure où certaines études martèlent l'insuffisance des démocraties latino-américaines. Ces carences pourraient être compensées par de bonnes institutions et une citoyenneté active. En attendant, on ne peut que se féliciter que soit remplie la condition nécessaire à toute démocratie : à savoir que le peuple exerce en toute liberté sa souveraineté. Si un tel consensus fait défaut, comme on vient de le voir au Venezuela [où les élections – qui ont accordé lors des régionales du 31 octobre une victoire majoritaire au parti d'Hugo Chávez – ont été contestées par l'opposition], la démocratie est en péril. Cela étant, ces élections confirment le virage à gauche du Cône sud. Tout a commencé au Chili, avec la troisième victoire de la Concertación [en 2000]. Et cette fois encore aux municipales. Ensuite, c'a été au tour du Brésil [avec Lula da Silva porté au pouvoir en 2002] et de l'Argentine [avec le péroniste de gauche Néstor Kirchner en 2003]. C'est maintenant à l'Uruguay de faire partie du club [Tabaré Vázquez est le premier président de gauche qu'ait connu ce pays].

► *Dessin de Kopelnitsky, Etats-Unis.*

■ Nouvelle union

Le 7 décembre 2004, à Cuzco (Pérou), les dirigeants des principaux pays sud-américains tels que le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, le Pérou, le Venezuela, etc., signeront un nouvel accord historique. Le pacte donnera naissance à la Communauté des nations sud-américaines. Objectif de ce nouveau bloc qui s'ajoute au MERCOSUR et à la Communauté andine : réaliser une union politique, économique et policière regroupant 360 millions de personnes, et présenter un front uni lors des négociations commerciales avec les Etats-Unis.



Cette évolution, ancrée dans les circonstances nationales, prend tout son sens à l'échelon régional. Quel est l'horizon de la gauche, en cette aube troublée du XXI^e siècle ? Nous savons qu'il a existé deux gauches au siècle dernier : celle qui a cherché à imposer l'égalité en sacrifiant la liberté, et celle qui a tenté de concilier les deux principes dans le cadre de la démocratie constitutionnelle. La première a succombé il y a des lustres (Cuba en est un vestige momifié) ; la deuxième poursuit dans la même voie, mais avec une vocation centriste. En prêchant l'amalgame entre liberté et égalité en démocratie, la gauche se déplace nécessairement vers le centre. Elle le fait parce que la dynamique électorale lui impose de rassembler davantage d'électeurs. A cet égard, la question économique revêt une importance cru-

ciale : le centre gauche doit prendre en compte le contexte économique international. Les partis de la Concertación, au Chili, ont donné le coup d'envoi dans ce domaine, et ils ont été suivis en cela, au Brésil, par la social-démocratie de Fernando Henrique Cardoso et le Parti des travailleurs (PT) du président Lula. Tant au Chili qu'au Brésil, les gouvernements de centre gauche s'efforcent de construire la base économique (qu'on pourrait appeler croissance durable) pour lutter contre les inégalités sociales. Dans cette optique, il est bien évident que les deux grandes inconnues restent l'Argentine, qui tente d'échapper au défaut de paiement de la dette, et l'Uruguay, prêt à se lancer dans cette traversée.

NOS DÉMOCRATIES RESTENT MARQUÉES PAR L'EXCLUSION

A cela vient s'ajouter le débat sur le degré maximal d'intervention de l'Etat dans la sphère économique. Si, au Chili, cette question est résolue, en Argentine et en Uruguay elle reste plus controversée (le Brésil occupe, dans cette polémique, une position intermédiaire). En Argentine, les règles du jeu restent à fixer en ce qui concerne la part des investissements privés dans les services publics. En Uruguay, les électeurs ont approuvé par référendum le projet visant à mettre sous la juridiction exclusive de l'Etat les ressources en eau potable. Par ailleurs, les traditions propres à chaque pays influent sur les partis qui mettent en œuvre une politique de centre gauche. Au Chili et en Uruguay, le système des partis s'articule traditionnellement autour

de deux grandes coalitions. Au Brésil, les partis ont évolué dans le sens de la modération. Avec les résultats du second tour des élections municipales brésiliennes, les partis d'opposition ont limité les ambitions hégémoniques du PT en lui infligeant une défaite à São Paulo et Porto Alegre, deux de ses principaux bastions. C'est une bonne chose car, quand les intentions hégémoniques l'emportent sur le pluralisme, les problèmes ne sont jamais très loin. C'est peut-être là la question la plus préoccupante en Argentine, où l'hégémonie péroniste, malgré un style de centre gauche, n'a pas pour l'instant d'opposition digne de ce nom.

Dans les sociétés mûres d'Occident, les liens complexes entre liberté et égalité ne réveillent plus la haine entre la gauche et la droite ; les différences sociales ayant tendance à s'effacer, les conflits s'orientent plus volontiers sur d'autres plans (dépénalisation de l'avortement, mariage entre personnes du même sexe, etc.). Dans le Cône sud, en revanche, liberté et égalité ne sont pas encore réconciliées. Nos démocraties restent marquées par la pauvreté et l'exclusion.

Le défi n'est pas simple. Comme l'écrit le juriste italien Giovanni Sartori, il est plus facile d'instaurer une politique de liberté que de réduire le fossé entre les riches et les pauvres. Au Chili, le pays le plus avancé de notre région dans ce domaine, on est venu à bout de l'extrême pauvreté, mais l'écart entre revenus faibles et élevés n'a pas pu être réduit. Nous rapprocherons-nous un jour de ce but ? De la réponse à cette question dépend une grande partie de notre avenir politique.

Natalio R. Botana

CHILI

L'armée fait enfin son mea culpa

Le général en chef des armées chiliennes a admis pour la première fois la responsabilité de l'institution militaire dans les violations des droits de l'homme commises pendant la dictature de Pinochet.

En raison du rôle qu'elle a joué entre le 11 septembre 1973 [coup d'Etat militaire] et le 11 mars 1990 [retour de la démocratie] ainsi que pendant les premières années de la démocratie, l'armée chilienne a connu une transition particulièrement complexe. C'est pourquoi la déclaration du général Juan Emilio Cheyre Espinosa, le commandant en chef de cette institution, marque une étape historique. En acceptant la responsabilité institutionnelle de l'armée dans les violations des droits de l'homme sous le régime militaire – qu'il replace dans le contexte indiscutable des soubresauts de la guerre froide au Chili –, le chef de l'armée souhaite réconcilier pour de bon la société

chilienne avec son institution. Par là même, il s'inscrit dans le prolongement d'initiatives antérieures, lesquelles n'ont pas toujours été bien comprises ou appréciées.

Le texte du général Cheyre, qui a été publié sous le titre *"Armée chilienne : la fin d'une vision"* [dans *La Tercera* du 5 novembre 2004], affirme que *"l'armée chilienne a pris la difficile mais irrévocable décision d'assumer les responsabilités qui sont les siennes en tant qu'institution pour tous les faits répréhensibles et moralement inacceptables du passé"*. C'est un pas irréversible, qui éloigne définitivement l'institution de la doctrine en vigueur jusqu'à maintenant, qui attribuait ces crimes à des *"initiatives individuelles"* et qui a été défendue bec et ongles pendant trois décennies par l'armée. Une bonne moitié de l'opinion publique soutenait également cette position. Aussi, dans un contexte si difficile, un tel acte, quasi inédit sur le continent, mérite toute notre recon-

naissance. C'est l'aboutissement d'un processus jalonné de grandes étapes. Comme la participation de l'armée à la Table de dialogue [lorsque l'armée s'est engagée, en juin 2000, à dialoguer avec les familles pour tenter de lever le voile sur le sort des "disparus" ; en fait, très peu d'informations ont été fournies et beaucoup, selon les familles de disparus, se sont révélées erronées]. Ou comme le document de janvier 2003 dans lequel le général Cheyre déclarait que l'armée n'était pas *"l'héritière d'un certain régime"*. Ce discours avait suscité étonnement et incompréhension dans divers milieux. L'actuel document est rendu public avant même que la société chilienne ne connaisse les conclusions de la Commission nationale sur la détention politique et la torture, qui seront transmises dans les prochains jours au président de la République. De cette façon, l'armée envoie un signal fort aux Chiliens – le dernier et le plus important –, après d'autres

initiatives moins médiatisées mais non moins significatives. On pense notamment aux modifications du programme d'études militaires, qui comporte désormais des cours sur le respect des droits de l'homme.

Le contraste entre la position actuelle de l'armée et celle qu'elle avait adoptée envers le rapport Rettig [élaboré après les enquêtes de la Commission nationale de la vérité et de la réconciliation créée par le président Patricio Aylwin] au début des années 1990 marque la fin d'un cycle. Aujourd'hui, l'armée, à l'instar de la société chilienne dans son ensemble, entend tourner le dos à un passé de divisions. C'est bien là l'objectif énoncé par Cheyre lui-même – la société doit considérer son armée comme *"l'armée de tous les Chiliens"*.

La Tercera, Santiago du Chili

* Le document original, en espagnol, est disponible sur <http://www.tercera.cl/articulo/0,0,3255_5664_97370126,00.html>.



AFGHANISTAN

Programme chargé pour Hamid Karzai

Après sa victoire attendue, Hamid Karzai va devoir composer avec les différents groupes ethniques du pays, apaiser les tensions, éloigner les personnalités gênantes et préparer les législatives du printemps.

THE FRIDAY TIMES (extraits)

Lahore

Si la victoire du président sortant Hamid Karzai à la première élection présidentielle qu'a connue l'Afghanistan était courue d'avance, il n'en reste pas moins vrai que celui-ci va devoir relever rapidement plusieurs défis. Le premier d'entre eux, c'est la formation d'un nouveau gouvernement. Dans l'idéal, il faudrait une petite équipe efficace, composée de personnalités compétentes. Mais Hamid Karzai devra aussi apaiser les nombreux groupes ethniques et tribaux du pays, tout en satisfaisant des aspirations régionales concurrentes. "Karzai va probablement garder les Pachtounes de l'équipe actuelle, parce qu'ils constituent le noyau technocratique du gouvernement", explique un commentateur. Mais il va devoir y faire entrer d'autres groupes ethniques, parce que la reconstruction nécessite une large alliance.

On a constaté une nette polarisation ethnique dans la répartition des suffrages. Si ses rivaux n'ont pu grignoter le vote pachtoune, Karzai lui-même n'a pas réalisé un très bon score dans les zones non pachtounes. Et cela bien qu'il ait choisi Ahmed Zia Massoud et Karim Khalili, le leader hazara, comme colistiers aux postes de vice-président. Massoud, ancien ambassadeur à Moscou, est le frère d'Ahmed Shah Massoud, le chef panshiri assassiné. Karzai avait finement joué en le désignant, mais cela n'a pas empêché

► *Dessin de Cajas paru dans El Comercio, Quito.*

■ Ethnies

Les Pachtounes constituent 42 % de la population totale et vivent principalement dans l'est et le sud du pays. Hamid Karzai, le nouveau président, est issu de cette communauté. 27 % des Afghans sont tadjiks, 9 % appartiennent à la communauté hazara, 9 % sont d'origine ouzbèke et 2 % baloutches. Yunus Qanooni, le principal adversaire de Karzai lors du scrutin, est tadjik.



Yunus Qanooni, son plus sérieux concurrent, désormais battu, de rafler la plupart des voix des Panshiris.

Parmi les plus proches compagnons de Karzai, on trouve Hedayat Amin Arsala. Ancien fonctionnaire de la Banque mondiale et leader modéré, il occupait les fonctions de vice-président et sera probablement le nouveau ministre des Affaires étrangères. Arsala a fait ses études à l'Aitchison College

de Lahore, au Pakistan, et fut, de 1992 à 1994, le premier ministre des Affaires étrangères de l'Afghanistan postcommuniste. Karzai était à l'époque son adjoint. Autre personnalité, Ashraf Ghani Ahmedzai, ancien professeur à l'université Johns Hopkins de Washington et grand architecte de l'effort de reconstruction après la chute des talibans. Ahmedzai a montré qu'il était indispensable en obtenant le soutien de la communauté des bailleurs de fonds. Grâce à ses efforts, ceux-ci ont promis, au début de cette année, d'apporter une aide de près de 9 milliards de dollars sur plusieurs années.

DES POU PARLERS SECRETS AVEC LES TALIBANS

Massouda Jalal devrait également figurer au gouvernement. Elle a beau s'être présentée contre Karzai à l'élection présidentielle, elle reste la personnalité politique féminine la plus active d'Afghanistan. Autre femme susceptible de rester proche du pouvoir, le Dr Suhaila Siddiq, actuel ministre de la Santé. "Elle s'est montrée très efficace et son maintien assurerait la continuité", confie un analyste.

S'il est certain que Karzai fera entrer des non-Pachtounes dans sa nouvelle équipe, les beaux jours des leaders panshiris – on se souvient de la troïka constituée par Yunus Qanooni (ministre de l'Intérieur puis de l'Education) Qasim Fahim (ministre de la Défense) et Abdullah Abdullah (ministre des Affaires étrangères) après la chute des talibans – sont désormais ter-

minés. En refusant de coopérer avec le Plan de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), Qasim Fahim a irrité plus d'un bailleur de fonds, en particulier les Japonais qui sont les principaux financiers du projet. Le ministre de la Défense entretient en outre des liens étroits avec plusieurs seigneurs de la guerre et a fait obstacle à leur désarmement. "Fahim a développé avec Karzai des divergences qui lui coûtent très cher. Karzai ne l'a pas choisi comme colistier afin de briser l'influence des milices", relève un observateur. C'est son adjoint actuel, qui est le plus susceptible de recevoir ce portefeuille convoité. Selon les observateurs locaux, Burhanuddin Rabbani, ancien président de la République et chef du parti islamiste Jamiat-i-Islami, et les frères Massoud pourraient également recevoir des postes importants en échange de leur soutien à Karzai.

On a enfin appris récemment que des pourparlers secrets avaient eu lieu entre le gouvernement Karzai et les purs et durs des talibans. Du coup, certains analystes prédisent que les talibans et les modérés du Hezb-i-Islami – à l'exception de Gulbuddin Hekmatyar [ancien Premier ministre, aujourd'hui proche des talibans] – auront peut-être eux aussi une part du pouvoir. Autre question cruciale : Karzai pourra-t-il se débarrasser de Maulvi Fazl-e Hadi Shinwari, 80 ans, président de la Cour suprême, qui a réussi jusqu'à présent à bloquer toutes les tentatives de réforme du système judiciaire afghan ? **Abubakar Saddique**

RECONSTRUCTION

Le temps de la désillusion

A Kaboul, palaces et centres commerciaux surgissent de terre et les expatriés mènent grand train sous les yeux des Afghans qui n'ont pas les moyens de participer au festin.

Deux ans après la chute des talibans, Kaboul s'acharne à recréer l'image idyllique d'un Afghanistan plein d'espoir, apparemment prêt à accueillir la paix. Des galeries marchandes aux vitrines importées des Etats-Unis remplacent peu à peu les belles maisons traditionnelles ; le téléphone portable est devenu un moyen de communication presque aussi courant qu'en Inde (le pays n'a pas encore de lignes terrestres) ; d'énormes Land Cruisers, le véhicule favori des bailleurs de fonds japonais, se pressent dans de petites rues défoncées ; et le *Kabul Serena*, un hôtel de grand luxe (sept-étoiles), va ouvrir ses portes d'ici à la fin de l'année. Kaboul possède même un somptueux guide répertoriant les meilleurs restaurants à l'usage des 7 000 expatriés qui résident dans la capitale. On y trouve toutes les cuisines du

monde, de la croate à l'allemande. Malheureusement, bon nombre d'Afghans ordinaires, rentrés au pays après plusieurs années d'exil, n'ont pas accès à toute cette richesse. Aux prises avec la pauvreté et le chômage, le peuple, impatient de reprendre son destin en main, se rend compte que l'idéalisme et le travail ne suffisent pas. L'Afghanistan importe tout, de l'eau minérale aux légumes, et Kaboul est une ville chère où la majorité des habitants n'ont pas les moyens d'acheter une galette de pain, qui coûte une trentaine d'afghans [50 centimes d'euros]. De larges secteurs de la capitale sont privés d'eau et d'électricité et ne disposent ni d'égouts ni de système de ramassage des ordures. Et les enfants se bagarrent pour livrer des bidons d'eau plus gros qu'eux à des maisons construites au sommet de collines sur des terrains acquis illégalement. "La situation est bien pire que durant la guerre. Nous avons affaire aux seigneurs de la guerre, aux grands argentiers et aux autres éminences grises. Le gouvernement est com-

plètement corrompu. Aujourd'hui, on peut acheter la justice en Afghanistan. L'argent est gaspillé dans des ponts qui seront emportés par les prochaines crues et dans d'inutiles travaux d'élargissement de routes. Nous avons dépensé 5,6 millions de dollars rien que pour rédiger la Constitution, soit 435 000 dollars par article", déplore Siddiq Barmak, le réalisateur d'*Osama*, un film récompensé par de nombreux prix. Pour compléter le tableau, les armes sont loin d'être interdites et il est très facile de s'en procurer à Kaboul. Des ONG du monde entier ont envahi la capitale. On en recense plus de 350 – des sociétés de déminage croates aux organismes de microcrédit bangladais –, dont les enseignes s'étalent sur presque tous les bâtiments. Et les Afghans sont prêts à tout pour bénéficier de cette aide. "Les gens qui travaillent pour certaines de ces ONG vivent dans l'opulence. Leurs bureaux, leurs maisons, leurs meubles, leurs voitures climatisées ne font qu'attiser le ressentiment du peuple, car tout cela est pré-

levé sur l'aide injectée dans le pays", observe un journaliste en poste à Kaboul. Malheureusement, la communauté internationale n'accompagne pas toujours ses généreuses promesses d'engagements fermes. Il suffit de voir comment *Malalai*, le seul magazine féminin, qui devait son nom à une héroïne du XVII^e siècle, a cessé de paraître par manque de fonds. *Malalai* n'avait peut-être qu'une place symbolique dans ce pays où près de 90 % des femmes sont analphabètes, mais au moins offrait-il un point de vue afghan sur les problèmes des femmes. "Dans les tribunes internationales où ils se rendent, les seigneurs de la guerre parlent des femmes, mais ils ne font rien pour elles. Ils n'aimaient pas notre magazine. Ils pensaient qu'il entraînerait les femmes sur le mauvais chemin. Et nous n'avons pas les moyens de poursuivre la publication cette année", déplore la rédactrice en chef, Jamila Mujahed. Déterminée à se battre pour sauver son magazine, elle ajoute toutefois : "Malalai paraîtra à nouveau, même si je dois y laisser la vie." **Mandira Nayar, The Hindu, Madras**

CHINE

Rendre justice à trois journalistes injustement incarcérés

L'arrestation – officiellement pour “malversations” – de trois hauts responsables d'un quotidien de Canton, en décembre 2003, avait suscité l'indignation en Chine et à l'étranger. Un seul d'entre eux a été libéré.

YAZHOU ZHOUKAN (extraits)
Hong Kong

Depuis que, le 27 août dernier, les autorités ont prononcé la relaxe pour “insuffisance de preuves” du rédacteur en chef du quotidien *Nanfang Dushibao*, Cheng Yizhong, l'attention de l'opinion publique du monde se concentre désormais sur le sort de l'ancien directeur général et rédacteur en chef adjoint, Yu Huafeng, et de l'ancien responsable du groupe Nanfang, Li Mingyong, toujours en train de purger leurs lourdes peines derrière les barreaux. Par ailleurs, les autorités de la province de Guangdong [dans le sud de la Chine] ont récemment rendu publics de nouveaux règlements concernant les procédures d'appel, qui, tout en constituant un progrès capital dans l'édification du système judiciaire chinois, arrivent à point nommé pour marquer un tournant décisif dans la réhabilitation de toutes les personnes impliquées dans l'affaire du *Nanfang Dushibao*.

C'est à la fin du mois de septembre que le tribunal de grande instance de la province de Guangdong a “dévoilé” le contenu de ce “règlement provisoire concernant les procédures d'appel près le tribunal de grande instance de la province de Guangdong”. Entré officiellement en vigueur le 1^{er} octobre, ce règlement introduit d'importantes modifications, car il précise que la notion de “jugement pouvant comporter des erreurs” se substitue à celle de “jugement comportant

► *Dessin de Yáyo paru dans L'Actualité, Montréal.*

■ **Pétitions**
Après l'arrestation des trois dirigeants du *Nanfang Dushibao*, un grand nombre d'intellectuels chinois, en Chine et à l'étranger, ont signé une pétition sur internet appelant à leur libération. Écrivains, juristes, tous s'insurgeaient contre une arrestation résultant manifestement d'une vengeance.

WEB +
PLUS D'INFOS SUR LE WEB
Entretien avec Yu Jie, écrivain et pamphlétaire pékinois.



de façon certaine des erreurs” comme base de révision d'un procès. Une telle décision constitue une première dans le système juridique actuel de la Chine populaire et est porteuse d'espoir pour les citoyens ordinaires, qui déplorent la difficulté de faire appel.

De toute évidence, au regard de ce nouveau règlement, le jugement rendu dans l'affaire du *Nanfang Dushibao* relève de la catégorie des “jugements pouvant comporter des erreurs”. Il s'agit d'un cas manifeste d'accusation injustifiée, le résultat d'une vengeance des autorités locales de la ville de Canton, qui ont abusé de leur pouvoir pour assouvir de vieilles rancunes. [En 2003, le journal avait révélé l'affaire Sun Zhigang, du nom d'un jeune migrant décédé dans un centre de détention de la ville ; il avait aussi été à l'origine de nombreuses informations au sujet de l'épidémie de SRAS.]

Les verdicts injustes doivent être rectifiés. C'est dans ce climat général que Cheng Yizhong, après avoir passé sans raison 160 jours en prison, a repris le travail en octobre. [Il a cependant été licencié et exclu du Parti dans le mois suivant sa libération.]

Les autorités cantonaises avaient accusé Cheng Yizhong et le directeur du journal, Yu Huafeng, de corruption pour “s'être distribué illégalement” une prime de 100 000 yuans [environ 10 000 euros], qui leur revenait.

LA VENGEANCE DES AUTORITÉS CANTONNAISES

Ce faisant, elles avaient provoqué de vives réactions dans l'opinion publique, consciente que les autorités cantonaises cherchaient ainsi à se venger des reportages dérangeants publiés par le *Nanfang Dushibao* dans l'affaire Sun Zhigang. D'après une enquête récente, en juin de cette année-là, le comité du Parti de la ville de Canton s'était réuni, en théorie pour “tirer les leçons” de l'affaire Sun Zhigang. En fait, non seulement aucune réflexion n'avait été menée sur les pratiques de l'appareil judiciaire de Canton, mais la réunion avait conclu que le *Nanfang Dushibao* n'aurait pas dû révéler l'affaire. “Des problèmes dans les centres de détention, il y en a dans tout le pays”, aurait alors déclaré Zhang Guifang, secrétaire du Parti de la ville de Canton. “Si le journal n'en avait pas parlé, il ne se serait rien passé.” Cette réunion avait donc conclu qu'il fallait examiner les comptes du journal pour en tirer la moindre veltille.

Une commission spéciale présidée par Zhang Guifang avait été formée à cet effet et elle envoya des enquêteurs auprès de 300 entreprises ayant fait paraître des annonces publicitaires dans le journal. En juillet, les trois dirigeants étaient interrogés par la cellule anticorruption du procureur de la ville. En décembre, Yu Huafeng perdit la liberté.

Depuis la libération de Cheng Yizhong, chacun se demande désormais si Yu Huafeng pourra lui aussi bénéficier d'un élargissement. D'un point de vue juridique, puisque Cheng Yizhong a été innocenté, Yu Huafeng, qui a été condamné à une lourde peine pour la même affaire, devrait également l'être. Gu Zexu, célèbre juriste, estime que les faits qui sont reprochés à Yu Huafeng sont similaires à ceux reprochés à Cheng Yizhong. Dans les deux affaires, les preuves sont liées.

Il y a quelques mois, la famille de Yu Huafeng avait formé un appel devant le tribunal compétent de la province de Guangdong. Le 2 septembre, sa demande a été acceptée. A peu près au même moment, on apprenait la promulgation du nouveau “règlement provisoire concernant les procédures d'appel”, qui ont pour effet d'abaisser le seuil de recevabilité des demandes d'appel. Il s'agit là de nouvelles réconfortantes pour la famille de Yu Huafeng, qui avait pratiquement perdu tout espoir, et cela marque sans doute aussi un tournant décisif vers la réhabilitation de tous les accusés dans l'affaire du *Nanfang Dushibao*.
Wang Jianming

PAKISTAN

Ben Laden traqué par les chiites

Le chef d'Al Qaida et ses amis talibans ont fait massacrer des chiites à plusieurs reprises. Aujourd'hui, l'heure de la vengeance a sonné.

En 1988, des centaines de chiites furent massacrés à Gilgit, dans les Territoires du Nord (TN) après avoir exigé la création d'un Etat autonome chiite appelé l'Etat de Karakorum et regroupant les zones à majorité chiite des TN, du Pendjab et de la Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest. Le général Zia ul Haq, au pouvoir à l'époque, fit perpétrer le massacre par Oussama Ben Laden, qui vivait alors à Peshawar, et par ses hordes sunnites. En août 1988, l'avion qui emmenait Zia de Bahawalpur à Islamabad s'écrasa au sol, et on pense que le crash a été provoqué par un chiite membre de l'équipage en guise de représailles. Trois ans plus tard, le général en retraite Fazle Haq fut à son tour abattu à Peshawar par un terroriste chiite.

Pendant le règne des talibans en Afghanistan, de 1994 à octobre 2001, et en particulier après leur prise de Kaboul en septembre 1996, les chiites appartenant à la tribu des Hazaras furent massacrés à grande échelle par Al Qaida, par le Sipah-e-Sahaba du Pakistan (SSP) et par son aile radicale, le Lashkar-e-Jhangvi (LEJ). Furieuse, la communauté chiite s'est en partie abstenue de participer aux manifestations organisées dans plusieurs parties du Pakistan par les organisations sunnites pour protester contre les frappes militaires améri-



caines en Afghanistan en 2001. Depuis début 2003, des signes laissent à penser que certains membres de cette communauté se sont mis à traquer pour leur propre compte Oussama Ben Laden et son bras droit Ayman al-Zawahiri. Ce sont par ailleurs des renseignements fournis par des chiites de Quetta, au Baloutchistan, qui ont permis l'arrestation à Rawal-

pindi de Khalid Sheikh Mohammad en mars 2003. Soupçonné d'avoir organisé les attentats du 11 septembre 2001, celui-ci vivait à Quetta avant de s'enfuir dans la ville de Rawalpindi. Et ce n'est pas un cas isolé.

Le SSP et le LEJ, qui appartient au Front islamique international de Ben Laden, ont riposté en massacrant à nouveau un grand nombre de chiites de la communauté hazara dans la région de Quetta en juillet 2003. Plusieurs incidents antichiiites ont ensuite eu lieu à Karachi et dans d'autres parties du Pakistan. Et ça continue. Cela continuera, en fait, tant que les chiites du Pakistan et d'Afghanistan n'auront pas débusqué Ben Laden, al-Zawahiri et le mollah Omar, le chef suprême des talibans, et ne les auront pas expédiés *ad patres* ou, pis encore, à Guantanamo Bay. Comme Zia, Fazle Haq et Khalid Sheikh Mohammad et beaucoup d'autres, les chiites ont bonne mémoire. Ce sont leurs ennemis jurés, et ils ne s'arrêteront pas de les traquer avant de les avoir eus. Ils ne font pas ça par amour pour les Etats-Unis ou pour Musharraf mais pour venger la mort de leurs proches. Contrairement à l'Iran, qui refuse paraît-il d'aider les Etats-Unis à capturer les membres d'Al Qaida, les chiites du Pakistan, eux, ont monté leur propre opération. C'est une opération indépendante, parallèle, qui n'a pas pour objectif de rendre le monde plus sûr pour les Américains, mais de venger la mort de leurs frères et sœurs et de rendre le monde plus sûr pour les chiites.

B. Raman, Outlook (extraits), New Delhi

LE MOT DE LA SEMAINE

“JIN’MEI”
LA VIE
HUMAINE



La vie d'un être humain pèse plus lourd que la planète Terre." Cette phrase, liée à un épisode douloureux des années 1970, demeure gravée dans la mémoire collective japonaise. Le 28 septembre 1977, le vol 472 de la Japan Airlines à destination de Paris est détourné par l'Armée rouge japonaise. En échange de la vie des passagers, le groupe d'extrême gauche avait exigé du gouvernement nippon la somme de 6 millions de dollars, ainsi que la libération de militants emprisonnés. C'est alors que la phrase ci-dessus est prononcée par le Premier ministre de l'époque, Takeo Fukuda, en guise de justification à sa décision de céder aux exigences des pirates de l'air. Cette démarche, qui s'appuie sur ce que l'éditorialiste Tôru Hayano appelle la "logique de la vie" (voir article ci-contre), se situait dans le prolongement du pacifisme japonais, avec lequel elle partageait la même disposition pour des idéaux humanistes aussi précieux que fragiles ; elle avait alors suscité l'indignation des pays en butte aux actions terroristes des "années de plomb". Les temps ont bien changé depuis, comme en témoigne l'intransigeance du gouvernement Koizumi face aux ravisseurs du jeune routard Shôsei Kôda, dont le corps égorgé a été retrouvé à Bagdad. Sans doute était-ce, hélas, la seule attitude possible. Mais, comme en écho à l'assimilation du terrorisme à la guerre après le 11 septembre 2001, l'abandon de la logique de la vie face au chantage terroriste entre désormais en collusion avec la remise en cause de la Constitution pacifiste qui bride le déploiement de l'armée japonaise à l'étranger. Le télescopage de ces deux approches – dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne convergent pas vers un plus grand respect de la vie humaine – ne laisse pas d'inquiéter.

Kazuhiko Yatabe
Calligraphie de Michiyo Yamamoto

JAPON

“Il est grand temps de quitter l'Irak”

Le quotidien *Asahi Shimbun* le dit haut et fort : l'engagement de Tokyo aux côtés des Américains est absurde. L'assassinat d'un nouvel otage japonais le montre cruellement.

ASAHI SHIMBUN
Tokyo

Je veux aller à Bagdad pour voir de mes propres yeux ce qui s'y passe”, avait dit Shosei Koda, 24 ans, en quittant Amman pour la capitale irakienne, où il a été pris en otage et assassiné par le groupe d'Az Zarqoui [le 30 octobre 2004]. Pourquoi vouloir se rendre dans un pays où les conditions de sécurité se sont fort dégradées et où les assassinats d'étrangers se succèdent ? Cette question est encore aujourd'hui sur toutes les lèvres. Et fait l'objet d'un profond regret, même pour ceux qui ne font pas partie de sa famille. Les parents du jeune Koda semblent très humains. “Son prénom signifie ‘témoigner par sa vie’. C'est un garçon capable d'agir pour le bien de l'humanité. Je suis sûre qu'il rentrera vivant”, déclarait sa mère. Après sa terrible mort, ses parents ont exprimé leur reconnaissance à tous ceux qui s'étaient inquiétés pour son sort. Et ils prient “pour que les Irakiens retrouvent la paix dans les plus brefs délais”. Elevé dans cette famille, il est possible que ce garçon ait tellement cru en la bonté de ses semblables qu'il ait fini par oublier les risques auxquels il s'exposait.

Cette fois encore, le Premier ministre, Junichiro Koizumi, a refusé de céder aux terroristes et de rappeler le contingent des Forces d'autodéfense déployé en Irak. Lorsqu'on sait que, depuis l'an dernier, le Japon a eu deux diplomates et deux journalistes assassinés et qu'il vient d'assister à la mort de ce jeune homme, on peut s'interroger sur le bien-fondé de cette politique.

LA GUERRE EN IRAK
EST-ELLE JUSTE ?

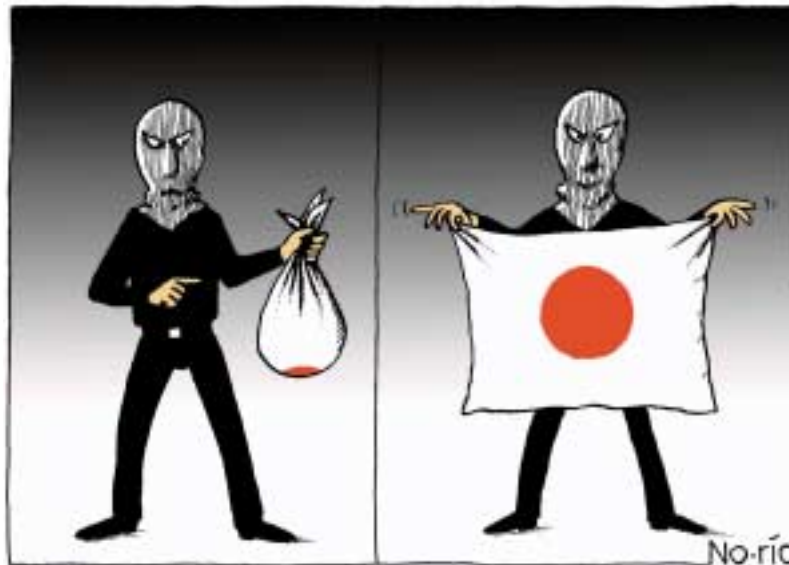
Il était certes tout à fait légitime de refuser de céder à la menace terroriste. Mais la guerre en Irak est-elle juste ? Comme Michael Moore le rappelle dans son film *Fahrenheit 9/11*, l'Irak n'a jamais envahi ni menacé le territoire américain. Pourtant, les Etats-Unis ont lancé la guerre en affirmant que Bagdad détenait des armes de destruction massive. Dans la mesure où ils n'en ont pas trouvé, cette guerre est injuste. Et il est temps que le Japon cesse d'user de faux-fuyants déshonorants comme le vote de résolutions onusiennes ou le comportement suspect de l'ancien régime irakien [pour justifier son intervention]. Une injustice aussi flagrante ne remettrait-elle pas en cause la légitimité de ne pas céder au terrorisme ? N'a-t-on pas le droit de vouloir que le Japon joue un autre rôle en Irak quand un jeune aussi humain que Koda est cruellement assassiné ?

Que s'est-il passé lors du récent séisme de Chuetsu, le 23 octobre [lire article ci-contre] ? Tout d'abord, l'émotion a submergé le pays lorsqu'une équipe de sauvetage a dégagé un petit garçon coincé sous les rochers. Ensuite,

► Dessin de No-rio, Aomori.

■ Echéance

Le Parlement japonais doit prochainement débattre afin de décider de prolonger ou non la mission (non combattante) des troupes des Forces d'autodéfense déployées au sud de l'Irak, mission qui arrive à terme le 14 décembre. Le Premier ministre Koizumi veut la poursuite de cet engagement, mais l'idée ne fait pas l'unanimité, même chez ses amis libéraux-démocrates. Quelques “éléphants” du parti, dont l'ancien secrétaire général Koichi Kato, souhaitent en effet que le Parlement dresse un bilan de la contribution des soldats japonais à la reconstruction de l'Irak avant de parler d'une éventuelle prolongation de la mission. Selon le dernier sondage réalisé par l'*Asahi Shimbun*, 63 % des Japonais se déclarent opposés à la poursuite de la mission, contre 25 %, d'avis contraire.



des jeunes, craignant pour la vie d'un troupeau de taureaux abandonnés dans la montagne, se sont improvisés sauveteurs et les ont ramenés dans leur village pour qu'on s'occupe d'eux. Ces gestes dénotaient une affection pour les êtres humains comme pour les animaux. Que ce soit sur un champ de bataille ou dans une zone sinistrée, toutes les vies sont irremplaçables. Le temps est venu de renoncer à une vision fondée sur une politique politicienne pour privilégier à nouveau la vie. D'atroces cadavres de combattants, des corps de civils irakiens entraînés malgré eux dans la guerre. De jeunes soldats américains disant qu'il est “impossible de se battre sans faire taire sa conscience”. *Fahrenheit 9/11* montre comment on se contente aujourd'hui de comptabiliser les morts globalement, sans tenir compte de la vie de chacun. Dans une scène, Michael Moore lui-même s'en prend à un parlementaire américain en lui lançant : “Si cette guerre est légitime, pourquoi n'envoyez-vous pas votre fils se battre en Irak ?” Avant d'expliquer qu'un seul enfant de parlementaire a été envoyé

au front et que la plupart des soldats américains morts en Irak sont issus de familles pauvres.

De tout temps, les hommes au pouvoir ont envoyé les jeunes se battre tout en demeurant eux-mêmes en lieu sûr. Avant la Seconde Guerre mondiale, un grand journaliste, Nyozezan Hasegawa [1875-1969], avait proposé une loi pour éradiquer la guerre, qui suggérait de faire partir en premier les membres du gouvernement, leurs fils et leurs frères. S'inspirant de ce projet, Mizuho Fukushima, présidente du Parti social-démocrate, a demandé au Bureau de la législation si l'on ne pouvait pas élaborer une loi sur la responsabilité en temps de guerre. On lui a répondu qu'il n'était pas possible de légiférer sur la guerre. “Parce que la Constitution du Japon ne prévoit pas que le pays fasse la guerre. Il serait donc anti-constitutionnel d'établir une loi fondée sur l'hypothèse d'une guerre.” Ah oui ? Le Japon est un pays qui a renoncé à la guerre ! Chaque mort a son histoire. Chaque vie est précieuse et mérite d'être protégée. Voilà notre vrai Japon.

Toru Hayano

SÉISME

Les répliques se succèdent

■ Les premières secousses ont eu lieu le 23 octobre. Depuis, la terre continue de trembler dans la région de Chuetsu, située à 250 kilomètres au nord de Tokyo. Le 4 novembre, une nouvelle réplique a atteint la magnitude 5,2 sur l'échelle de Richter, imposant encore une immobilisation des trains à grande vitesse (Shinkansen) dans la région. Il s'agit de la cinquième réplique supérieure à la magnitude 5 de ces quinze derniers jours. Selon les sismologues, ces secousses pourraient se poursuivre jusqu'au début du mois de décembre. Malgré une importante mobilisation et des aides massives venues de tout le

pays, cette région montagneuse comptait, quinze jours après les premières secousses, 43 000 personnes vivant dans des camps de fortune et 2 300 foyers privés d'électricité. Le nombre de morts recensés s'élevait alors à 39. La moitié des victimes étaient des personnes âgées, qui n'ont pas résisté à la fatigue et au stress, souligne le *Nihon Keizai Shimbun*. Cependant, les principales routes reliant la zone sinistrée au reste du pays, en particulier Tokyo, ont été réparées au début du mois, ce qui facilite aussi bien les transports des aides que la reconstruction de la région.

PHILIPPINES

Lorsque la pilule n'est plus distribuée gratuitement

Alors que les Etats-Unis annoncent l'arrêt des subventions aux programmes de contrôle des naissances, le poids de la hiérarchie catholique, traditionnellement nataliste, se fait de plus en plus sentir. Un nouveau baby-boom semble inévitable.

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW
Hong Kong

Aux Philippines, les routes du district d'Alapang, dans la province septentrionale de Benguet, sont fleuries de parterres de roses et de chrysanthèmes jaunes. Mais la générosité de la nature pourrait bientôt y apparaître de façon plus évidente encore. En effet, d'ici à la fin de cette année, la clinique publique d'Alapang ne distribuera plus gratuitement les contraceptifs aux habitants – dont les employés sous-payés qui s'occupent de ces parterres de fleurs. Marilyn Aglano, sage-femme à Alapang, affirme que 50 % de ses patientes ne pourront pas se permettre d'acheter la pilule ni aucune autre méthode contraceptive moderne. Selon elle, même celles qui en ont les moyens pourraient ne pas en prendre l'initiative. *"Elles vont peut-être toutes tomber enceintes."*

Depuis toujours, les Philippines ont dû lutter contre une croissance démographique forte, due notamment à l'influence marquée de l'Eglise catholique dans l'archipel. Mais, aujourd'hui, la menace d'un baby-boom national est plus présente que jamais dans ce pays qui compte 84,2 millions d'habitants. En effet, la diminution de l'aide étrangère et les enjeux de politique intérieure envoient actuellement pour provoquer un manque potentiel de contraceptifs dans les campagnes. Pour de nombreux économistes, législateurs et partisans du contrôle des naissances aux Philippines, un éventuel pic des naissances compromettrait tout effort d'éradication de la pauvreté et d'amélioration de la situation économique du pays.

LA CONTRACEPTION REPOSE SUR LA GRATUITÉ

De fait, le pays se trouve aujourd'hui dans une situation critique, essentiellement à cause de la réduction progressive du programme de gratuité des contraceptifs mis en place de longue date par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) aux Philippines. Après trois décennies de distribution gratuite de pilules, préservatifs et contraceptifs injectables dans l'archipel – les deux tiers des utilisateurs se procurent encore leurs contraceptifs gratuitement dans les hôpitaux publics –, les responsables de l'USAID affirment qu'il est grand temps que le gouvernement philippin prenne en charge les frais pour ses citoyens les plus pauvres, tout en encourageant les plus aisés à acheter eux-mêmes ces produits. La réduction des aides de l'USAID a débuté à la mi-2003 et touchera l'ensemble du pays d'ici à 2008. Dans certaines provinces, comme celle de Benguet, médecins et



▲ Dessin de Santamarina paru dans El Mundo, Madrid.



■ Cessation d'activité

Le dernier numéro de la Far Eastern Economic Review aura été celui du 4 novembre 2004. Au bout de cinquante-huit ans, le dernier newsmagazine sur l'Asie ferme ses portes, a annoncé de manière abrupte Dow Jones, le groupe propriétaire du titre. Ce journal de référence avait accumulé plus de 48 millions de dollars de pertes au cours des six dernières années. Une nouvelle Review, cette fois mensuelle, proposera opinions, commentaires et analyses, a annoncé la direction. Elle sera éditée à Pékin.

sages-femmes auraient d'ores et déjà été informés par Manille que la gratuité des contraceptifs serait interrompue dès la fin 2004.

Pour justifiable qu'ait été la décision de l'organisation américaine, de nombreux observateurs estiment qu'elle ne pouvait tomber plus mal. En effet, depuis son arrivée au pouvoir, en 2001, la présidente Gloria Arroyo a toujours refusé d'engager des fonds publics dans le financement de moyens modernes de contrôle des naissances, et elle privilégie les méthodes contraceptives naturelles, encouragées par l'Eglise catholique mais à l'efficacité contestable.

Avec Gloria Arroyo désormais à la présidence pour six années supplémentaires, certains défenseurs du planning familial se tournent vers les autorités locales pour les convaincre de consacrer des fonds à l'achat de contraceptifs et à la promotion de la contraception. C'est là une tâche ardue et de longue haleine. *"Nous sommes face à un gouffre, c'est effrayant"*, déclare Terry Scott, directeur régional de DKT Philippines Inc., un groupe implanté à Manille, spécialisé dans la distribution de contraceptifs à bas prix.

Mais de nouveaux alliés font leur apparition. Depuis le mois de janvier, certaines antennes locales de la Chambre de commerce et d'industrie des Philippines organisent des débats sur les liens entre contrôle démographique et développement économique. De son côté, USAID affirme encourager les entreprises privées à promouvoir le planning familial auprès de leurs salariés et à œuvrer en faveur de l'élargissement du réseau de pharmacies vendant des contraceptifs. Mal-

heureusement, certaines régions des Philippines sont trop pauvres et trop isolées pour bénéficier de l'intervention du secteur privé. Ainsi, dans ce hameau de la province septentrionale d'Ifugao, si la sage-femme locale ne délivre plus les contraceptifs gratuitement, les femmes devront marcher deux heures jusqu'à la route principale avant de faire quinze minutes en taxi collectif pour rejoindre la pharmacie la plus proche. Déjà, raconte l'organisation communautaire Corazon Pindog, lorsque l'on avait diminué le salaire de la sage-femme, il y a deux ans, de nombreuses habitantes étaient rapidement tombées enceintes.

“LES FEMMES QUI PRENNENT LA PILULE VONT EN ENFER”

Les hommes politiques locaux vont-ils prendre le relais ? La plupart savent bien que des routes neuves ou un terrain de basket conduisent plus sûrement à la réélection que quelques poignées de pilules. Mais d'autres responsables ont bien vu l'afflux de population que cela provoquait dans les écoles et les hôpitaux. Les attitudes sont également très diverses au sein des clergés musulman et catholique. Au centre de l'archipel, sur certaines îles comme Cebu et Negros, des affiches récemment apparues affirment : *"Les femmes qui prennent la pilule vont en enfer"*. Néanmoins, dans certains cas, l'opposition religieuse au contrôle moderne des naissances peut choisir de se taire. *"Je ne veux pas me mêler de tout ça"*, explique Leonardo Legaspi, archevêque de Caceres, à Naga City, dans la région de Bicol, sur l'île de Luçon. *"Je connais la position de ma hiérarchie, mais je suis aussi conscient de la misère dans laquelle vivent mes fidèles."*

A Santa Maria 818, un bidonville de Manille, les enfants courent dans tous les sens au milieu des baraques. Plusieurs parents nous déclarent ne pas utiliser de contraceptifs. Une femme nous apprend que, de toute façon, il est impossible de se procurer la pilule à la clinique située à quelques pas de là. Une grande banderole verte, accrochée sur la façade du bâtiment, clame : *"Ensemble pour la vie"*.

Cette banderole rappelle à tous que le maire de Manille récemment réélu, Lito Atienza, est une figure du mouvement antiavortement. Les employés de la clinique ne sont pas même autorisés à conseiller à leurs patientes d'acheter elles-mêmes des pilules ou des préservatifs. Une affiche affirme d'ailleurs que les méthodes contraceptives naturelles sont *"efficaces à 98 %"*. Pourtant, le médecin de service ce jour-là déclare voir de plus en plus de grossesses non désirées.

Margot Cohen

INDONÉSIE

Un nouveau gouvernement qui déçoit déjà

Le nouveau chef de l'Etat, S. B. Yudhoyono, est tout désigné pour figurer sur le grand livre indonésien des records : après avoir été le premier président élu au suffrage direct, il a été le plus rapide, dès son élection confirmée [le 7 octobre], à former un gouvernement [le 20 octobre]. Ce gouvernement express, dénommé le "cabinet de l'Indonésie unie" (KIB), semble toutefois attirer sur lui bien des critiques. Sous cet acronyme, certains mettent déjà d'autres mots – par exemple, "cabinet de l'homme confus", dans la mesure où il a été composé dans la confusion et sous la pression de divers groupes. Certains considèrent même que le KIB a privilégié les intérêts des partis politiques au détriment de ceux du peuple. Les économistes déplorent le fait qu'aucun des responsables économiques du KIB ne se soit jamais, par le passé, positionné du côté du peuple. La réaction de la Bourse a été négative et le cours de la roupie a chuté. La déception a même gagné une partie du camp Yudhoyono. Ceux qui n'ont pas voté pour lui se sont aussitôt réjouis de voir son cabinet bricolé ruiner sa cote de popularité.

L'élection du président par les représentants des partis politiques dans l'arène de l'Assemblée revenait à acheter chat en poche. Mais l'élection au suffrage direct, sans qu'on connaisse préalablement la composition du futur cabinet, revient à acheter un chat dont la tête pointe hors du sac mais dont le corps reste caché à l'intérieur. L'acheteur potentiel peut caresser l'espoir que la partie dissimulée soit en bon état. Mais la seule manière sûre d'éviter une déception est d'examiner l'animal entier avant de l'acquérir. S'il n'en est pas satisfait, il peut en trouver un autre, en meilleure condition. La seule voie pour éviter une déception collective postélectorale est donc d'exiger qu'avant le scrutin, au cours de la campagne électorale, les candidats annoncent non seulement le nom de leur vice-président mais aussi la composition de leur futur cabinet, afin que le peuple puisse choisir en toute connaissance de cause avant de voter.

Certes, un tel système de planification risque de compliquer les efforts de ceux qui aspirent à la présidence. Mais, pour ceux qui désirent véritablement servir les intérêts des citoyens et du pays, les mots de sacrifice et de complication n'existent pas. On ne ferait pas seulement ainsi l'économie d'un vaste courant de déception. En présentant des informations honnêtes, complètes et en accord avec la conscience de chaque citoyen, on ferait aussi la preuve que le système électoral indonésien est véritablement démocratique et qu'il respecte le vote du peuple.

Jaya Suprana, Kompas, Jakarta



IRAK

Comment "rééduquer" les baasistes ?

Pour retrouver un emploi, les anciens membres du parti de Saddam Hussein doivent se soumettre à des séances de "débaasification". Beaucoup se rebiffent contre la "réécriture de l'Histoire" qu'on leur propose. Reportage.

THE GUARDIAN
Londres

Installé sous un tableau noir dans une salle du département des sports de l'université de Bagdad, Abdul Karim al-Khafaji parle vigoureusement d'un nouvel Irak, un pays édifié sur le pardon et la réconciliation. Dans les gradins, en face de lui, un public réticent : une centaine d'hommes et de femmes d'âge moyen, tous anciens membres du parti Baas, qui ont été chassés de leur travail après la chute du régime.

Ils en sont à la moitié d'un cours de "rééducation" d'un mois, mis sur pied pour les anciens responsables du parti par la Commission nationale suprême pour la débaasification. Une fois qu'ils auront assisté aux huit conférences et signé un acte de démission du parti, ils recevront une lettre de recommandation et certains pourront retrouver leur emploi. La plupart des personnes présentes à ce premier cours étaient jadis des enseignants ou des fonctionnaires du ministère de l'Education.

"Nous vous demandons de nous prêter main-forte", explique M. Khafaji à son auditoire. "Nous ne sommes pas ici pour nous battre avec vous ou vous supprimer vos ressources. Notre objectif, c'est de reconstruire l'Irak grâce à la coopération entre tous les Irakiens prêts à participer. Vous êtes compétents en matière d'éducation, nous ne pouvons pas simplement vous congédier." Plusieurs personnes dans l'assistance acquiescent, encouragées par ces paroles. Un autre responsable, Yassin Khudair, prend alors la parole pour faire un exposé sur ce qu'il appelle "la réécriture de l'Histoire".

LES BAASISTES AVAIENT ÉTÉ LICENCIÉS PAR MILLIERS

"Nous devons récrire l'Histoire correctement. Pas comme avant. Ce qui s'est passé sous le précédent régime est une falsification de l'Histoire. Ils ont marginalisé certains faits, il y a eu beaucoup d'erreurs."

Il parle des attaques contre les Kurdes, de la répression des chiites, de l'invasion du Koweït, de la guerre contre l'Iran et remonte même jusqu'au coup d'Etat de 1941, auquel le régime précédent attribuait la qualification positive de "révolution". A tort, affirme M. Khafaji, "c'était un coup d'Etat nazi". Ce point, en particulier, provoque la stupeur et la fureur de plusieurs membres de l'assistance.

Les faits sont légèrement plus complexes : le coup d'Etat de 1941, mené par le Premier ministre de l'époque, Rachid al-Gaylani, visait à renverser le régent Abdallah, soutenu par les Britanniques. M. Gaylani s'était effectivement rapproché des puissances de l'Axe. L'Allemagne et

► Dessin d'Andrzej Krauze paru dans The Guardian, Londres.



■ Infernal

Aux élections générales, prévues pour début 2005, "la religion exige de participer et les abstentionnistes iront en enfer, clame l'ayatollah chiite Ali as-Sistani. Au contraire, disent les dignitaires sunnites de Falloudjah, voter serait un péché et c'est celui qui participerait qui irait en enfer", rapporte le quotidien arabe Asharq al-Awsat. "Beaucoup de religieux irakiens n'ont pas trouvé d'autre moyen de convaincre leurs concitoyens que de leur promettre le paradis ou l'enfer selon leurs stratégies politiques du moment."

l'Italie envoyèrent des armes et des avions à Mossoul, dans le nord de l'Irak, mais le soutien des nazis aux auteurs du coup d'Etat s'arrêta là. En l'espace de deux mois, tout était terminé et l'armée britannique avait repris le pouvoir dans la capitale. Pour le gouvernement de Saddam Hussein, l'événement était un grand moment du nationalisme arabe, dans un Irak qui se libérait lentement du colonialisme et de la monarchie.

"C'est la première fois que j'entends dire que ces gens étaient des nazis", hurle un membre de l'assistance. "Mon père est mort en croyant que la révolution de 1941 avait été menée par les nationalistes. Ce n'est pas vrai ? — Je sais que vous n'êtes pas d'accord, mais si vous regardez dans les livres d'histoire, ou que vous allez en Europe, vous connaîtrez les faits", répond M. Khudair.

"Comment pouvez-vous qualifier le nationalisme de nazisme ? Comment pouvez-vous prouver ce que vous nous dites ?", lance un autre homme, Muthanna Ibrahim. "Vous accusez le précédent régime d'avoir récrit l'Histoire, mais vous faites la même chose. J'espère que vous n'allez pas trop vite en besogne. — Je per-

siste. Ces gens avaient des liens tangibles avec les nazis. Leur idéologie était une idéologie nazie. Les faits sont là."

Le débat se termine sans qu'un accord ait été trouvé. Mais, dans l'assistance, plusieurs personnes déclarent par la suite que leur confiance dans le parti Baas et dans l'idéologie nationaliste arabe sur laquelle il repose n'a pas faibli.

LA SÉANCE SE TERMINE SANS QU'UN ACCORD AIT ÉTÉ TROUVÉ

Le concept de "débaasification", traduction édulcorée du mot arabe *ijithath*, qui signifie "déraciner" et contient des connotations d'élimination, en effraie plus d'un. Même si le bain de sang que certains prédisaient n'a pas eu lieu, nombre de baasistes ont été assassinés depuis la chute du régime. La question du traitement à accorder au parti Baas a empoisonné les autorités d'occupation américaines et le gouvernement irakien qui les a remplacées. Peu après la fin de la guerre, on a annoncé une vaste politique de débaasification, qui devait chasser définitivement quelque 30 000 membres du parti de leurs

postes au sein du gouvernement et de l'armée.

Cette politique était l'un des piliers idéologiques de l'occupation. Elle était défendue par Ahmad Chalabi, l'exilé soutenu par le Pentagone. Mais en l'espace d'un an, alors que l'influence de M. Chalabi commençait à faiblir, Paul Bremer, le proconsul américain, décida que cette politique présentait de graves inconvénients et commença à faire des ouvertures à certains baasistes, en particulier aux enseignants et aux officiers supérieurs. Depuis le mois de juillet, le Premier ministre Iyad Allaoui, qui fut lui aussi membre du parti Baas, s'efforce de ramener les baasistes au gouvernement. Mais il faudra des années avant d'assister à une véritable réconciliation au sein de la société irakienne : la haine et la frustration couvent toujours.

A la fin de la guerre, M. Ibrahim a repris son travail de conseiller au ministère de l'Education dans l'est de Bagdad, mais il a été licencié dix jours après. Il dit qu'on ne lui a rien proposé depuis. Mohammad Hassan Hamid, 40 ans, est entré au parti Baas à l'âge de 12 ans. Après avoir gravi les échelons, il est devenu directeur d'école. Il a été licencié l'année dernière, à la rentrée de septembre. On lui a promis un poste d'enseignant dans une autre école s'il assiste à ce cours, mais il ne pourra plus jamais diriger un établissement scolaire.

"Nous avons été un Etat à parti unique pendant plus de trente-cinq ans. Naviguer à contre-courant, c'était risquer la mort, explique-t-il. J'ai cru au parti Baas. C'était fantastique : le socialisme, le développement, l'union qui fait la force. Aujourd'hui, je crains que le pardon soit impossible. Le problème ne vient pas de notre côté, mais du leur. Personne ne respecte nos droits." Rory McCarthy

COMMENTAIRE

L'état d'urgence sera contre-productif

■ Le Premier ministre vient d'instaurer l'état d'urgence. Si cela avait été fait après le renversement de Saddam Hussein, les Irakiens auraient pu croire que cela protégerait notre société du pourrissement et de la destruction. Mais, aujourd'hui, cela n'a plus aucun sens. Reconnaître aussi tardivement la faillite du pays ne sert plus à rien. La catastrophe a fondu sur l'Irak depuis que les nouveaux gouvernements dirigés par Garner puis par Bremer, celui du Conseil de gouvernement transitoire et toutes les autres institutions de transition ont passé leur temps à se tirer dans les pattes. Certains ont arrosé leur entourage de commissions et de dessous-de-table,

d'autres ont satisfait les exigences des Etats voisins. Ne sont restés à leur poste que les fonctionnaires de troisième ou de quatrième rang, qui ont servi de combustible au feu d'une grande opération militaire de liquidation et de revanche, travestie aux couleurs du patriotisme pour séduire les esprits simples. Il est maintenant trop tard... Des torrents de sang ont coulé, rivalisant en force avec le débit impétueux du Tigre et de l'Euphrate réunis... Que pourra donc y faire l'état d'urgence, sinon maintenir le cou des Irakiens sous le sabre de l'occupation pour être sacrifiés sans résistance. Dans l'état d'urgence, le ministre et le policier jouissent de pré-

rogatives aussi importantes que celles d'un Premier ministre. Ils feront donc comme bon leur semble, s'il n'est pas déclaré publiquement quelles sont les limites concrètes de cette loi. Sans cela, l'état d'urgence deviendra un nouvel ennemi, susceptible de donner des idées même à celui qui, auparavant, n'aurait jamais songé à se lancer dans la résistance armée. Cela ne ferait donc qu'augmenter le chaos que connaît l'Irak. Le gouvernement a besoin de se faire des amis parmi le peuple et voilà qu'au contraire il se crée lui-même des ennemis. Mais ce qui est construit sur le sable finit un jour par s'effondrer.

Fatih Abdel-Salam, Az Zaman, Bagdad



Côte-d'Ivoire La dérive nationaliste

■ Le 4 novembre, les raids de l'aviation ivoirienne ont tué neuf soldats français. Par mesure de représailles, Paris a détruit les avions ivoiriens. ■ Ce qui a entraîné de violentes émeutes antifrançaises. La presse africaine s'interroge sur l'avenir de Gbagbo, empêtré dans un nationalisme démagogique.

"En guerre avec la France"

Le journal du parti de Gbagbo accuse la France de soutenir militairement la rébellion. Et incite les Ivoiriens à la résistance.

NOTRE VOIE
Abidjan

La Côte-d'Ivoire vient d'être attaquée par l'armée française. Les traîtres. Tels des lâches, ils ont détruit nos avions bombardiers et nos hélicoptères au sol à Yamoussoukro [capitale administrative] et à Abidjan. Ils ont attaqué à l'arme lourde la Maison des hôtes, à Yamoussoukro, et tué plusieurs civils. Toujours à Yamoussoukro, ils ont tiré sur une foule de personnes aux mains nues en plein centre-ville. Au moment même où les rebelles avaient pratiquement capitulé à Bouna, Vavoua, Séguéla, Korhogo, Bouaké, les Français ont frappé par derrière. Tels des lâches.

À Abidjan, après avoir détruit nos bombardiers, les soldats français ont pris possession de l'aéroport international Félix-Houphouët-Boigny. Les gendarmes commandos ivoiriens ont abdicé facilement face aux armes lourdes des Français. En ces lieux, les soldats français n'ont pas hésité à tirer sur de très jeunes patriotes aux mains nues. Au moins cinq morts et plusieurs

blessés. Les militaires français, plus décidés que jamais à assassiner les Ivoiriens, n'ont pas hésité à prendre en otages les ponts Général-de-Gaulle et Houphouët-Boigny. Postés sur les immeubles alentour, ils ont mitraillé toute la nuit les patriotes se rendant à l'aéroport pour protester contre son occupation par les soldats français. On déplore sur ces ponts plusieurs blessés graves et même des morts. Certains jeunes marcheurs n'ont pas hésité à se jeter dans la lagune...

Pourquoi un tel acharnement des Français à tuer les Ivoiriens, dont l'armée ne cherchait qu'à libérer le pays, occupé par des assaillants depuis plus de deux ans ? La réponse est connue de tous. C'est la France qui a attaqué la Côte-d'Ivoire le 19 septembre 2002. Les rebelles ne sont que des pantins aux ordres de Chirac. D'ailleurs, le ministre de la Défense français, Michèle Alliot-Marie, l'a dit très clairement : "Le président Chirac a demandé aux soldats français de détruire tous les avions et hélicoptères de combat." Ce qu'elle a omis de dire, c'est que le président français a, par la même occasion,



▲ Le 7 novembre 2004, Yamoussoukro, capitale de la Côte-d'Ivoire. Des troupes "loyalistes" (fidèles au président Gbagbo) reviennent du front.

demandé à ses soldats de tirer en cas de mouvement de foule. La répression a été sanglante. Et les soldats de la cinquième puissance militaire mondiale n'ont pas hésité à tirer sur de très jeunes enfants aux mains nues qui ne faisaient que manifester leur colère face à cette trahison de la France, ce pays où l'on parle de démocratie et de droits de l'homme à longueur de journée. Ce pays qui ne peut boucler son budget sans les richesses de la Côte-d'Ivoire. Ce pays qui paupérise les populations

ivoiriennes et dont les ressortissants vivent dans une opulence insultante au bord de la lagune Ebrié.

Concussion, traîtrise, cupidité, ingratitude sont les maîtres mots qui, parmi tant d'autres, sièent bien à cette France chiraquienne. Cette France-là vient de trahir la Côte-d'Ivoire, d'assassiner des Ivoiriens aux mains nues et de tuer à tout jamais une amitié multiséculaire dont elle tire le maximum de profits. Cette France-là vient de remettre la Côte-d'Ivoire entre les mains des agresseurs qu'elle a commis pour détruire, violer, voler, assassiner. Oui, c'est certain, la débandade des rebelles a subitement pris fin. Grâce à Chirac. Il ne pouvait en être autrement. En effet, la Côte-d'Ivoire n'a plus d'aéroport, elle n'a pas non plus d'avions et d'hélicoptères de combat.

Cette France chiraquienne qui tue les enfants pour imposer sa loi à un pays indépendant depuis plus de quarante ans doit se dire que tout n'est pas fini. Il y a l'équation, la plus importante à notre sens, à laquelle Chirac, sûr de son fait, n'a pas pensé. Cette équation, c'est le peuple de Côte-d'Ivoire. Ce peuple qui aime son président et l'a élu démocratiquement à sa tête. La France va-t-elle tuer ces millions d'hommes, d'enfants et de femmes prêts à mourir pour celui qu'ils ont élu ? C'est cela l'équation fondamentale. Parce que ce peuple de Côte-d'Ivoire, solidaire de son président, engagé à fond pour éviter une recolonisation, ce peuple qui a marché toute une nuit pour défendre les valeurs auxquelles il croit, n'est pas prêt à céder devant la France et ses assassins.

Franck Dally

DIPLOMATIE

Paris victime de sa faiblesse face à Gbagbo

Pour la presse de Ouagadougou, proche des rebelles, la France a trop longtemps fait preuve d'une complaisance coupable à l'égard du régime xénophobe d'Abidjan.

De toute évidence, l'historien Laurent Gbagbo n'a toujours pas assimilé les leçons de l'Histoire, qui enseigne que l'issue d'une guerre est toujours incertaine. En préparant le lit à une inexorable guerre civile, le président ivoirien pourrait éventuellement espérer soumettre les populations du Nord à son diktat militaire. Un tel diktat peut-il venir à bout de la résistance de populations traumatisées par tant de massacres ? Les rancœurs sont tenaces. Même si les Forces nouvelles [les ex-rebelles, qui contrôlent le Nord] semblent aujourd'hui affaiblies par leurs divergences, il n'est pas certain que Gbagbo soit à même de rallier les populations à sa cause, surtout quand celle-ci a montré au grand jour qu'elle

tire sa légitimité de l'exclusion, de l'intolérance et de dérives génocidaires. En plus, dans une situation de ce genre, aucun des belligérants n'a intérêt à étaler au grand jour ses capacités opérationnelles, logistiques, humaines et financières, ni les éventuels soutiens extérieurs dont il bénéficie. Sur ce point, on peut penser que le rapport de forces actuel est défavorable aux Forces nouvelles. Il serait cependant naïf de croire que les hommes de Guillaume Soro [dirigeant des Forces nouvelles], de leur côté, n'aient pas mis à profit la situation de "ni guerre ni paix" pour se préparer. Aujourd'hui, en tout cas, à la lumière des derniers développements de cette crise, personne n'est dupe au point de ne pas s'apercevoir que les appels à la retenue de la France et de l'ONU, ne sont que du vernis destiné à masquer leur incapacité ou leur mauvaise foi. Cependant, la France vient de réagir en ripostant aux attaques aériennes de l'aviation ivoi-

rienne, qui ont fait officiellement neuf morts dans les rangs des forces de l'opération Licorne. En clouant au sol les appareils de Laurent Gbagbo, la France enlève apparemment à ce dernier toute velléité de poursuivre son rêve de règlement militaire de la crise. N'empêche qu'il a fallu que Gbagbo s'en prenne aux symboles de la présence française en Côte-d'Ivoire pour que Paris sorte de son attitude ambiguë et déconcertante, alors qu'il aurait dû réagir depuis longtemps aux différents crimes dont ont été victimes les autres nationalités, qui méritaient également que leur vie soit épargnée. En tout cas, la France aurait tort de croire qu'on pourrait régler le conflit ivoirien par une politique sélective. Avec d'un côté, ceux qui (les non-Français) doivent être écrasés par le rouleau compresseur de Gbagbo et de l'autre les citoyens français assurés de la protection du parapluie militaire français.

Le Pays, Ouagadougou



Pour qui sonne le glas

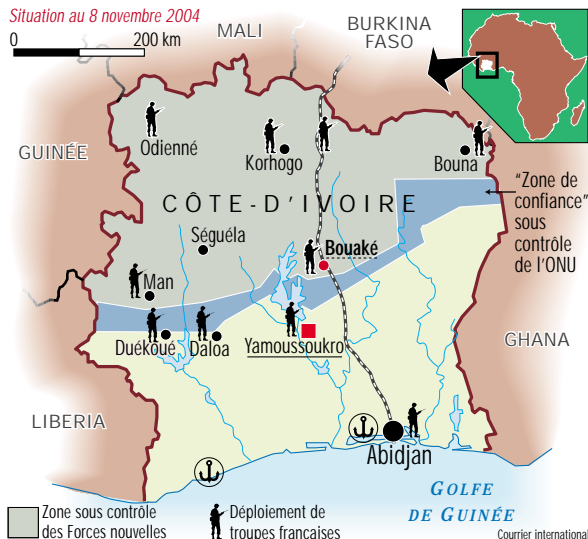
Selon le quotidien *Le Bénin aujourd'hui*, la nouvelle dégradation des relations entre les autorités d'Abidjan et la France pourrait se révéler fatale au président ivoirien.

LE BÉNIN AUJOURD'HUI
Cotonou

Les attaques aériennes des Forces armées nationales de Côte-d'Ivoire (FANCI) contre les Forces nouvelles (FN) au début du mois de novembre ont sans doute marqué un nouveau tournant dans la crise sociopolitique qui secoue le pays depuis deux ans. Une situation lourde de conséquences, qui mettent dorénavant le régime Gbagbo en mauvaise posture vis-à-vis de la communauté internationale.

A l'issue de la rencontre dite "de la dernière chance", à Accra [le 30 juillet dernier], entre les protagonistes de la crise ivoirienne, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les représentants de la communauté internationale, ce qu'il est désormais convenu d'appeler les accords d'Accra III avait établi un modus vivendi entre les parties en conflit. Le gouvernement du président Laurent Gbagbo devait entreprendre une série de réformes sociopolitiques notamment sur les questions très controversées de la nationalité, de l'éligibilité et du foncier, tandis que les Forces nouvelles étaient contraintes au programme DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion) de leurs troupes à compter du 15 octobre 2004.

Mais, à cette échéance, les Forces nouvelles n'ont pas cru devoir se soumettre au fameux programme DDR, au motif que les réformes sociopolitiques qui incombent au gouvernement



sont encore en souffrance. Du coup, le pouvoir a détérioré la hache de guerre en prenant l'initiative de bombardier au moyen d'avions de combat la zone que les Forces nouvelles occupent depuis la partition de fait du pays en deux. Au grand dam de la communauté internationale, qui a vivement condamné cette violation du cessez-le-feu dès les premières attaques.

La France, qui a présidé à la rencontre ayant consacré les accords de Linas-Marcoussis [signés en janvier 2003 à Paris par les autorités ivoiriennes et les rebelles, et qui prévoyait notamment un partage du pouvoir, un désarmement de la rébellion et une réforme du Code de la nationalité] comme la pierre angulaire du règlement du conflit ivoirien, et l'ONU à sa suite ne pouvaient que se

Renforts

La France a déployé des renforts à Abidjan pour protéger ses ressortissants. Près de 15 000 Français vivent en Côte-d'Ivoire. D'autre part, Paris a décidé d'envoyer 600 hommes en Côte-d'Ivoire pour renforcer les effectifs déjà présents dans le cadre de l'opération Licorne. Près de 4 500 soldats français sont déjà déployés dans cette ex-colonie.

féliciter que le statu quo perdure. Qui plus est, Pascal Affi Nguessan, le président du Front populaire ivoirien [FPI, le parti au pouvoir], a réclamé à cor et à cris la démission de Seydou Diarra, le Premier ministre du gouvernement de réconciliation. D'autre part, le chef d'état-major des FANCI, le général Mathias Doué, multiplie les déclarations sur le thème : "demain la Côte-d'Ivoire sera une et indivisible". [Depuis septembre 2002, le nord de la Côte-d'Ivoire est sous le contrôle des Forces nouvelles, qui ont fait de Bouaké, la deuxième ville du pays, leur capitale administrative.] Elles traduisent la détermination des partisans du gouvernement à privilégier l'option militaire au détriment d'une solution politique à la crise ivoirienne.

Les bombardements du 6 novembre 2004 effectués par les avions des FANCI sur les positions tenues par des éléments des troupes françaises de l'opération Licorne ont manifestement contrarié le cours des événements. Et pour cause : neuf militaires français ont été tués à cette occasion et plusieurs autres blessés. Une erreur commise par inadvertance, selon une version ivoirienne, ce que rejette catégoriquement le gouvernement français, qui les a qualifiés d'action délibérée. En représailles, les forces françaises de l'opération Licorne ont détruit au sol les avions et les hélicoptères de combat des FANCI, sur instruction personnelle du président Jacques Chirac.

Il n'en fallait pas plus pour déclencher de gigantesques manifestations antifrancophones à Abidjan et ailleurs dans la zone sous contrôle gouvernemental.

Et les manifestants survoltés, qui ne se sont pas fait prier pour vandaliser les intérêts français, de réclamer également le départ des troupes françaises de la Côte-d'Ivoire, basées à Port-Bouët et à Abidjan.

Cette nouvelle dégradation des relations entre Paris et Abidjan a conduit les autorités françaises à mettre en garde Gbagbo sur sa responsabilité dans le cours des événements. Pour parer au plus pressé, elles ont par ailleurs dépêché des renforts militaires sur place à Abidjan. Même si le calme est revenu à l'appel du président Gbagbo dans un discours radiotélévisé.

En attendant de nouvelles résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de renforcer le mandat des forces onusiennes et d'imposer des sanctions aux parties en conflit, l'Union africaine (UA) et la CEDEAO ont décidé de prendre de nouvelles initiatives pour débloquer le processus de paix.

Si, à l'heure actuelle, il est difficile de préjuger de l'issue de la situation en Côte-d'Ivoire, force est de constater que le régime Gbagbo est dorénavant affaibli à la fois militairement et diplomatiquement. Et cela malgré l'intervention militaire de la France face aux velléités de reprise des combats des FANCI contre les Forces nouvelles. Une intervention qui – par anticipation d'un durcissement du mandat des forces onusiennes – relève tout de même du maintien de l'ordre dans une colonie aspirant à sa souveraineté ou de méthodes dignes d'une force d'occupation. **Marcus Boni Teiga**

PORTRAIT

Du socialisme au nationalisme

Longtemps soutenu par les socialistes français, Laurent Gbagbo perd leur soutien en sombrant dans un nationalisme outrancier.

Il a déclaré la guerre à la France. Le président ivoirien entretenait des rapports étroits avec l'ancienne puissance coloniale. Aujourd'hui, il arrache les restes du cordon ombilical. Sa dérive nationaliste l'a conduit à meurtrir l'Hexagone : neuf soldats français ont péri sous les bombes du gouvernement. La France tient Gbagbo pour responsable et riposte. Elle l'avait pourtant accueilli plusieurs années, jeune exilé qu'il était ; et le PS lui avait offert son soutien. Mais l'évolution du chef ivoirien, du socialisme au nationalisme, a rendu les liens tendus avec la France.

Gbagbo part de rien. D'un milieu modeste et d'une minorité ethnique. Après le bac, sa licence d'histoire le mène à l'enseignement et à... la prison : ses cours sont jugés subversifs. La politique le fait vibrer. Dès les années 1970, il s'oppose à l'autoritarisme du président Houphouët-Boigny. Puis, agitateur dans les années 1980, il doit s'exiler en Fran-

ce. C'est là que se forge l'homme de pouvoir. Hébergé par Guy Labertit – qui deviendra le "Monsieur Afrique" du PS –, il entre dans la famille socialiste. Alors, quand, en 1990, Houphouët-Boigny ouvre les élections au multipartisme, Laurent Gbagbo, décide de défier le père de la nation. Le challenger obtient 18 % des voix et incarne désormais l'opposition.

Ivoirité, préférence nationale et encouragement à la xénophobie : Gbagbo dérive. Lorsque la nation ivoirienne pleure le père de l'indépendance, trois hommes entrent dans la course à la succession : le dauphin, Henri Konan Bédié ; son challenger, Alassane Ouattara, ex-Premier ministre ; et Gbagbo, dont le parti appartient à l'Internationale socialiste. Bédié promeut le principe d'ivoirité (être ivoirien de

souche). Il tente ainsi d'évincer Ouattara, autrefois titulaire d'un passeport burkinabé. Laurent Gbagbo finit par adhérer implicitement au concept nationaliste. En France, le PS est



▲ Dessin de Glez paru dans le Journal du jeudi, Ouagadougou.

embêté. Mais sans plus. Car, à l'époque, le dossier africain est entre les mains de Labertit, l'ami de Gbagbo. Puis, c'est le coup d'Etat. Le général Robert Gueï, soutenu par le peuple d'Abidjan, prend le pouvoir en décembre 1999. Gueï est contraint d'organiser une présidentielle : il prend soin d'invalider les candidatures de Bédié et Ouattara. Exclue pour problème de nationalité. Reste Laurent Gbagbo, qui évince le général et devient président.

Le nouveau chef de la Côte-d'Ivoire compte affranchir son pays de la France : à l'abri de la concurrence étrangère, elle représente un tiers des investissements étrangers et 30 %

du PIB. Mais deux ans plus tard survient la rébellion. La France lance alors l'opération Licorne et déploie 4 500 hommes sur la ligne de front pour stabiliser le pays. L'Hexagone est pris entre deux feux : il ne donne pas à Gbagbo les moyens de neutraliser la rébellion, mais doit compter avec ses 20 000 ressortissants. Début 2003, une médiation franco-africaine aboutit aux accords de Marcoussis : les rebelles entrent au gouvernement et Gbagbo reste président. Pour conserver son pouvoir, il renforce le nationalisme. Le climat de haine et de xénophobie entraîne l'assassinat du journaliste français Jean Hélène en octobre 2003. Depuis, le tiraillement au PS s'est amplifié entre pro- et anti-Gbagbo : un autre homme a été chargé du dossier ivoirien, et le rapport de mission qu'il a rédigé en mars 2003 égratigne le président.

C'est l'heure de la rupture avec la France. Gbagbo est allé trop loin. Sa poigne nationaliste, en vue de la présidentielle de 2005, lui a dicté l'irréparable.

Charline Vanhoenacker, *Le Soir*, Bruxelles

BOTSWANA

Les Bochimans plaident leur cause à Washington

Expulsés de leurs terres, où se trouvent d'importants gisements de diamants, les Bochimans contre-attaquent auprès de la Banque mondiale. Et cela embarrasse autant le gouvernement botswanais que le groupe De Beers.

BUSINESS DAY
Johannesburg

Le projet minier de BHP Billiton dans le désert du Kalahari pourrait bien être tombé sur un os – ou plutôt sur une paire de cornes d'antilope de 10 cm de haut. Roy Sesana, le chef de l'association First People of the Kalahari (qui milite pour les droits des Bochimans), arborait en effet cette parure traditionnelle lors d'une réunion à Washington au siège de la Société financière internationale (IFI), qui dépend de la Banque mondiale.

Il était venu demander des comptes au sujet d'un projet minier de la multinationale BHP Billiton, financé par l'IFI, et qui serait à l'origine de l'expropriation des terres ancestrales des Bochimans. Ces derniers comptent désormais sur BHP Billiton pour les récupérer.

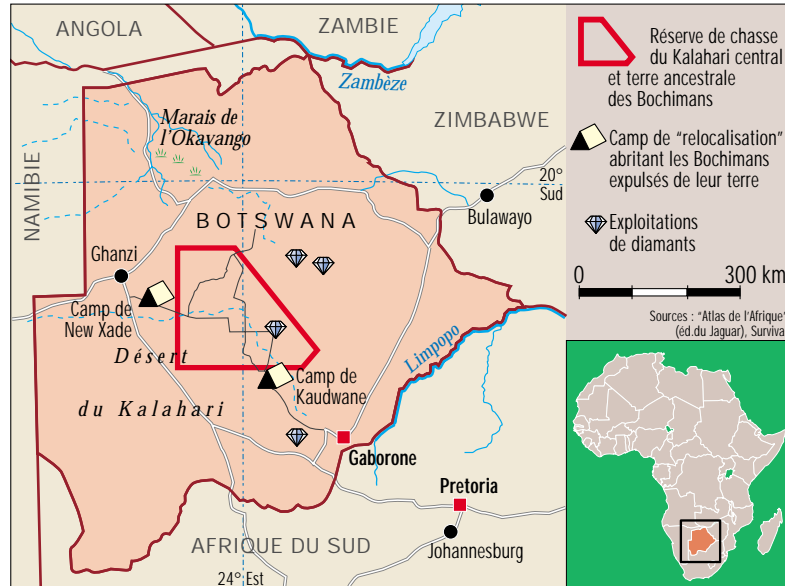
Au début de 2002, le gouvernement du Botswana a expulsé les Bochimans de la réserve du Kalahari central. D'après Sesana, des fonctionnaires de la région auraient dit qu'il s'agissait d'une situation provisoire, le temps de procéder à la prospection diamantifère. Or, peu après leur départ forcé, le gouvernement du Botswana divisait une grande partie de la région en concessions minières.

“NOTRE CULTURE EST EN TRAIN DE S'ÉTEINDRE À PETIT FEU”

Le mois suivant, une filiale de BHP Billiton, Kalahari Diamonds, recevait 2 millions de dollars de subventions de l'IFI pour procéder à la prospection dans la réserve. Le gouvernement botswanais et Kalahari Diamonds nient cependant toute relation entre les déplacements de population et ces opérations sur le terrain. “Nous pouvons prouver qu'il n'y a aucun lien entre les deux”, affirme le PDG de Kalahari Diamonds, John Bristow, qui souligne que les déplacements de population ont eu lieu et ont été achevés bien avant l'attribution de concessions minières.

Sesana n'est pas le seul à trouver cette coïncidence étrange. L'ONG américaine Bank Information Centre, un organisme de surveillance de la Banque mondiale, se demande si ces subventions sont conformes à la législation bancaire concernant les peuples indigènes. “Nous pensons que cette offre ne répond pas aux attentes en matière d'environnement et de questions sociales”, ont-ils écrit à l'IFI l'année dernière, soulignant que les Bochimans et leur combat n'étaient même pas mentionnés dans son rapport d'activité.

Les Bochimans comptent parmi les peuples les plus anciens au monde, et leur réserve a été créée en 1961, afin de subvenir à leurs besoins. Selon Sesana, son peuple n'a rien contre l'extraction du minerai de diamant tant que les Bochimans



■ **Election**
Festus Mogae a été réélu le 1^{er} novembre président du Botswana. Ancien gouverneur de la Banque centrale de son pays, il est au pouvoir depuis 1998. Le Botswana est l'une des démocraties les plus stables du continent noir.

moitié des revenus du gouvernement, pourrait ne pas atteindre son objectif de production de 30 millions de carats.

La cause des Bochimans a bénéficié d'une médiatisation inespérée au début de l'été, quand le top model Iman Bowie a renoncé à incarner l'image de De Beers par solidarité avec les Bochimans. Début octobre, Sesana et d'autres Bochimans ont été invités à un gala de charité à Hollywood destiné à récolter des fonds pour financer leur action en justice.

Un recours devant la Haute Cour du Botswana devrait avoir lieu en novembre. Le plus tôt sera le mieux car la vie dans les camps où ont été relégués les Bochimans est un enfer. “Il n'y a ni travail ni nourriture, seulement le sida et l'alcoolisme”, déplore Sesana. Notre culture est en train de s'éteindre à petit feu.”

peuvent retourner sur la terre de leurs ancêtres. “Nous voulons simplement pouvoir rester sur nos terres et avoir notre mot à dire en cas d'exploitation des gisements de diamant.” Il a demandé à l'IFI et à Kalahari Diamonds de faire pression sur le gouvernement botswanais afin de leur permettre de retourner sur leurs terres. L'IFI compte pour sa part procéder à une analyse interne afin de déterminer si le projet est conforme à la législation internationale.

Le groupe BHP Billiton est un habitué des controverses. Il a fait l'objet pendant des années de nombreuses enquêtes sur les dégâts causés à l'environnement en aval de la mine d'Ok Tedi, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cette multinationale préfère attirer l'attention sur sa mine Ekati dans le Territoire du Nord-Ouest du Canada, qui est présentée comme un partenariat modèle avec les peuples indigènes. Selon Bristow, Kalahari Diamonds est tout à fait prêt à travailler avec les autochtones du Kalahari. “Nous ne voyons pas l'intérêt de déplacer ces gens, puisque nous allons avoir besoin de main-d'œuvre. Si par malheur nous trouvons un gisement dans le champ de maïs de quelqu'un, nous envisagerons avec lui la meilleure solution pour le dédommager”, dit-il.

Les relations entretenues par le gouvernement du Botswana avec l'industrie minière n'arrangent pas la situation. Le géant du diamant De Beers reverse à l'Etat botswanais la moitié des profits réalisés dans le pays. Et il n'est pas rare que les directeurs de la filiale de De Beers, Debswana, occupent des postes importants au sein du gouvernement.

Le moment n'aurait pas pu être plus mal choisi pour le pouvoir botswanais : les salariés de Debswana viennent en effet d'achever la plus longue grève de l'histoire du pays. D'après de hauts responsables de l'industrie, Debswana, qui fournit la



◀ Yasser Arafat dans son QG, la Mouqataa, à Ramallah, où il était assiégé par l'armée israélienne depuis 2001.

Arafat

L'ICÔNE BRISÉE

■ Haï par les uns, adulé par les autres, Yasser Arafat laissera en Palestine un vide béant. En outre, sa disparition ôte au pouvoir israélien un prétexte commode pour refuser de négocier. ■ Comment les Palestiniens, qui sont très divisés, vont-ils gérer l'après-Arafat ? Un homme fort pourra-t-il s'imposer et rétablir un semblant de sécurité dans les Territoires ? Derrière l'icône, le chaos.



Pourquoi il fut l'ombre encombrante

Bouc émissaire ou incarnation de la mauvaise conscience... Depuis des décennies, Arafat a servi de miroir à la société israélienne, explique l'éditorialiste Meron Benvenisti.

HA'ARETZ
Tel-Aviv

La rapidité avec laquelle experts et commentateurs ont prédit le décès de Yasser Arafat ne traduit absolument pas un sentiment de jubilation. Au contraire, cela révèle la peur de ce qu'un avenir sans lui pourrait bien nous réserver. Quant à ceux qui n'avaient jusqu'ici jamais hésité à faire publiquement part de leur intention de recourir à une "liquidation ciblée", ils se sont tout à coup répandus en déclarations en faveur d'une assistance médicale. Peut-être ces gesticulations avaient-elles pour but de ne pas fournir le moindre prétexte à une condamnation d'Israël. Peut-être étaient-elles également une façon

de marquer notre respect envers un ennemi qui sent ses forces l'abandonner.

Le fait que nous soyons tout à coup obsédés par les conséquences de son décès et par le misérable "héritage" qu'il laisse derrière lui (une vague Autorité sur un peuple persécuté et amoindri) indique quel était le véritable statut du prisonnier de la Mouqataa. Ceux qui s'efforçaient naguère de convaincre le monde entier de l'inopportunité de traiter avec Arafat et d'humilier le chef du peuple palestinien sont les mêmes qui, aujourd'hui, reconnaissent la

▼ Dessin de Habib Haddad paru dans Al Hayat, Londres.



stature historique d'une personnalité qui, un demi-siècle durant, aura incarné les désirs de tout un peuple.

Arafat était notre ombre. De la révolte arabe de 1936 à l'Intifada d'Al Aqsa, chaque étape de sa vie était le miroir inversé de notre propre vie. Sans lui et sans la génération qu'il incarnait, notre propre histoire, nos propres victimes et nos propres victoires n'auraient pas eu de sens. Ignorer cela et mépriser notre adversaire, c'est sous-estimer notre victoire. Chaque fois que nous faisons un pas, nous sommes suivis par notre ombre, le peuple palestinien. Nous avons beau frapper sur cette ombre à coups de bâton, elle ne nous lâchera jamais.

Que ferons-nous quand le soleil se lèvera et que nous découvrirons que l'ombre de cet "animal à deux pattes" [en 1982, Menahem Begin avait traité les Palestiniens d'animaux à deux pattes] a disparu ? A qui confierons-nous le rôle du méchant ? Pas facile de reprendre un rôle si parfaitement joué par Arafat. Celui qui avait le mieux compris cela était l'ancien Premier ministre Ehoud Barak, l'inventeur du mythe d'Arafat "le réfractaire de Camp David". Arafat, c'était, disait-il, l'homme à qui nous avions offert la lune, qui l'avait refusée et qui avait préféré



Geneviève Chauvel/Sygnar/Corbis

d'Israël

▲ Le chef de l'OLP à la grande époque de la lutte armée, en 1970, en compagnie de fedayins du Fatah, son parti politique.

déclencher une vague de terreur pour obtenir dans le sang ce qu'il n'avait pu obtenir par la négociation. Qui n'a pas cru à ce mythe ? Comment aurions-nous pu autrement affronter la réalité violente, la répression impitoyable et nos problèmes de conscience ? Il nous fallait un bouc émissaire pour laver nos consciences. Et maintenant qu'il est épuisé d'avoir si longtemps et si bien joué le rôle du démon et que nous le découvrons enfin mortel, il va nous falloir lui trouver un successeur qui ne soit pas un partenaire, mais le bouc émissaire qui puisse nous laver de nos péchés, de nos frustrations et de notre haine.

Ce n'est pas la première fois qu'Arafat soulage notre conscience. L'impasse dans laquelle Arafat (et le peuple palestinien avec lui) était enfermé l'avait forcé, à la veille des accords d'Oslo, à renoncer à l'arme la plus redoutable dont il disposait en reconnaissant explicitement la légitimité de l'entité sioniste. Les Palestiniens étaient certes un peuple occupé et vaincu, mais seules les victimes de l'entreprise sioniste pouvaient nous garantir cette légitimité. Soutenu par les militants de la première Intifada et contre le vœu de beaucoup d'autres Palestiniens, Arafat avait finalement décidé de

reconnaître Israël en échange de la reconnaissance de l'OLP. Cette reconnaissance avait soulagé les cercles de la gauche israélienne, dès lors qu'elle les débarrassait de leur sentiment de culpabilité, dû au fait que l'utopie sioniste était intrinsèquement liée à l'anéantissement du peuple palestinien. En reconnaissant Israël, Arafat libérait la gauche israélienne de son dilemme moral. Mais peu de jours s'écoulèrent avant que le geste historique de Yasser Arafat (accompli en concertation avec Yitzhak Rabin) ne soit oublié.

ET NOTRE PARTENAIRE DE NÉGOCIATION DEVINT UN PRISONNIER HUMILIÉ

La persistance de notre dilemme moral exigeait de renouer avec la définition d'Arafat comme terroriste et de l'OLP comme une organisation terroriste. Notre désir de reconnaissance laissa bientôt la place au mantra du "Il n'y a personne avec qui parler", et notre partenaire de négociation devint un prisonnier humilié. En 1993, rares étaient ceux qui comprenaient que le certificat de légitimité de l'entité sioniste décerné par l'OLP n'était pas un acte irréversible et que notre renoncement à la "reconnaissance mutuelle" ne pouvait que nuire à Israël, lequel n'a jamais autant douté de la légitimité de ses actes qu'aujourd'hui.

Le destin d'Arafat était d'être un symbole dans sa vie comme dans sa mort. Le Premier ministre Ariel Sharon ne pouvait pas ne pas le comprendre en déclarant que, lui vivant, Arafat ne serait jamais enterré à Jérusalem. Dans son empressement à humilier un Arafat terrassé par la maladie, Sharon a offert un symbole clair de la destinée que le dirigeant palestinien partageait avec tant de Palestiniens : l'absence de patrie et l'absence de cimetière où reposer au côté de ses ancêtres. Aurions-nous fait montre de civilisation si nous avons manifesté de l'empathie et de la compréhension envers notre ombre, ce dirigeant vaincu, par-delà ses succès, ses faiblesses et ses échecs ?

Meron Benvenisti

OPTIMISME

"Nous serons la deuxième démocratie du Proche-Orient"

■ Yasser Arafat aura été le dernier des leaders à incarner un certain nationalisme arabe. Après lui, un siècle de leadership panarabe sera clos. Toutefois, il ne sera pas le dernier à diriger les Palestiniens. Le peuple palestinien pourra alors démontrer qu'il suit un modèle différent des autres peuples arabes et édifier un Etat différent des autres Etats arabes. Nous, Palestiniens, ne pourrions pas changer le monde arabe. En revanche, nous réussirons à changer Israël.

Les premiers Israéliens, par exemple le Premier ministre Golda Meir, s'acharnaient à nier l'existence du peuple palestinien et prétendaient que les Palestiniens étaient des Arabes comme les autres, et qu'à partir de là le monde arabe n'avait pas besoin d'un Etat arabe en plus pour eux. Aujourd'hui, quelques années après les accords d'Oslo, l'Etat palestinien est en train de devenir une nécessité incontournable pour Israël : il deviendra le reflet d'Israël aux yeux du monde et aux yeux de lui-même, lui pour qui l'enjeu consiste à être à la fois un Etat réellement démocratique et pleinement juif.

Peu d'années après le déclenchement de l'Intifada, les Israéliens découvriront que la "culture du terrorisme" qu'ils attribuaient aux Palestiniens est concurrencée par une culture politique naissante qui permettra au peuple palestinien d'édifier la première démocratie arabe et la deuxième démocratie du Proche-Orient. On entendra les Israéliens parler de "sionisme palestinien" et comparer les *yishuv* [les premières communautés sionistes installées en Palestine], préfigurant l'Etat d'Israël, à l'"autonomie des Territoires", qui est un avant-gout de l'Etat de Palestine. De même, ils mesureront la stature politique du leader Yasser Arafat à l'aune de la stature du fondateur d'Israël, Ben Gourion. Ils verront les étapes menant à la déclaration d'indépendance de la Palestine, en 1988, comme le reflet de leur propre histoire, qui avait abouti à la déclaration de la création de l'Etat d'Israël en 1948. Puis ils compareront le chaos actuel des factions palestiniennes avec celui des organisations sionistes avant la fondation d'Israël. Bref, après avoir appliqué la norme, le modèle et la mesure arabes pour comprendre le peuple palestinien, les Israéliens appliquent aujourd'hui la norme, le modèle et la mesure israélienne pour lire notre histoire.

Le mouvement sioniste saura-t-il renoncer à son slogan "le Jourdain a deux rives ; les deux sont à nous" pour adopter celui du "partage de la partie occidentale d'Israël" ? Ce serait l'équivalent de l'abandon par les Palestiniens du slogan "toute la Palestine doit être libérée". Israël se rendrait compte alors que le peuple palestinien n'est pas seulement un peuple arabe parmi d'autres et que l'Etat palestinien n'est pas juste une dictature arabe de plus. Les Israéliens essaieront quand même de présenter l'Etat palestinien comme le butin d'Arafat, le peuple palestinien comme un troupeau et l'Autorité comme un héritage. Or Arafat est certes un leader exceptionnel, mais c'est son peuple qui est la norme pour mesurer l'exceptionnel de manière ordinaire et l'ordinaire de manière exceptionnelle.

Hassan al-Batal, Al Ayyam, Ramallah

BILLET

Seule la biologie nous pousse à réformer

■ Tout le monde parle de réforme politique dans notre monde arabe. Doit-elle venir de l'extérieur ou de l'intérieur ? Il est d'une clarté éblouissante qu'elle viendra de l'extérieur : du Seigneur, des armées occidentales ou... du bon vouloir de la biologie. En effet, qu'est-ce qui fait que les Palestiniens parlent aujourd'hui de changements politiques et de réformes ? Ce n'est ni l'occupation israélienne, ni l'humiliation, ni l'autoritarisme de leur Autorité, ni la corruption, mais la biologie. C'est depuis que le corps de Yasser Arafat se défait et ne peut plus poursuivre le combat que le débat est vraiment lancé, c'est-à-dire depuis un événement sur lequel ils n'ont pas de prise. Cela nous amène à nous interroger sur le cas de Mohamed Dahlan, candidat pressenti pour succéder à Arafat. Beaucoup font valoir qu'il est plus jeune que les autres candidats possibles que sont Ahmed Qoreï et Mahmoud Abbas. Certes, Dahlan peut se prévaloir d'autres qualités que son âge, mais, justement, parlons de son âge ou, plus précisément, du facteur biologique dans tout cela : il est né en 1961 ! Autrement dit, s'il devait succéder à Arafat, nous en aurions pour trente ans avec lui. C'est pour cela que notre préférence va aux septuagénaires, qui nous assureront un rythme de réformes plus rapide.

Mamoun Fendi, Asharq al-Awsat, Londres



Autant de divisions, autant de prétendants

Vieille garde et jeunes loups, Gaza et Cisjordanie, modérés et extrémistes... Quel président pourra surmonter autant de fractures ?

THE WASHINGTON POST
Washington

La mort de Yasser Arafat va exacerber les profondes failles politiques, géographiques et idéologiques qui divisent la société palestinienne. Les divisions se durcissent entre les diverses factions : la vieille garde d'Arafat et la nouvelle génération de réformistes qui attendent depuis des années d'exercer le pouvoir ; les chefs locaux de Cisjordanie et de la bande de Gaza ; les leaders islamistes et nationalistes ; la diaspora palestinienne et les habitants des Territoires.

Par son charisme et des décennies de pouvoir, Arafat, 75 ans, avait imposé un contrôle autoritaire sur la plupart de ces divisions. "Les règles du jeu seront différentes pour le prochain leader", explique Ziad Abou Amr, un législateur réformiste de la ville de Gaza. "Personne ne pourra faire comme faisait Arafat. Le nouveau leader devra apprendre à partager le pouvoir" entre les exilés et les locaux, entre la vieille garde et la nouvelle génération, entre les groupes islamistes et les militants nationalistes laïcs. Le Mouvement de la résistance islamique, le Hamas, suggère la constitution d'un gouvernement de coalition incluant les principales factions, dont les groupes islamiques. Dans le même temps, les autres groupes ont prévenu qu'ils s'opposeraient à tout dirigeant qui tenterait de mettre fin à l'Intifada armée.



MAHMOUD ABBAS
Numéro deux de l'OLP, ancien et éphémère Premier ministre.

En décidant la semaine dernière d'accepter le Premier ministre Ahmed Qoreï et son prédécesseur Mahmoud Abbas aux fonctions qu'Arafat a occupées pendant longtemps, les leaders palestiniens ont créé une apparence de continuité et de stabilité. Mais il s'agit d'une solution à court terme qui risque de faire long feu en l'absence d'élections. "Il est indispensable d'organiser au bon moment des élections crédibles", commente Mouin Rabbani, un expert du Moyen-Orient pour l'International Crisis Group, qui s'est rendu à Ramallah vendredi. "Arafat n'en a pas eu besoin pour devenir un leader légitime : son rôle historique unique lui donnait une autre source de légitimité. Celui qui le remplacera devra en revanche avoir clairement le mandat du peuple."

L'Autorité palestinienne est financièrement aux abois, politiquement divisée, corrompue jusqu'à la moelle et parfaitement incapable d'assurer la sécurité de sa propre population (voir p. 44). Même avant la récente maladie d'Arafat, les hauts responsables palestiniens relevaient que le gouvernement se trouvait au bord de l'effondrement et n'était pas en mesure de contenir la montée de la violence interne, ni le chaos qui règne dans la bande de Gaza et dans certaines villes de Cisjordanie. Les factions et les inté-

■ Merci, Paris

"Malgré leur tristesse, les Palestiniens ont de la gratitude envers la France", s'exclame Al Ayyam, de Ramallah. "Gratitude envers la France pour avoir hospitalisé Arafat, envers Jacques Chirac pour avoir effectué la première visite officielle d'un président européen à l'Autorité palestinienne, gratitude envers François Mitterrand, pour avoir reçu Arafat comme un chef d'Etat lorsqu'il n'était encore que chef de l'OLP."



■ Hommage

"Ses amis et ses ennemis savent que Yasser Arafat est une figure historique. Les amis sont inquiets parce qu'il est irremplaçable, les ennemis parce qu'ils craignent l'explosion de la rue palestinienne, qui tentera de le conduire à sa dernière demeure, à Jérusalem", commente Al Quds, le quotidien de Jérusalem-Est. "Il s'est consacré à la lutte, au prix de sacrifices énormes, pour son peuple, peuple qui enfantera d'autres Arafat pour lui servir de symbole, pour fonder une légende, pour devenir la chair et le sang de la cause."

rets rivaux vont désormais intensifier leur lutte pour le contrôle des institutions palestiniennes. L'un des matchs va opposer les membres de la vieille garde, comme Qoreï, 66 ans, et Abbas, 69 ans, qui font partie de l'entourage politique d'Arafat depuis des décennies, aux nouvelles élites qui ont passé leur vie dans les Territoires. Marwan Barghouti, 45 ans, est la personnalité la plus populaire de la nouvelle génération chez les Palestiniens de Cisjordanie. Il est détenu en Israël après avoir été condamné pour l'organisation d'attentats qui ont tué cinq personnes - accusation qu'il nie. Contrairement à Qoreï et à Abbas, Barghouti est une personnalité énergique et magnétique. Chef du Fatah, l'organisation d'Arafat, pour la Cisjordanie, il avait cherché à prendre ses distances par rapport à la corruption qui entourait celui-ci. Mais même la faction qui se considère comme réformiste est divisée par des intérêts particuliers et par la géographie.



AHMED QOREÏ
Premier ministre. Appartient comme Mahmoud Abbas à la vieille garde.

Deux prétendants au leadership tirent leur influence des forces de sécurité palestiniennes qu'ils ont dirigées : Mohammed Dahlan, 43 ans, ancien chef de la sécurité de Gaza (il n'occupe aucun poste officiel, mais reste une éminence dans cette bande côtière) ; et Jibril Rajoub, 51 ans, conseiller à la sécurité nationale d'Arafat, qui vient d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie. Ces derniers mois, les forces de sécurité de Gaza restées fidèles à Dahlan se sont opposées plusieurs fois aux responsables de la sécurité fidèles à Arafat. Cependant, du fait de leur base géographique, Dahlan et Rajoub risquent d'avoir du mal à remporter des élections générales.

Rares sont les personnalités qui sont considérées comme représentatives de l'ensemble de la Cisjordanie. L'armée israélienne a isolé les principales zones urbaines en installant des postes de contrôle et en limitant la circulation des véhicules palestiniens. Conséquence, certains maires et gouverneurs locaux qui ont acquis une popularité au sein de leur communauté sont inconnus dans le reste de la Cisjordanie.



FAROUK KADOUMI
Opposé aux accords d'Oslo. Il aurait été désigné par Arafat pour lui succéder.

La question la plus délicate pour l'unité des Palestiniens est peut-être l'influence croissante des groupes islamiques comme le Hamas et le Djihad islamique. Outre qu'il alimente la résistance armée, le premier cité s'est acquis le soutien des Palestiniens de la bande de Gaza en assurant des services dans les domaines de l'aide sociale, de la santé et de l'éducation dans les quartiers les plus pauvres. En Cisjordanie, les ailes politiques du Hamas et du Djihad islamique ont remporté des élections dans les universités et au sein des syndicats ces dernières années, et ont ainsi raflé des centaines de postes au Fatah, le mouvement laïc d'Arafat. Mais le Hamas avait

jadis refusé de participer aux élections pour désigner l'Autorité palestinienne organisées après les accords d'Oslo de 1993. Lors des réunions qui se sont tenues à Gaza entre le Premier ministre Qoreï, les forces de sécurité palestiniennes et les organisations militantes, les responsables du Hamas ont déclaré qu'un gouvernement de coalition devait comporter des représentants de toutes les factions palestiniennes. Ce à quoi s'opposeraient certainement Israël, les Etats-Unis et les autres pays sauf si les groupes islamiques acceptent de renoncer à la violence contre Israël.



MARWAN BARGHOUTI
L'un des dirigeants les plus populaires parmi les Palestiniens des Territoires.

L'absence d'Arafat risque également d'aggraver la division entre les 3,6 millions de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et ceux qui vivent hors des Territoires, dont les 2,5 millions de personnes présentes en Jordanie, en Syrie et au Liban et considérées comme réfugiées par la UN Relief and Works Agency. Arafat, qui a passé la dernière décennie dans les Territoires palestiniens mais a vécu hors de Palestine pendant les vingt-sept années précédentes, incarnait les intérêts de ces deux groupes parce qu'il présidait à la fois l'Autorité palestinienne et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui représente les groupes palestiniens locaux et de l'étranger. Si ces deux organisations sont contrôlées par des hommes différents, les réfugiés craignent de se faire rouler lorsqu'on négociera la paix, en particulier sur la question du droit au retour - la possibilité de récupérer la maison familiale qu'ils ont quittée en Israël il y a des années.



MOHAMMED DAHLAN
Ancien chef de la sécurité à Gaza. Le préféré des Israéliens et des Américains.

Les autorités israéliennes déclarent espérer que la mort d'Arafat permettra à des Palestiniens plus modérés d'accéder au gouvernement et aux organisations politiques qui y sont liées, dont le Fatah et l'OLP. Qoreï, connu sous le nom d'Abou Ala, actuel Premier ministre, et Abbas, connu sous le nom d'Abou Mazen, ancien Premier ministre, sont bien vus par la plupart des responsables israéliens parce qu'ils se sont fermement opposés aux attentats suicides et à la violence en général, et parce qu'ils ont tenté de convaincre Arafat d'accepter des réformes.

"Je ne pense pas que le problème se trouve dans nos divisions", précise Abou Amr. Selon lui, l'efficacité du gouvernement palestinien dépendra de la marge de manœuvre laissée par Israël et du travail de ses futurs membres. "Tout dépend de la façon dont le gouvernement palestinien va diriger les affaires. Vont-ils toucher les cœurs et les esprits de la population, vont-ils résoudre les problèmes, sortir de l'impasse avec Israël, reprendre de bonnes relations avec le reste du monde ? C'est impossible pour un homme seul. Même Arafat n'a pas réussi."

Molly Moore, John Ward Anderson

Vite, une aide étrangère !

Ne nous berçons pas d'illusions : personne n'a assez d'autorité pour contrôler la situation. Seule solution : une assistance de l'étranger, estime *Al Hayat al-Jadida* de Ramallah.

AL HAYAT AL-JADIDA
Ramallah

Il y en a qui prétendent que les institutions de l'Autorité fonctionnent normalement et que les Territoires ne connaîtront pas la moindre tension. Tout cela n'est qu'illusion puisque les structures du pouvoir n'ont jamais fonctionné normalement – même quand le président Arafat était en parfaite santé. Il est faux de dire que ce gouvernement, dans l'état où il est, ne jouissant que d'un pouvoir tronqué, est capable de contrôler la situation. Il n'est pas vrai non plus que le Comité exécutif de l'OLP travaille jour et nuit pour expédier les affaires courantes et veiller à la poursuite du projet national palestinien. Car, avec tout le respect que nous portons à nos aînés, membres du Comité, aucun d'entre eux ne peut exercer la moindre autorité sur le plus petit officier des services de sécurité... et encore moins sur les hauts gradés de ces services. Un ministre ne peut même pas apposer sa signature sur un bon de commande d'une valeur de quelques shekels puisqu'il n'en a pas les prérogatives et ne dispose pas de budget.

A quoi cela sert-il de nous mentir à nous-mêmes et de prétendre qu'à ce jour tout va pour le mieux, et qu'il en sera de même dans les mois qui viennent ? Notre situation est dramatique et elle va empirer, car nous n'avons pas fait assez pour que les institutions évoluent. C'est pour cela que nous allons avoir un besoin urgent d'aide internationale. Il est

nécessaire que nous contrôlions à nouveau notre administration et notre sécurité, et que nous mettions en place des services de sécurité efficaces et non pas rivaux.

Nous avons également besoin d'un dialogue interne pour reprendre en mains la situation sans nous laisser déconcerter par les plans d'Ariel Sharon et de tant d'autres. Si nous ne faisons rien, la situation deviendra explosive et nous ne connaissons que le chaos. Sauver les apparences ne signifie pas résoudre les problèmes de fond. Le fait est que nous allons très mal et que personne n'a d'autorité sur personne. Il faut que nos aînés des Comités exécutif et central du Fatah, du gouvernement ou de notre Assemblée législative viennent s'adresser au peuple au sujet du présent et de l'avenir. Il nous est nécessaire d'être parrainés par des instances internationales qui nous empêchent de glisser vers le pire. Il ne faut pas que la maladie se transmette à notre peuple et à nos institutions. Notre projet est inébranlable et nos lois sont claires. Il nous suffit de renforcer les institutions existantes des pouvoirs exécutif et législatif, pour que se poursuive notre projet national, qui, lui, ne connaîtra ni maladie ni mort !

Hafez al-Barghouthi

■ Ouh, Paris

"Le régime français avait misé sur une victoire de John Kerry et avait cru pouvoir manipuler un Arafat malade pour imprimer sa marque sur le Moyen-Orient", estime le site arabe Elaph.com. "Or c'est Bush qui a gagné, et la France s'apprête à vivre quatre années de coma. Quant à la visite de Jacques Chirac à son chevet, ce n'est qu'un mensonge de plus de la part de la France : chacun sait qu'Arafat, quand il est arrivé en France, était déjà mort."

▼ *Dessin de Stavro paru dans The Daily Star, Beyrouth.*



ANALYSE

Pagaille à l'OLP

■ A l'aune des défis qui s'annoncent, la question du renouvellement du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine s'impose. Selon les statuts, cet organisme est en session permanente et ses membres sont libres de toute contrainte professionnelle pour appliquer la politique décidée par le Conseil national. Compte tenu de la réalité, ces statuts ne peuvent pas s'appliquer. En effet, des dix-huit membres en fonction depuis le 25 avril 1996, moins de la moitié sont encore disponibles. Trois d'entre eux sont morts (Fayçal al-Husseini, Yasser Amrou et Souleimane Najab), un autre est encore en prison (Abderrahim Moulawah) et deux à trois autres sont à l'étranger (Farouk Kaddoumi, Ali Ishaq et Mahmoud Ismail). Assad Abderrahmane est démissionnaire. Un autre membre du Comité exécutif a plus de 80 ans. Deux autres le boycottent. Enfin, deux autres membres de ce comité exercent en même temps d'autres fonctions telles que directeur d'université ou maire. Dans ces conditions, il est difficile de considérer qu'il puisse, dans sa configuration actuelle, jouer le rôle politique qui lui incombe. Et nous nous exprimons volontairement en termes vagues car entrer dans les détails donnerait le vertige...

Abordons donc cette question sans enjoliver les choses et en nous gardant de tout sentimentalisme. Par le passé, déjà, nous avons appelé à la constitution d'une direction nationale palestinienne unifiée. Le fait que le Hamas se soit exprimé dans le même sens est un pas positif. Cela montre que le Hamas ainsi que d'autres forces politiques pourront intégrer le système politique actuel et assumer leurs responsabilités. Enfin, la rue palestinienne n'aura plus l'impression catastrophique que la Palestine est divisée en plusieurs entités susceptibles de s'affronter entre elles.

Quand Mahmoud Abbas présidait la réunion du Comité exécutif de l'OLP le jour où Yasser Arafat a quitté Ramallah pour aller se faire soigner, il aurait été préférable qu'il soit investi par un décret présidentiel explicite. Yasser Arafat a toujours voulu maintenir ce comité, sans pour autant précisément définir ses compétences, craignant qu'il puisse lui porter ombrage. De même, pour des raisons de calcul politique, il a vidé les institutions palestiniennes de leur substance. Dès lors, la seule sortie est d'évoluer vers une forme de direction nationale unifiée susceptible de connaître une évolution graduelle.

Adli Sadeq, *Al Quds al-Arabi*, Londres

POSTFACE

D'abord faire marcher les institutions

Pour maîtriser la succession, respectons les mécanismes constitutionnels, suggère le quotidien de Ramallah.

Nous avons suivi les différents communiqués officiels et officieux concernant la santé de notre président, qui, chacun, ajoutait à la confusion. Quoi qu'il en soit, nul n'échappe à la mort. Désormais, le principal défi qui se dresse devant la cause palestinienne sera de combler un vide énorme – celui que laissera Yasser Arafat – sans provoquer de secousses, de luttes intestines et de conflits sanglants. Cela ne pourra se faire qu'en veillant soigneusement à quelques points essentiels. Premièrement : l'attachement aux institutions légitimes existantes, malgré leur impuis-

sance et leur insuffisante représentativité. Il faut néanmoins veiller à les réformer puisqu'en l'état actuel des choses elles n'associent que rarement les personnes concernées à la prise de décision et manquent de collégialité. Deuxièmement : l'attachement à la Constitution. Celle-ci précise, à l'article 73 : *"En cas de vacance du poste de président de l'Autorité nationale, c'est le président de l'Assemblée législative [Parlement] qui assure, par intérim, la fonction de président pour une période n'excédant pas soixante jours, durant laquelle doivent se tenir des élections libres et directes, destinées à élire un nouveau président, conformément au Code électoral palestinien."* La tenue d'élections nécessite, d'une

part, une volonté réelle de la part des Palestiniens et, d'autre part, le consentement d'Israël et de la communauté internationale. Nous devons mettre Israël et les grandes puissances devant leurs responsabilités. Il est prévisible qu'Israël refusera ces élections par peur de voir les éléments et partis nationalistes et islamistes l'emporter. Pour que la demande des Palestiniens d'organiser des élections soit acceptée, ceux-ci doivent arrêter la résistance armée pour une durée déterminée. Troisièmement : la formulation d'une stratégie unifiée et claire, déclinant les objectifs nationaux palestiniens réalistes. Ce qui mettrait fin à la situation actuelle d'éparpillement des stratégies, des calendriers,

des autorités et des décideurs. Quatrièmement : tout entreprendre pour faire échouer le plan d'Ariel Sharon de retrait unilatéral de la bande de Gaza. Cinquièmement : reconnaître la nécessité d'une coordination entre les institutions légitimes existantes et les forces, les acteurs et les groupes palestiniens qui s'en sont retirés ou qui en ont été exclus. Car la situation d'insécurité et de chaos actuels ne pourra que s'aggraver si l'on ne prépare pas des élections associant toutes les forces actives, toutes les institutions et toutes les composantes de la scène politique palestinienne – indépendamment des luttes d'influence.

Hani al-Masri, *Al Ayyam*, Ramallah



Un petit dictateur mort depuis longtemps

Robert Fisk est sans doute le plus pro-arabe des journalistes occidentaux. Il n'en est pas moins très sévère pour Yasser Arafat.

THE INDEPENDENT
Londres

Encore une fois, Yasser Arafat est en train de mourir. Nous pensions qu'il était mort en 1982, quand l'aviation israélienne avait survolé Beyrouth et pilonné les appartements et les maisons où il était censé se trouver. Les bombes avaient déchiété des centaines de civils libanais innocents, mais Arafat s'en était sorti. Puis nous avons cru qu'il était mort dans un accident d'avion au-dessus du désert libyen – mais c'était seulement le pilote qui y était passé, ainsi que le garde du corps qui lui avait fait un rempart de son corps. Ensuite, lorsqu'il a été victime d'une attaque sur le chemin de Bagdad, nous avons cru que son compte était bon. Mais les médecins jordaniens l'ont ramené parmi les vivants. Aujourd'hui, une fois de plus, nous nous préparons à la mort du vieil homme. Et pourtant, à l'instar du pape, il n'en finit pas de mourir.

Ses morts répétées aussi bien que sa vie n'éveillent plus le moindre intérêt. C'est un homme qui avait épousé la Révolution – sa femme en a fait l'expérience – plutôt que d'accoucher d'une stratégie cohérente pour un peuple sous occupation. Il aura connu le même

sort que tant d'autres dirigeants arabes, ce qui n'a rien pour déplaire aux Israéliens : il finit petit dictateur, dispensant dollars et euros à ses affidés certes vieillissants mais toujours fidèles, brandissant de vaines promesses de démocratie, s'accrochant au pouvoir dans le chaos de ses quartiers de Ramallah. S'il avait fait ce qu'il avait à faire – s'il avait gouverné la "Palestine" (les guillemets sont chaque jour plus importants) d'une main de fer, écrasé l'opposition et accepté toutes les exigences d'Israël –, il lui serait aujourd'hui possible de se rendre à Jérusalem et même à Washington.

Je me souviens d'avoir dit, peu après la fameuse poignée de mains sur la pelouse de la Maison-Blanche [consacrant les accords d'Oslo en 1993], à un ami israélien à Jérusalem que c'était de bonne guerre qu'il lui faille à présent vivre à proximité d'Arafat. Après tout, lui avais-je dit, j'avais supporté sa quasi-occupation de Beyrouth-Ouest pendant sept ans. C'était l'époque où il avait promis que tous les réfugiés de la Palestine d'avant 1948 pourraient rentrer chez eux, l'époque où il avait délibérément sacrifié des milliers de vies palestiniennes dans le camp de Tall el-Zaatar pour s'attirer la sympathie du reste du monde, l'époque où il tolérait les détournements d'avions et parlait de "démocratie en armes", et où il avait fini par abandonner son peuple à Beyrouth à des phalangistes sanguinaires contrôlés par Israël.

La tronche d'Arafat n'apparaîtra jamais sur les murs des universités comme celles de Guevara ou de Castro. Il y avait – et il y a toujours – quelque chose de minable en lui, et c'est sans



▲ Les neuf vies d'Arafat.
Dessin de Michel Kichka, Jérusalem, diffusé à la télévision israélienne Tel-Ad.

doute ce qui avait plu aux Israéliens, un homme à qui l'on pouvait faire confiance pour qu'il confine son peuple dans des petits bantoustans, un guignol capable de faire diversion quand l'occupation devenait trop pénible. "Arafat peut-il maîtriser son peuple ?" demandaient les Israéliens, et le monde entier leur emboîtait gentiment le pas sans voir que c'était précisément la raison pour laquelle Arafat avait été autorisé à retourner dans les Territoires occupés : pour "maîtriser son peuple". La seule fois où il a tenu tête à ses maîtres israélo-américains – lorsqu'il a refusé d'accepter les 64 % des 22 % de la Palestine qui lui restait –, il a fait une entrée triomphale à Gaza et laissé les Israéliens affirmer qu'on lui avait offert 95 % mais qu'il avait préféré la guerre.

NOUS AURONS ENCORE DROIT
À D'INSUPPORTABLES PANÉGYRIQUES

Puis il y eut la seconde Intifada, et les attentats suicides des kamikazes palestiniens, et le 11 septembre 2001, et il n'a pas fallu attendre longtemps (environ six heures, pour être précis) pour qu'Israël affirme qu'Arafat était lié à Oussama Ben Laden et qu'Ariel Sharon, lui aussi, luttait contre le terrorisme international en affrontant le "terroriste" Arafat. Terré dans ses quartiers de Ramallah comme une vieille chouette moribonde, Arafat a dû se rendre compte qu'il était privilégié. Certains "terroristes" (Khomeyni, par exemple) meurent de vieillesse ; d'autres (comme Kadhafi) accèdent au statut de chef d'Etat grâce à des menteurs comme Tony Blair ; ou sont assassinés (comme Abou Nidal), souvent par leurs propres partisans. Mais Arafat est peut-être le seul homme à avoir commencé sa carrière comme "superterroriste" et à être devenu du jour lendemain, grâce aux accords d'Oslo, un "superchef d'Etat", pour ensuite redevenir un "superterroriste". Pas étonnant s'il lui arrivait souvent d'avoir du mal à se concentrer, de se tromper sur les faits ou de tomber malade !

Comme tous les dictateurs, il s'est arrangé pour ne pas avoir de successeur. Abou Jihad aurait pu en être un, mais il a été assassiné par les Israéliens à Tunis. Sa succession aurait également pu être assurée par l'un de ces dirigeants consciencieusement éliminés lors d'attaques aériennes israéliennes au cours des deux dernières années. Il y aurait bien Marwan Barghouti, mais il est actuellement dans les prisons israéliennes. Evidemment, si les Israéliens décidaient que c'est lui qui reprendra le flambeau – car vous pouvez être sûrs que les Palestiniens n'auront pas leur mot à dire –, il pourrait bien toutefois recouvrer la liberté. Lors de ses funérailles, nous allons encore avoir droit à d'insupportables panégyriques. Mais la vérité, j'en ai bien peur, c'est qu'Arafat est mort il y a des années.

Robert Fisk

SÉCURITÉ

Une société civile à la dérive

■ Dès le retrait israélien de Gaza, ce territoire vivra une situation nouvelle et sera un lieu d'expérimentation. Or on peut être certain que les forces politiques palestiniennes, en particulier l'Autorité aux nombreux appareils, aux multiples institutions et aux innombrables services de sécurité, se comporteront comme si le monde extérieur n'avait aucune répercussion sur nous. En plus, elles cultiveront une autosatisfaction fondée sur de belles illusions. Quand on leur demandera les raisons de cette attitude, elles vous répondront : "Mais que faire d'autre ? Il n'y a plus aucune orientation et nous ne voulons pas détruire l'unité nationale, ni apparaître comme des obstacles à la résistance palestinienne !"

Le paiement d'un PV pour excès de vitesse doit-il faire l'objet de débats entre hauts responsables politiques ? Un entrepreneur peut-il abandonner des déchets sur la chaussée ? Et ces manifestants qui brûlent des pneus, et tous ces gens qui bloquent les rues principales de Gaza pour organiser des mariages, et ces enfants qui jouent avec des bouteilles servant de cocktails Molotov, et les étudiants qui cadennassent comme bon leur semble les universités ? Faut-il vraiment une séance de dialogue national entre les différentes factions palestiniennes pour laisser un policier, un agent de la circulation ou un policier municipal faire son métier ? Certes, la police est bien moins équipée que les familles et les groupuscules armés, mais tous les

services de sécurité du monde ont à faire face à ce genre de problème. Est-ce pour autant qu'ils doivent reculer devant les familles mafieuses, les groupes de rebelles et les terroristes qui attaquent les policiers, ou bien doivent-ils accomplir leur devoir légal et constitutionnel pour défendre le régime, la société et l'intégrité des personnes ? Depuis un bon moment déjà, notre attitude politique est marquée par l'hésitation, l'indifférence et le désabusement. Les choses en sont arrivées à un tel état de dangerosité que l'on ne peut plus se taire. La majorité ne fait pas partie d'un groupuscule, d'une milice familiale, d'une faction ni d'une bande armée. Qui donc la protégera et à qui s'adressera-t-elle ? Si ce désintérêt pour les choses ordinaires de la vie quotidienne se poursuit, chacun devra-t-il alors assurer sa propre sécurité ? Où donc tout cela nous mènerait-il ? Les chefs des services de sécurité, conformément à la loi et à la Constitution et en raison de la responsabilité dont ils sont investis, doivent nous dire la vérité sur les raisons qui les empêchent d'accomplir à ce point leur devoir. Tout le monde en Palestine sait qu'en l'absence de sécurité intérieure, de paix intérieure, tous ces slogans que nous lançons ne sont plus que des paroles inutiles. Vous, les chefs des appareils de sécurité, mettez-vous d'accord sur un plan d'action pour une présence visible et pour assurer le respect de la loi. Sinon, dites-nous franchement la vérité !

Yéhya Rabah, Al Hayat al-Jadida, Ramallah

Al Qaida à Gaza...

Si Israël se retire de la bande côtière, Az Zarqoui risque d'en faire son nouveau fief. Alors, tendons la main aux modérés, plaide *Ha'Aretz*.

Si le gouvernement israélien était dirigé par un homme comme Shimon Pérès ou même comme Ehoud Olmert, nous aurions pu écrire que la mort imminente de Yasser Arafat et la réélection de George W. Bush offraient une nouvelle occasion de changer la face du Moyen-Orient en des termes proches de ceux négociés en 1995 entre Yossi Beilin et Mahmoud Abbas, en 1996 entre Shimon Pérès et Ahmed Qoreï, en 2000 entre Bill Clinton, Ehoud Barak et Yasser Arafat, ou encore proches de ceux proposés dans l'initiative de Genève et du plan de paix Nusseibeh-Ayalon.

Si les évolutions régionales nous préoccupaient autant que la politique politicienne, nous nous inquiéterions davantage du rapport mettant en garde contre le regain d'intérêt de l'architerroriste Abou Moussab az-Zarqoui pour son pays natal, la Jordanie, à deux pas de la Cisjordanie. Si l'héroïsme des officiers de Tsahal et du Shin Beth ne se mesurerait pas seulement au nombre de "liquidations", mais également à la capacité de dire la vérité, nous devrions depuis longtemps être alertés sur le risque de plus en plus réel de voir les anges de la mort d'Al Qaida survoler Gaza et nous faire amèrement regretter le cheikh Ahmed Yassine.

Si les gouvernements de Jérusalem et de Washington voyaient plus loin que le bout de leur nez, cela ferait longtemps qu'ils se seraient mis à chercher un accord fondé sur deux Etats, avant qu'Israël ne se transforme en un Etat binational de type balkanique ou en un régime d'apartheid à la sud-africaine. Mais ce que nous sommes en train de préparer, c'est un Etat palestinien à la Fal-loudjah. A qui la faute quand on voit que tout ce que notre cerveau est parvenu à produire, c'est un désengagement unilatéral hors de régions où nous n'aurions jamais dû nous trouver ?

Le décès d'Arafat ne conduira pas à un abandon du plan de désengagement unilatéral ni à un retour à des négociations directes avec les Palestiniens. L'existence d'Arafat n'était en effet pas la raison mais le prétexte au refus d'Ariel Sharon de négocier un accord de paix définitif avec les Palestiniens. Arafat disparu, l'Autorité palestinienne aura, en tout cas dans un premier temps, beaucoup moins de légitimité et de marge de manœuvre pour négocier un compromis historique avec Israël. La coalition branlante qui est en train de se mettre sur pied à Ramallah aura d'abord fort à faire pour remettre de l'ordre dans les organes militaires et civils palestiniens avant de pouvoir négocier des sujets aussi délicats que la partition de Jérusalem et la limitation du droit au retour des réfugiés palestiniens. Hélas, la mort d'Arafat n'effacera pas le slogan "Il n'y a pas de partenaire", auquel croient presque tous les Israéliens, de gauche comme de droite. Si Mahmoud Abbas devait être le prochain président de l'Autorité palestinienne, nous aurons une deuxième chance d'établir une coordination avec celui qui n'a eu de cesse de condamner le terrorisme et de répéter sa foi en une solution biétatique. Il y a fort à craindre que ce soit la dernière chance.

Akiva Eldar, *Ha'Aretz* (extraits), Tel-Aviv



■ Prémonition

En 1994, alors que le monde est dans l'euphorie qui suit les accords d'Oslo, Yasser Arafat reçoit un journaliste de *Vanity Fair*, T. D. Allman, à Tunis. Leur conversation, avec le recul, semble étrangement prémonitoire.

"Chaos. Catastrophe. Bain de sang. Confusion totale." Yasser Arafat me lance ces mots au visage comme un tir de mitraillette.

"Si vous me demandez de vous dire honnêtement de quoi l'avenir me semble fait, voilà ma réponse. — Mais le processus de paix..."

— Vous me demandez de vous parler franchement ! tranche Arafat, et vous voudriez que je vous fasse une autre réponse ?" *Durant toute cette soirée que nous venons de passer dans son bureau à Tunis, le chef de l'OLP se refuse à dire quoi que ce soit de positif. On a peine à croire que c'est le même homme qui, sur la pelouse sud de la Maison-Blanche, échangeait une poignée de main avec le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin."*

WEB +
PLUS D'INFOS
SUR LE WEB

Découvrez l'intégralité de l'article sur Arafat de 1994.

Découvrez la maison qui fabrique de l'énergie design, archi, villes un tour du monde de l'habitat



■ Chez votre marchand de journaux



DANS LE GRAND NORD RUSSE

La toundra, ses rennes, son pétrole

Dans la république des Komis, les troupeaux pataugent dans le pétrole. La nature immaculée a fait place, en quarante ans, à un paysage sinistré et gravement pollué.

HELSINGIN SANOMAT
Helsinki

D'OUSSINSK ET KHANTY-MANSISK

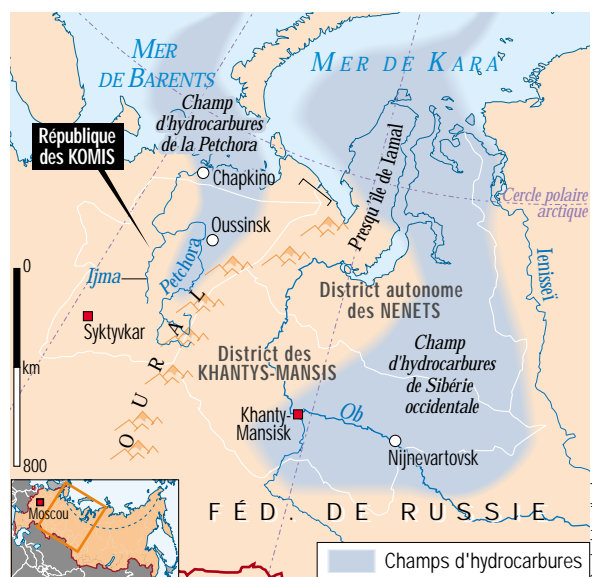
Je suis réveillée au beau milieu de la nuit par un vacarme terrible. On dirait que la tente lapone est sur le point de s'effondrer. Le souffle court, je m'emmitoufle dans les peaux de renne. Aliocha, 24 ans, s'agite devant la tente, tape les poêles l'une contre l'autre avec fracas et lâche des jurons. Ensuite, un silence absolu s'installe.

“Où vas-tu, Aliocha ? demande une voix implorante de femme.

— Là où me mèneront les rennes.”

La porte en tissu de la tente se referme lourdement derrière lui. Aux bruits qui me parviennent du dehors, je comprends qu'il attelle les rennes au traîneau, puis s'en va. J'écoute le traîneau qui fait crisser la neige dans la nuit glaciale. Peu de temps après, tout l'espace vide séparant le ciel de la terre s'emplit d'un cri de détresse qui semble jaillir du fond de l'âme. Aliocha lance ses rennes au triple galop, puis disparaît à l'horizon, comme si le traîneau s'envolait tout droit vers la Grande Ourse. C'est ainsi que, jadis, les grands chamans de la toundra disparaissaient de la surface de la Terre. C'est ainsi que disparaîtra aussi la famille d'Aliocha, les Komis Ijmans [du nom de la rivière Ijma, affluent de la Petchora], les derniers éleveurs de rennes nomades d'Europe.

Aliocha résume toute l'horreur vécue par les éleveurs de rennes du nord de la Russie – le choc de deux cultures. Lui sait ce que tous les autres savent aussi : on



ne verra bientôt plus de troupeaux de rennes dans la région. Les pâtis de ces ruminants sont sur le point de devenir des forêts de puits de pétrole. A la frontière de la république des Komis et des “territoires nationaux” des Nenets, on recense déjà plus de cent gisements de pétrole. Si les projets pétroliers de la Russie se réalisent, dans dix ans, deux cents gisements seront mis en exploitation dans cette région. Cette partie de la toundra est en train d'accoucher d'un Koweït russe. En une courte période, des années 1960 à nos jours, l'homme a détruit ce qui jusqu'alors avait constitué la nature immaculée du Nord et de l'Arctique.

Lorsque l'explorateur et homme de science finlandais Matias Aleksanteri Castrén descendit la rivière Petchora, au milieu du XIX^e siècle, la région était “si déserte et si vide que, comme les pasteurs du coin le disent, Dieu n'a pas pu la créer ; elle a dû naître seulement après le déluge”. Castrén nommait la région “la toundra du Grand Pays”, un territoire gouverné par une rivière capricieuse, avec des cultures sombres et mélancoliques. Aujourd'hui, la terre occidentale de l'Oural n'est pas seulement sombre, mais noire. Une promenade en hélicoptère permet de se faire rapidement une idée d'ensemble. Dans un rayon

de dix kilomètres autour du point de rencontre des pipelines, je ne vois que de la neige noire, des tuyaux qui fuient et des mares de pétrole en feu. Si la Russie possède une législation sur l'environnement, montrez-la-moi ! Des nuages noirs obscurcissent le ciel ; les flammes éternelles des puits de pétrole répandent de la suie partout ; et la catastrophe écologique est encore aggravée par les poids lourds et autres engins à chenilles qui sillonnent la toundra, répandant boue et saleté, marquant la terre de leur empreinte pour de longues années.

On aperçoit des troupeaux de plus de mille rennes qui slaloment entre les champs pétrolifères et les pipelines. Sous les tout derniers oléoducs, on a aménagé des espèces de tunnels pour permettre aux rennes de passer, mais ils n'ont pas encore appris à les utiliser. Ils ont leurs propres chemins. On les voit paître aussi au milieu des vestiges de champs pétrolifères désaffectés, datant du temps de l'Union soviétique. Là, au moins, il y a un peu de végétation propre.

Les rennes du troupeau d'Aliocha, dispersés en petits groupes, donnent de petits coups dans la neige au milieu de la toundra blanche au silence fantomatique. Seules les grosses cloches attachées aux bois des “chefs” résonnent comme si c'était l'heure de l'office religieux.

“Bientôt, chez nous aussi, tous les hommes travailleront dans le pétrole”, dit Kolia, le chef de la brigade de rennes d'Ijma, comme s'il se parlait à lui-même. “Peut-être parviendrai-je à gagner mon pain en faisant faire un tour de renne à des touristes”, continue-t-il en pointant du doigt le paysage de carte postale qui s'étale devant nos yeux, avec le lit d'une rivière dans le bas et, dans le haut, une forêt sur une butte et un horizon à perte de vue. Kolia est né dans la toundra. On l'appelle “Celui qui regarde l'ours dans les yeux”, car, par deux fois, il est parvenu à faire battre en retraite un ours dressé devant lui.

“Après nous, personne ne viendra s'établir ici. Nos enfants mènent une vie différente de la nôtre. Il est désormais rare que les enfants et les femmes puissent migrer”, dit-il. Kolia emmène chaque année quelque deux mille rennes vers les pâturages d'été au bord de la mer de Kara, à 650 kilomètres. Le voyage aller-retour dure neuf mois. On part en mars pour rentrer à Noël. En Russie, seule une poignée d'hommes est encore capable de mener les rennes



par des chemins compliqués vers les pâturages d'été du Nord. Ils se disent d'ailleurs "éleveurs de rennes génétiquement programmés" et ils ont bien l'intention de continuer à cheminer le long de ces sentiers qui existent depuis la nuit des temps. Les traditions sont cependant sur le point de se perdre. Le nombre de rennes est en baisse et les bandes de loups se multiplient. Le pire ennemi, cependant, reste l'homme. La toundra est grande, mais la catastrophe écologique l'est aussi. En 1994, la presse internationale s'était intéressée à la région car 200 000 tonnes de pétrole échappées d'un oléoduc endommagé s'étaient déversées dans les eaux de la Petchora. Or ce sont les mêmes pipelines qui serpentent aujourd'hui à travers la toundra. La Russie a mis en place une nouvelle législation environnementale, bien plus stricte, mais on n'en trouve guère trace dans la pratique. "Ici, les lois sont rarement respectées", explique le représentant des éleveurs de rennes, Konstantin Lichoutine. Les eaux, les baies et les lichens sont pollués. Les rennes tombent malades et les hommes aussi. C'est ainsi. On demande rarement l'avis des éleveurs de rennes lors des différentes négociations. Selon lui, même le président du comité des ressources naturelles s'est sali les mains. Avec les forages pétroliers, la situation économique des Komis ne s'est pas améliorée. Lichoutine raconte également qu'une loi a été votée l'année dernière, suivant laquelle 80 % des gains réalisés par les entreprises pétrolières vont officiellement à Moscou. De plus, la république des Komis a privatisé tout son patrimoine de valeur : son industrie pétrolière et houillère, et la majeure partie de son industrie forestière.

Seul un champ pétrolifère a la bénédiction des éleveurs de rennes, celui de Severttek, au sud de Chapkino. Il s'agit d'un projet russo-finlandais, pilote en matière

de protection de l'environnement, qui a démarré en août 2003. A la cantine de l'entreprise pétrolière finlandaise Fortum [copropriétaire de Severttek avec le russe Loukoïl], dont les locaux sont flambant neufs, on peut manger du coq au vin préparé par un chef français. La technique utilisée par ce champ pétrolifère est également dernier cri, et on ne voit pas de pollution aux alentours. Malheureusement, c'est une exception au milieu de cent autres gisements. De l'autre côté de l'Oural, en Sibérie occidentale, quand on se promène dans le district des Khantys-Mansis, ce ne sont que champs pétrolifères, routes et oléoducs. A perte de vue, un paysage désertique dévasté, des forêts entières brûlées. La terre polluée dégage une amère odeur de pétrole. Les enfants attrapent des maladies chroniques en buvant l'eau de la nappe phréatique contaminée.

Selon la firme néerlandaise de consulting Iwaco, dans la région largement pétrolifère de Nijnevartovsk, environ 840 000 hectares sont pollués et inutilisables. Dans la capitale du district, Khanty-Mansisk, une ville de 20 000 habitants, la rue principale est dallée de marbre. Il s'agit de la ville la plus riche de Russie après Moscou. Je participe à un congrès dans l'un des nombreux palais de la ville. C'est l'occasion d'une rencontre entre les firmes pétrolières, les représentants des peuples indigènes et des juristes envoyés de Moscou. Même les juristes moscovites sont perplexes au sujet des lois qu'il convient d'appliquer. Des Khantys ou des Nénets en pleurs montent à la tribune pour raconter comment ils ont tout perdu le jour où l'hélicoptère de la compagnie pétrolière s'est posé sur leur territoire. Les représentants de la compagnie pétrolière prétendent qu'ils paient des dédommagements suffisamment importants à la région. Certains de ceux qui ont perdu leur terre n'en ont ja-

mais vu la couleur. Les pourparlers dureront deux jours, et les résultats seront bien maigres. A Moscou, on écrit des lois qui sont contournées ici. La "compensation" est le terme le plus en vogue à l'heure actuelle en matière de politique territoriale. Il s'agit d'un dédommagement versé à ceux qui ont perdu un territoire de chasse ou de pâture en raison de l'exploitation du pétrole. Il est néanmoins difficile de mesurer la justesse de cette "compensation" et de savoir dans quelles poches elle atterrit. Loukoïl, l'une des plus grandes exploitations pétrolières du district des Khantys-Mansis, a cependant mis en place des normes de dédommagement. Selon le directeur du service de la Sibérie occidentale, Vladimir Nekrassov, chaque famille reçoit une motoneige (de la marque russe Boura), un bateau à moteur, des voyages gratuits en hélicoptère, une aide alimentaire, du bois de scierie et des vêtements pour enfants. Quatre fois par an, chaque adulte touche 3 500 roubles [environ 100 euros] et chaque enfant, la moitié. Selon lui, il est inconcevable de verser une somme plus importante aux Khantys, car l'argent corrompt moralement.

Les peuples khantys et mansis, dont les langues s'apparentent au finnois, ces peuples découverts par les grands explorateurs finlandais de la fin du XIX^e siècle, ont perdu leur activité économique. Aujourd'hui, la plupart des familles que les scientifiques peuvent rencontrer ont été déplacées de leurs lieux d'habitation, de leurs villages d'hiver et d'été, vers les agglomérations, des bidonvilles ou dans des réserves créées pendant la période soviétique. Cette même politique s'applique progressivement à l'est. Sur la presqu'île de Iamal, région riche en gaz et en pétrole, on a le projet de déplacer les Nénets des toundras vers les réserves.

Le pétrole supplante les hommes. Dans les territoires du Grand Nord, la lutte politique pour l'argent du pétrole est si acharnée qu'en deux ans déjà deux gouverneurs sont morts dans un accident d'hélicoptère. Les petits peuples ne parviennent pas à défendre leurs intérêts, même s'ils commencent à avoir leurs propres juristes. Dans les territoires de l'Arctique, des organes internationaux ont été mis en place. Le plus important est le Conseil de l'Arctique, qui a été présidé par la Finlande jusqu'en 2002. Le poète nenets Iouri Vella dit à voix haute ce que personne n'ose évoquer : "La vie dans la toundra pourra reprendre dans cent ans, lorsque le pétrole aura disparu, mais, à ce moment-là, nous n'existerons plus, ni nous ni les rennes. Il ne restera plus que des tuyaux rouillés écartelés dans toutes les directions et des villes fantômes complètement désertes gémissant dans le vent, et dans lesquelles, jadis, habitaient des millions d'hommes venus avec le pétrole."

▲ Sur la presqu'île de Iamal, riche en gaz et en pétrole, les Nénets, traditionnellement nomades, sont de plus en plus sédentarisés.

Reportage photo de Kadir Lohuizen, Vu.

MINORITÉS

Vers une renaissance culturelle ?

■ Et si le prochain prix Nobel de littérature était décerné à un auteur sibérien ? C'est en tout cas ce que voudraient les écrivains finno-ougriens. Dans la déclaration finale de leur VIII^e Congrès, qui s'est tenu à Khanty-Mansisk du 21 au 23 septembre 2004, ils demandent la "nobélisation" du romancier khanty Eremej Ajpin. "L'importance morale et politique d'une telle nomination serait inouïe pour les communautés finno-ougriennes de Russie", note un des participants de la conférence, le poète et traducteur hongrois István Kovács, dans le quotidien *Magyar Nemzet*. Dans son

roman *La Mère de Dieu dans des neiges de sang*, Ajpin rend hommage à l'insurrection des Khantys qui a eu lieu en 1933 et 1934. "Après avoir protesté, en vain, contre la limitation de leur libre circulation, indispensable pour l'élevage des rennes et la pêche, et contre l'envoi forcé de leurs enfants en internat par le pouvoir soviétique, les Khantys, désespérés, ont tourné leurs armes de chasse contre les administrateurs impitoyables, puis les unités spéciales. Outre les bombardements et autres fusillades, ces dernières n'ont pas hésité à utiliser des massues de pin rouge pour massacrer

bébé, enfants, femmes et vieillards. Le chef-d'œuvre d'Ajpin rappelle La Dernière Frontière [10/18, coll. "Domaine étranger", 1996], ce roman de Howard Fast qui rend hommage aux Indiens d'Amérique massacrés à la fin du XIX^e siècle", note Kovács. Dans cette région, quand on est poète ou écrivain, on est aussi homme politique ou militant. Ainsi le poète Iouri Aivaseda Vella est-il éleveur de rennes et collaborateur de l'Institut de la renaissance des peuples ougriens. Le romancier Eremej Ajpin, quant à lui, est l'un des cinq députés khantys et mansis qui siègent au Parlement régional.

Kirsikka Moring

Écrits de ma prison

par Adriano Sofri

Depuis sa cellule de la prison de Pise, l'ancien militant d'extrême gauche et journaliste Adriano Sofri, 62 ans, écrit régulièrement dans plusieurs publications italiennes, de droite comme de gauche. En raison de sa condition de reclus, il jette un regard très particulier sur l'actualité, sur notre société, sur la vie ou sur la prison.

Courrier international a choisi cinq chroniques parues dans l'hebdomadaire *Panorama* courant 2004 et consacrées à l'univers carcéral.

Emprisonné depuis 1997, après un procès controversé, pour avoir commandité le meurtre d'un commissaire de police en 1972, Sofri fait entendre la voix de ce monde à part, si peu connu de l'extérieur.

WEB +
PLUS D'INFOS
SUR LE WEB

**La reconstitution
année par année
du dossier judiciaire
d'Adriano Sofri**

Il était une fois un détenu...

Au début, je trouvais ce bonhomme assez antipathique parce qu'il fumait dans la bibliothèque. Mais c'était avant de le connaître.

Parmi les détenus, il y en a un qui est âgé. Comme moi, à peu de chose près. Mais il est grand et gros, et il est plus mal en point que moi. Je l'appellerai Miniver, comme l'héroïne de *Madame Miniver*, le film (de 1942) de William Wyler, qui se démenait dans Londres bombardée pour faire vivre sa famille. Il est arrivé il y a peu de temps. Il a séjourné dans d'autres prisons ; la dernière se trouvait dans une ville du Nord. Il est venu ici parce qu'il fait des études, il s'est inscrit à la fac. Ici, il y a une section réservée aux étudiants : certains suivent le cursus de l'école d'agronomie (en fait, c'est plutôt l'école d'agronomie qui les suit), d'autres sont à l'université. La plupart sont jeunes. Un homme de son âge doit se sentir un peu dépaycé. Il a une moustache blanche et une démarche de chameau. Il porte sous le bras de mystérieux dossiers et a toujours l'air d'avoir quelque chose à faire et d'aller quelque part.

Mais, en prison, on ne va nulle part. Clairement, il se cherche une activité. Il a donc demandé à travailler bénévolement à la bibliothèque. Le bénévole range les livres, met à jour le catalogue, distribue les ouvrages et donne des conseils à ceux qui ne sont pas connaisseurs. Il occupe aussi son temps - et l'ordinateur de la prison - en aidant les détenus à rédiger des requêtes en tout genre. Il a acquis quelques compétences en matière juridique, à cause de ses ennuis avec la justice (des affaires d'argent : il n'a fait de mal à personne) et des histoires qu'il a entendues. Et il en a entendu beaucoup : il est en taule depuis des années. Au début, je ne le trouvais pas très sympathique. Je ne saurais dire pourquoi : je cède parfois à des impressions mesquines... Si, en fait, je le sais : c'est surtout parce qu'il fume continuellement les pires cigarettes qui soient (c'est-à-dire les moins chères) et que la bibliothèque s'est très vite imprégnée de sa fumée. Moi qui vais très souvent à la bibliothèque, je m'emporte contre lui comme s'il envahissait ma propre maison. Je lui ai demandé je ne sais combien de fois de ne pas fumer : il me répond très doucement, sur un ton presque cérémonieux, me demande pardon, me promet que dorénavant... Rien n'y fait : il fume sans arrêt. Il se cache juste un peu plus, comme un collégien. Enfin, il se démène comme un beau diable. Il doit être assez seul au monde, mais peut-être pas totalement.

Dans la section des étudiants, c'est également lui qui est chargé d'acheter les suppléments de nourriture. Faire coïncider le budget commun avec l'appétit vorace d'une vingtaine de jeunes animaux en cage est une tâche que personne ne lui envie. C'est comme une mère de famille nombreuse : pour un jour de gambas, il faut savoir supporter trois jours de haricots en conserve. Il y en a toujours qui protestent - et lui prend la chose à cœur. Il fait et refait les comptes, veut les montrer à tous, mais personne n'a la patience de l'écouter. Alors, il menace de tout laisser tomber. "Vous n'avez qu'à les faire vous-mêmes, les courses, vous verrez ce que c'est !" Tout le monde rit, et Miniver continue à faire les courses. En réalité, les détenus sont distraits et, la plupart du temps, absorbés par leurs soucis personnels ; c'est après, seulement, qu'ils y pensent. Lui, il n'a pas un rond, mais il a honte d'en parler. Il ne met pas sa part dans

les dépenses communes et il invente des prétextes lorsqu'il se prive de gambas ou d'autres aliments de luxe. Les autres ont compris ; sans trop le lui montrer, ils ont mis sa part dans le pot commun. C'est à ce moment-là que je l'ai trouvé sympathique, c'était inévitable... Ce n'est pas que j'aie changé d'avis sur ses maudites cigarettes, mais on n'est pas ici pour chipoter ; et puis, son empressement à répondre aux demandes des autres me touche (même si certaines sont totalement absurdes et désespérées, elles ont un effet placebo sur les détenus, qui ont besoin d'un lambeau d'espoir et envie que quelqu'un les écoute). Enfin, nous sommes dans la même galère, ici, dans cette prison, dans ce monde. Il est content, maintenant, parce qu'il vient de recevoir des sous qu'on lui devait.

Pourtant, tout le monde trouve qu'il est devenu bizarre. Certes, il avait déjà l'air perpétuellement débordé et l'allure d'un chameau qui gambade. Mais le voilà maintenant pris d'une espèce de frénésie. Il apparaît, dit quelque chose de farfelu sur un ton haletant, puis disparaît. Il écrit continuellement, sur n'importe quel sujet, et veut sur-le-champ faire lire ses textes à la première personne venue, juste après les avoir écrits. D'aucuns se moquent de lui, d'autres soupirent : "Qu'est-ce qu'il nous gonfle, Miniver !" Le 15 août au soir, les détenus étudiants font un repas de fête : au menu, des gambas, évidemment, mais aussi des calamars farcis surgelés - une dépense extraordinaire. L'ambiance est joyeuse : après tout, même ici, on fête le 15 août. A la fin du repas, Miniver, plus âgé que les autres et toujours aussi affairé, arrive furtivement derrière un jeune compagnon assis à table et renverse sur sa tête une bouteille d'eau. "Si on ne rigole pas le 15 août, ce n'est plus un jour de fête", dit-il. Puis il s'enfuit, pour échapper aux représailles : en courant, il fait une chute digne d'un enfant. C'est le début d'une grande bataille d'eau qui vaudra à tous les convives une punition disciplinaire. Miniver est le plus embêté. "C'est ma faute", dit-il. "Allons, allons, tais-toi", lui répondent les autres. Les jours passent. Son agitation inquiète le médecin qui s'occupe de la section. Elle lui fait faire des examens : on lui trouve un cancer au poumon. Les médecins le lui disent, et ils ont raison, et il le dit aux autres, sur un ton scrupuleusement objectif, comme s'il racontait l'histoire de quelqu'un d'autre.

Il fait des tas de projets, comme lorsqu'on s'empresse de tout organiser avant de partir en voyage. D'ailleurs, il devrait sortir d'un jour à l'autre. En attendant, il continue à écrire les demandes, raisonnables ou sans queue ni tête, de tous ceux qui en ressentent le besoin. Récemment, il est venu me voir (il va et vient continuellement). Il s'est assis sur mon tabouret et m'a dit qu'au début il s'était senti mal à l'aise parce qu'il trouvait que les gens, ici, n'étaient pas assez solidaires, pas assez francs. Mais il s'est trompé, dit-il. "Tout le monde est gentil avec moi, les détenus, les agents, les médecins, les éducatrices." Il veut écrire un article pour expliquer combien tout le monde est gentil avec lui : est-ce que je pourrais l'aider à le publier ? "Tu sais, ajoute-t-il, aujourd'hui la bonne sœur m'a offert une paire de pantoufles confortables. Pour ne pas me mettre trop dans l'embarras, elle m'a dit qu'elle avait ces pantoufles, du 45. Et moi, à qui je pourrais bien les donner, du 45, m'a-t-elle dit, tu ne voudrais pas les prendre ?" Et il se met à pleurer doucement, le gros Monsieur Miniver.

(28 septembre 2004) ■



► Adriano Sofri dans sa cellule, juillet 2003.

La permission de Maurizio

Imaginez ce qu'éprouve un détenu qui sort en permission pour la première fois depuis huit ans. C'est arrivé à Maurizio, le roi du café.

Lorsqu'un détenu sort en permission pour quelques heures ou quelques jours, alors qu'il n'a peut-être pas vu la lumière de la liberté depuis des années, il a l'impression que tout le monde le regarde en se disant : "Lui, c'est un taulard !"

Par exemple, Maurizio. C'est un brave type comme il y en a peu en ce monde. Il a 32 ans, et cela fait huit ans qu'il est en prison. Il ne le méritait vraiment pas, mais je ne vous dirai pas pourquoi : ce serait trop long et puis vous avez sûrement vos préjugés, alors autant que vous les gardiez pour vous. Ce que je vais vous décrire, c'est la permission de Maurizio, qui au bout de toutes ces années est sorti dans le monde. Comme la colombe lancée hors de l'arche. Puis il est rentré et a tout raconté. Il est allé à la mer. Comme il ne sait pas nager et qu'il a la phobie des eaux profondes (nous lui ferons passer sa peur, un de ces jours), il est resté là où il avait pied. Il y avait des filles ? Oui, beaucoup, et des familles, avec des enfants. Et les filles, elles étaient comment ? Il y en avait des belles et des moches, quoi. Maurizio est prudent et il a raison. Lorsqu'un détenu sort au bout de tant de temps, tout le monde rivalise de questions à son retour pour ne savoir qu'une seule chose. A Pise, il a vu la *piazza dei Miracoli*, et ça, il le raconte plus facilement. Il l'a vue deux fois, une fois le soir, une autre fois tôt le matin : la place est plus belle au petit matin, avec son ciel de nacre rose. Le soir, il y est allé avec sa famille.

Sa famille est toscane, et elle n'avait jamais vu ni la Tour penchée, ni la cathédrale, ni le baptistère, ni tout le reste. Pourtant, ils rendent visite à Maurizio toutes les semaines depuis des années. D'accord, quand on vient voir un fils ou un frère en prison, on n'a pas vraiment envie de faire du tourisme. Cette fois, ils ont tout

vu : Maurizio a trouvé Pise magnifique, même si elle penche un peu de partout, et pas seulement la Tour. Ils sont montés dans un petit train et se sont fait photographier avec la main soutenant la Tour penchée. Le beau-frère de Maurizio a particulièrement apprécié le crépi du musée des Sinopie [la sinopia est un pigment de couleur rouge-brun] et il a proposé à sa femme d'enduire de la même manière la façade de la maison qu'ils font construire près de Vinci : Vinci, vous savez bien, le pays de Léonard. Le soir, ils sont allés dîner au McDonald's, ses nièces étaient contentes. Maurizio était un cycliste prometteur avant cette maudite prison : notre bonne sœur lui a prêté son vélo pour qu'il fasse un tour en ville. Un vélo de femme trop bas pour lui, mais il a pris quand même beaucoup de plaisir en pédalant à toute vitesse sur les quais de l'Arno.

Maurizio est allé rendre visite à une enseignante qui l'aidera l'automne prochain lorsqu'il sera en dernière année d'agronomie, en dehors de la prison, avec des élèves normaux. Elle habite au numéro 24 d'une rue située juste en face des beaux remparts médiévaux, mais Maurizio n'arrivait pas à se repérer. Il avait trouvé le numéro 23, puis le numéro 25, mais il manquait le numéro 24. Il a oublié tellement de choses au cours de toutes ces années, entre autres l'habitude de mettre les numéros pairs d'un côté et les numéros impairs de l'autre. Lorsque, enfin, il aperçut le 24, il n'eut pas le courage de dire à l'enseignante pourquoi il était en retard. Pour le consoler, nous lui avons expliqué comment fonctionne la topographie des rues à Tokyo.

Elle lui demanda s'il aimait lire et quel livre il avait lu récemment. Maurizio avait lu – je peux en témoigner – *Le Secret de Luc* d'Ignazio Silone, *Le Prince* de Machiavel et une *Vie de saint François* de Chiara Frugoni, mais là, sur le moment, aucun titre ne lui vint à l'esprit, et il eut de nouveau honte. A son retour, il m'a demandé de lui donner trois livres et il a dit qu'il les lirait dans la nuit. Je lui ai donné *Les Tigres de Mompracem* [d'Emilio Salgari], *La Storia* d'Elsa Morante et *L'Île au trésor* [de Robert Louis Stevenson]. A l'heure où j'écris (j'écris la nuit), il a sans doute terminé *Les Tigres de Mompracem* et doit donner des coups de sabre sur son lit. Sachez toutefois que Maurizio est musicien : dans l'église de la prison, il joue de l'harmonium, de l'accordéon, et il chante.

Quand l'un de nous part en permission, tout le monde le charge de quelque chose : téléphoner à la famille, acheter un tee-shirt jaune, et ainsi de suite. Moi, je lui avais demandé de manger une énorme glace à ma santé. Maurizio a été stupéfait du nombre de parfums disponibles : cherchant à deviner mes goûts, il a mangé une glace pamplemousse rose, ananas, noix, pistache et melon. Il est même allé avec notre aumônier, qui dirige aussi le séminaire de Pise, à la bibliothèque de l'archevêché. Il y travaillera à partir de l'automne prochain, pour aider à la réorganiser et à refaire le catalogue. Il était un peu impressionné par tous ces livres, à la fois vieux et volumineux, puis il s'est aperçu que certains étaient rangés à l'envers – le dos à l'intérieur et la tranche à l'extérieur –, si bien que l'on ne pouvait même pas lire leur titre. En fait, ça l'a rassuré.

Les règles de la permission l'obligeaient à rester chez lui de 10 heures du soir à 6 heures du matin. A 6 h 01, il était déjà dehors, il avait fait son lit, le ménage, préparé le café et s'était regardé cent fois dans le miroir. Le café de Maurizio, comme on le fait en prison, avec sa belle mousse : vous savez, on met dans un verre un peu du café qui sort en premier, on le sucre abondamment, on le mélange avec conviction pendant que le café continue de couler, puis on verse le reste du café dans le verre. Des parlementaires de tous bords défilent à la prison rien que pour boire le café de Maurizio. Parfois, je pense qu'il devrait ouvrir un bar, une fois dehors. Dehors, Maurizio a apprécié de pouvoir commander son café dans les bars et de manger des croissants croustillants à 6 heures et demie du matin. Lorsqu'un détenu en permission entre dans un bar et demande : "Un café, s'il vous plaît", il a toujours l'impression que le garçon le regarde, et que la caissière et tous les clients le regardent aussi, et même les chiens et les chats, en se disant : "Lui, c'est un taulard." En réalité, le deuxième après-midi, Maurizio a rencontré dans un bar un agent pénitentiaire napolitain qui était très content de le voir dehors : il lui a offert un Campari soda. Et ce n'est que le début. (12 juillet 2004) ■

Alessandro a laissé 48 euros

J'étais en train d'écrire cet article lorsqu'une grande agitation s'est emparée de la prison : un détenu venait de se pendre.

Il y en a peut-être qui croient encore que la dépression a été inventée pour les riches. "En temps de disette, on ne peut pas se permettre d'être en dépression", disent les gens. Ce n'est pas vrai, bien sûr : mais on aime bien dire ce genre de chose. En règle générale, on conçoit la dépression comme une maladie qu'il faut soigner, on considère que ceux qui en souffrent ne sont pas coupables d'être malades et que, pour s'en sortir, ils ont besoin de l'aide de leur Dieu ou de n'importe qui d'autre.

Ça, c'est la conception admise dans la société. Mais, dans les bas-fonds sordides que la société n'aime pas voir et qui s'appellent les prisons, la dépression – mais également tout autre élément de l'existence qui dépasse le stade zoologique – est considérée comme un luxe scandaleux. Ou plutôt, ce n'est même pas de la zoologie, fût-elle une zoologie de la réclusion, puisque les directeurs de zoo s'enorgueillissent des accouplements et encore plus des naissances qui ont lieu en captivité, alors que la simple idée d'avoir des relations ►

► sexuelles normales en prison est une pure provocation pour les bien-pensants. C'est cet état d'esprit qui les fait s'exclamer : "Et dire qu'ils ont même la télévision !" Donc, pas de sexe – c'est considéré comme une volupté superflue, ou alors comme un prix de bonne conduite –, et pas de maladies trop sophistiquées, comme la dépression, justement. Un détenu qui se prétend en dépression n'est qu'un rigolo.

J'ai lu de mes propres yeux des décisions de juges d'un peu partout en Italie disant que la maladie mentale ne devait pas entrer en ligne de compte pour déterminer si l'état d'un détenu est compatible avec le régime carcéral. Précisément parce qu'il s'agit d'une question mentale qui, selon eux, n'a rien à voir avec le corps.

En prison, ce grossier préjugé sur le caractère non organique des maladies mentales et des blessures psychiques forme un mélange détonant avec le préjugé le plus courant chez les gardiens de prison, à savoir que les détenus sont des simulateurs. Ce préjugé n'est d'ailleurs pas totalement infondé (lequel d'entre nous n'a jamais simulé ?), mais il arrive qu'il provoque des dommages collatéraux : il est fréquent, en effet, que les détenus poussent la simulation à un tel degré de perfection qu'ils finissent par y laisser leur peau. Ce qui plonge tout le monde dans l'embarras, ne serait-ce qu'à cause de l'incidence sur les statistiques. La Cour de cassation vient enfin de se prononcer sur la dépression, estimant qu'il s'agit d'une maladie non seulement chez les personnes libres mais aussi chez les détenus, et qu'elle fait donc partie des syndromes à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'évaluer si l'état de santé d'un détenu est compatible avec l'incarcération. Cette décision importante, qui devrait aller de soi, est désormais livrée à la compétence des médecins et des magistrats chargés de l'appliquer.

La Cour de cassation a émis une décision tout aussi fondamentale au sujet des maladies cardiaques. Décision d'une évidence criante, me direz-vous. Certes, mais un autre préjugé est encore très largement répandu : on considère qu'un malade du cœur (je parle des cas graves, ceux dont la vie est en danger) peut être aussi bien soigné en prison qu'à l'extérieur, voire qu'il peut être mieux soigné en prison, dans la mesure où les règles de la maison incitent à une vie régulière que l'on ne suivrait peut-être pas si l'on était dehors (je ne plaisante pas : il y en a qui le pensent réellement). C'est une folie, naturellement, non seulement parce que, en cas de crise cardiaque en prison, les secours ont de grandes chances d'arriver avec un retard irréparable, mais encore et surtout parce que la réclusion dans une cellule est une circonstance aggravante pour toutes sortes de pathologies : c'est même une maladie à part entière – et, sur ce point, les organicistes et les spiritualistes tombent d'accord – qui atteint le corps et l'âme, une maladie encore plus pénible pour tous ceux dont le cœur est éprouvé et à deux doigts de se rompre. Mais j'ai comme l'impression qu'aucun écho de la décision mémorable de la Cour de cassation, fût-ce le plus lointain, n'est parvenu dans la majorité des prisons italiennes.

Les médecins et les infirmiers pénitentiaires, dont j'ai déjà tant parlé dans ces chroniques, sont sous un régime moral spécial, si je puis dire. Pour être de bons médecins dans une prison, ils doivent l'être doublement ; et s'ils sont de mauvais médecins, ils le seront doublement. Ils doivent se mesurer à une humanité par nature blessée, à une atmosphère matérielle et psychologique gravement pathogène et à un conflit perpétuel entre, d'un côté, leur propre échelle de valeurs et de devoirs ("la santé avant tout") et, de l'autre, la hiérarchie qui veut la "sécurité", et l'inertie de rites souvent inutiles et toujours très pénibles qui occupent le devant de la scène. Deux types de motivation peuvent inciter le personnel médical à travailler dans les prisons : soit ils n'ont pas

trouvé de meilleure place, soit ils ont décidé de se consacrer à leur prochain, une vocation d'autant plus forte qu'ils ont choisi de soigner les derniers des hommes.

J'en étais là de mes considérations lorsque, mardi matin, la prison fut le théâtre d'une grande agitation : médecins, matons et infirmiers couraient dans tous les sens. L'un des détenus venait de se pendre : Alessandro M., un homme de 41 ans, originaire de Pise. On l'avait secouru avec une énergie folle, mais on n'avait rien pu faire. Il avait fait plusieurs séjours en prison ; ancien métallurgiste, il avait commis une succession de délits liés à la toxicomanie. Cette fois-ci, il était plus désespéré que jamais. Il venait de se séparer de sa femme ; père d'une petite fille, il ne supportait pas que sa garde lui ait été refusée, ni le fait qu'on ne lui amène jamais l'enfant malgré la décision du tribunal qui avait pourtant statué qu'il pouvait la voir une fois par semaine.

En prison, il était suivi de près, on était même venu lui parler ce matin-là. Il a trompé tout le monde, et peut-être lui-même. Se pendre avec un drap de lit à 11 heures du matin, ça ne se fait pas. Il n'a laissé aucune lettre : comme si c'était un acte superflu. Il comptait peut-être en écrire une et l'envoyer. En revanche, il a laissé 48 euros : il avait dépensé 12,08 euros pour les dernières courses, qui devaient arriver demain. J'ai recopié sa liste, elle a sans doute un sens caché : "Timbres pour lettres, 1. Enveloppes blanches, 1. Nutella, 54 grammes. Sucre, 1 paquet. 2 boîtes de thon. Alfa avec filtre, 3 paquets. 1 petite bonbonne de butane." (11 octobre 2004) ■

Vivre en prison la tête haute

Je me suis juré d'aider les détenus à ne pas avoir honte d'être où ils sont. Si je pouvais en persuader ne serait-ce qu'un seul, je serais heureux.

Dans certaines sociétés – au Japon actuellement, dans la Grèce antique jadis –, la honte occupe une place primordiale. Nous aussi, récemment encore, nous vivions dans un petit monde et menions une vie de village : la médisance et la honte étaient alors omniprésentes. Aujourd'hui, nous avons au contraire l'impression que vie publique et vie privée sont devenues indifférentes à la honte, quand elles ne s'en moquent pas carrément : "sans vergogne", diraient les plus scandalisés.

Le leitmotiv de la crise des valeurs tourne autour du crépuscule de la honte. Pour que l'on puisse éprouver de la honte, il faut des valeurs nobles et inébranlables. Et vice versa : pour que les valeurs soient solides, il faut avoir honte à la simple idée de les profaner. Nous nous sommes habitués à les considérer avec condescendance, ces valeurs. C'est ce que nous appelons le relativisme. Nous avons appris à regarder les événements sous différents points de vue, avec nos yeux et avec ceux des autres, avec les yeux d'une époque et avec ceux d'une autre. A cause peut-être d'une sorte de repentir des excès auxquels nous a entraînés jadis une foi dogmatique, absolue dans les valeurs, nos relations sont empreintes d'une indulgence bienveillante et cordiale : nous adorons nous pardonner nos écarts de conduite, petits et grands, et nous accueillons volontiers les idées qui nous permettent de nous regarder dans le miroir sans trop rougir. Nous nous aimons.

La télévision est le meilleur miroir qui soit quand on ne veut pas rougir. La télévision a arraché une espèce

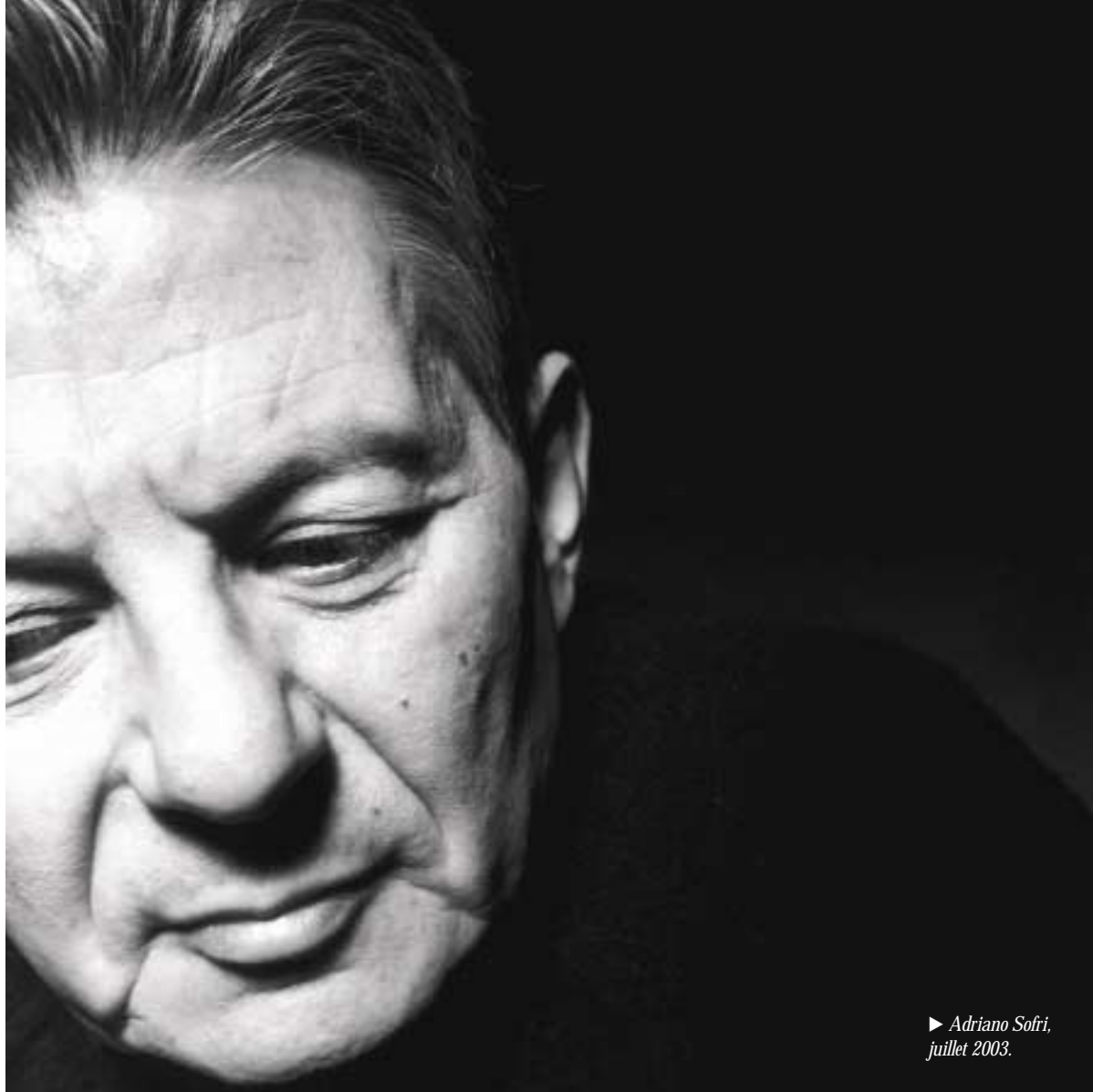
vivante – les animaux humains – à une longue période de timidité et de réserve pour la jeter sur le devant de la scène. A la télévision, il faut dire des énormités, en faire des tonnes. La télévision détrône la vie. Dans la télévision coule, personne ne rougit plus ; dans la vie, heureusement, beaucoup de gens rougissent encore, certains délicieusement, même. Et, si le culot venait avec l'âge, comme une callosité, alors que la pudeur, la timidité et les rougissements étaient le lot de l'adolescence et de la jeunesse, cette opposition ne semble plus avoir cours : les jeunes grandissent avec la télévision et apprennent donc, dès le berceau, à avoir du culot. Pourtant, les suicides des jeunes sont encore largement motivés par la honte. Il suffit d'un reproche, d'une dispute avec d'autres jeunes ou d'une humiliation infligée à la légère.

Certaines éducations ne sont que des formes d'entraînement pour se libérer de la honte. Drôle de façon de faire ! La graine de l'autoritarisme loge dans cette intimidation : "Tu devrais avoir honte !" Pourtant, l'absence de honte et de pudeur (car la pudeur est une honte préventive) se fait parfois sentir. C'est pourquoi je ne prononcerai certainement pas un plaidoyer contre la honte et en faveur de la confiance en soi et de l'impudence. Excepté dans certaines circonstances. Je le fais quand il s'agit de la vie en prison.

J'en ai discuté récemment avec mes compagnons de détention et avec l'auteur d'un livre qui s'intitule *Dere-litti e delle pene* (éd. Riuniti) [Des laissés-pour-compte et des peines – référence à *Des délits et des peines* de Cesare Beccaria (1738-1794)]. L'auteur, Remo Bassetti, a été autorisé à le présenter dans notre prison. Bonne initiative, comme toutes celles qui mettent le monde du dedans en contact avec le monde du dehors. A cette occasion, j'ai expliqué pourquoi, dès le début de ma longue réclusion, je n'ai jamais été tenté d'occuper une place de leader ou de porte-parole des détenus : cela fait presque trente ans que j'ai perdu le goût d'avoir des disciples, fût-ce un seul, et que j'ai préféré m'intéresser passionnément à mes propres affaires sans renoncer pour autant à la solidarité et à la sympathie envers mon prochain, bien au contraire. Donc, ai-je expliqué, cela ne m'a pas empêché de me fixer quelques objectifs qui me semblaient en valoir la peine, le premier étant de veiller à ce que les prisonniers n'aient pas honte d'être prisonniers. Car, même si je faisais comme si de rien n'était, même si je simulais la vraie vie, je me suis toujours efforcé de laisser transparaître, dans chaque mot que j'écrivais ou chaque parole que je prononçais, ma condition personnelle : celle d'un homme qui écrit d'une cellule. De mon existence sont bannis les nuits, les femmes, les enfants, les chiens, les plantes, la mer, les verres en verre.

La prison fait sans cesse appel à la honte : pour intimider les gens respectables, pour effrayer et blesser ceux qui tombent de l'autre côté de la ligne de lumière, pour poursuivre comme d'une marque indélébile ceux qu'elle recrache hors de son puits noir. La honte est tellement forte que lorsque, exceptionnellement, la déferlante de la justice pénale s'abat sur les acteurs d'un système composé d'hommes riches et puissants, ceux-ci, bouleversés à l'idée de passer – ou de risquer de passer – une nuit au trou, s'effondrent dans le désespoir, finissent par se trahir eux-mêmes et par désavouer les autres. C'est compréhensible : les prisons proclament sur leur fronton que, en dehors des grands criminels, elles ne sont pas faites pour les riches, les puissants et les gens respectables, et que ce qui leur arrive n'est qu'un fâcheux malentendu. Ils ne supportent pas la honte : certains finissent même par se tuer, comme ces élèves qui ont reçu une mauvaise note ou se sont fait reprendre pour des cheveux trop longs, et qui n'ont pas le courage de rentrer chez eux pour faire signer leur cahier par leurs parents.

Attention : c'est de la prison qu'ils ont honte, et non des méfaits ou de la bêtise qui les y ont conduits. D'une



► Adriano Sofri,
juillet 2003.

certain manière, cela vaut également pour les détenus ordinaires, qui étaient plus ou moins prédestinés à la prison, de par leur naissance et leur classe sociale. Ils ont honte de la prison, pas des délits. Ils s'efforcent de le cacher, de ne pas le dire à leurs enfants, en usant de mensonges minables (mais les enfants comprennent tout), de le taire à leurs voisins, à leur famille, à leurs concitoyens... Pourtant, être en prison est un acte de dignité : cela veut dire que l'on règle ses dettes (parfois injustement, parfois en payant un prix trop élevé), que l'on tient une place certes provisoire, inconfortable et triste, mais digne.

Bien entendu, personne ne peut décider pour les autres, ni donner de conseils. Pourtant, si j'apprenais que mon comportement avait pu aider un seul détenu à ne plus avoir honte de sa prison, et à ne plus la cacher à sa petite fille, ni à l'institutrice et aux camarades de sa fille, je serais presque satisfait. Presque. La satisfaction est interdite par le règlement à ceux qui sont en prison. Si j'étais vraiment content, je rougirais de honte. (5 mai 2004) ■

Le bazar sur ma fenêtre

Comme les autres prisonniers, je range mes petites affaires entre les barreaux de ma fenêtre. J'ai décidé de vous en dresser la liste.

Avec l'âge, on a tous tendance à se ressembler de plus en plus. Les adultes aiment à penser que les jeunes sont tous semblables : en fait, c'est tout le contraire. Les jeunes sont tellement différents, par nature, qu'ils ne se soucient pas de garder leurs distances : ils se pressent les uns contre les autres, jouent des coudes, se bousculent et s'embrassent. Les vieux gardent leurs distances, pour se protéger de l'impression avilissante qu'il y a

quelque chose de plus fort qu'eux, de plus fort que leur caractère et leur personnalité, qui les rend tous semblables les uns aux autres : les mêmes lieux protégés, les mêmes médicaments, les mêmes plaintes. La diversité des jeunes est prometteuse et naturelle ; la diversité des vieux est construite et a un prix. Regardez comment se tiennent les jeunes dans un tram aux heures de pointe et regardez comment se tiennent les retraités.

Dans un endroit fermé comme celui où je vis, il est plus facile de s'en apercevoir, surtout lorsqu'on y a passé plusieurs années. Suffisamment en tout cas pour percevoir notre propre transformation dans le miroir de celle des autres. Jamais je n'aurais imaginé que je serais un jour un détenu ; jamais je n'aurais pensé non plus que je serais un jour un détenu de droit commun, et ainsi de suite. En vérité, les détenus de droit commun ne pensent pas non plus qu'ils sont des détenus ordinaires. Et pourtant, on s'habitue à vivre en cage, même si on la secoue en hurlant. On en épouse la forme. La douche est affreuse, mais on y va quand même un jour sur deux, ou bien tous les jours, avec des voisins qui viennent aux mêmes heures, allez savoir pourquoi. On se lave dans la même eau. On échange des bribes de conversation. Quelqu'un vous raconte pendant des années ses problèmes de tension trop élevée. La seule différence, c'est qu'elle augmente sans cesse. Un jour, il s'en va : sa tension l'a emporté. Un autre prend sa place et vous commencez, presque sans vous en rendre compte, à vous plaindre auprès de lui de votre tension qui, ces derniers temps (bizarre, n'est-ce pas, c'est la première fois que ça vous arrive ?), est un peu haute. Si on la considère avec magnanimité, cette situation peut donner *La Montagne magique* de Thomas Mann [un sanatorium où les personnages vivent reclus]. Plus terre à terre, elle sert de futile partition à votre déchéance. J'ai été mis en prison lorsque j'étais jeune, et je n'ai jamais cessé de ressentir ce que cet endroit avait de scandaleux, même lorsque je ne croyais pas devoir y retourner un jour.

Certaines vieilles prisons de centre-ville ont des fenêtres grillagées : l'été, elles sont grandes ouvertes, offertes aux yeux des passants qui prennent encore la peine de regarder autour d'eux.

On ne voit rien à l'intérieur, évidemment : il y a deux ou trois rangées de barreaux et de grilles. Mais on peut apercevoir le garde-manger des prisonniers, car chaque rangée de barreaux sert d'étagère aux choses que la cellule ne pourrait pas contenir ou à celles qui, comme les chaussures, sont mieux à l'air libre ; ou encore à celles qui cherchent l'air libre en se contorsionnant, comme le basilic. Un œil expert saurait déduire, à partir de la quantité, de la nature et de la disposition des choses posées sur les barreaux, des indications révélatrices sur les revenus, l'âge et le caractère des hôtes d'une cellule.

Un citoyen ordinaire, qui ne se sentirait pas concerné par l'absurdité de la prison, jetterait un regard plein de compassion, de dégoût ou de curiosité sur ces bribes de patrimoine déposées entre les barreaux : us et coutumes des animaux en cage.

Moi non plus, lorsque j'ai été emprisonné, je n'aurais jamais pensé que je ferais comme les autres, que je remplirais de mes biens multiformes les centimètres carrés entre les barreaux de ma fenêtre. Hier, alors que je marchais dans la cour, mon regard est tombé sur ma fenêtre. Ma fenêtre est la deuxième au rez-de-chaussée, juste après celle des douches et juste au-dessus de la bouche d'égout. C'est pour cela que les moustiques l'adorent, bien qu'elle soit étroite et moche. Bref, j'ai vu qu'elle faisait partie des rares fenêtres qui avaient une grande quantité de choses glissées entre ses barreaux : je me suis dit que nous nous ressemblions beaucoup, nous autres animaux prisonniers, et nous autres animaux humains en général. Puis je me suis demandé ce que la vitrine de ma fenêtre apprendrait sur moi à un observateur étranger. Et je vous la propose également : après tout, l'été, saison propice aux listes de choses et aux jeux de plage, approche.

Sur ma fenêtre, on peut voir dans l'ordre : un vieux rameau de palmes tressées, poussiéreux, défraîchi et plein de toiles d'araignée, qui date du dimanche des Rameaux d'il y a trois ans, don du diacre Alessandro, à qui j'avais parlé de ma nostalgie pour les palmes tressées du sud de l'Italie ; une branche d'olivier plutôt sèche qui remonte au dernier dimanche des Rameaux ; cinq petits pots en plastique blanc qui, à l'origine, contenaient du yaourt, certains en forme d'amphore, d'autres de jarre, que j'ai disposés je ne sais plus quand à la manière d'un tableau de Morandi, mais qui ont été déplacés depuis par le vent et ma négligence. Un support de spirale anti-moustiques en fer-blanc rouillé : chaque jour, je me dis que je n'utiliserai plus cette spirale parce que j'ai lu que ses effets équivalaient à ceux de deux ou trois paquets de cigarettes, mais, chaque soir, vaincu par le désespoir, je reviens sur ma décision. Des tomates très vertes. Des tomates très rouges. Quelques bananes. Un petit plant de basilic dans un verre en carton plein d'eau. Une paire de pantoufles, une paire de tennis, deux paires de chaussures de ville. Trois kiwis. Un Camping-Gaz. Trois citrons desséchés. Une rose rouge, cadeau de l'Eglise. Deux brins de lavande. Une minuscule figue de Barbarie de la taille d'un ongle, tombée d'un petit cactus de l'infirmerie. Un coquillage quelconque. Un maillot de l'équipe de foot de la Fiorentina en attente d'être lavé. Une boîte de haricots. Un après-rasage Dolce & Gabbana offert par des amis, le 1^{er} août, il y a trois ans, alors que je n'utilise pas d'after-shave. Une crèche en bois, sur un socle de cinq centimètres de long, que m'a rapportée de Bethléem la bonne sœur de la prison. Un chardonneret en papier coloré. Une cafetière sans manche et sans filtre. Un voilier fait avec des cure-dents et deux coquilles de noix, des voiles en papier vert et orange, battant pavillon néo-zélandais.

(7 juin 2004) ■

SUR LES TRACES D'UNE ESCROQUERIE

Otto Witte, saltimbanque et roi d'Albanie

KLAN
Tirana

Le vrai Premier ministre de l'Albanie n'est-il pas l'ambassadeur américain à Tirana ? Ne serait-ce pas par hasard le FMI qui gère nos finances ? Au fond, qui décide de la validité de nos élections, sinon l'OSCE ? Et si l'on va plus loin, n'est-il pas vrai que le chef de la Mission intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK) est le roi du Kosovo, et que le commandant de la KFOR est son véritable ministre de la Défense, son grand amiral ? Ces expressions modernes de notre infériorité, qui accompagnent comme un refrain l'existence de toutes les unités étatiques albanaises, ne sont en effet rien d'autre que les réminiscences d'un passé marqué par les mêmes complexes à l'égard des étrangers...

Ainsi, en 1913, le personnage de l'année était l'Allemand Otto Witte. Pour des raisons obscures, peut-être une ressemblance phonétique de son nom avec celui du prince Wilhelm de Wied, un moment prétendant au trône du pays des Aigles, l'histoire de cet ancien artiste de cirque a troublé les esprits en Albanie, en Allemagne, en Turquie et ailleurs. Même quarante-six ans après sa mort, son personnage d'aventurier et de mythomane d'envergure internationale inspire des dizaines de publications. Otto Witte continue d'étonner à cause d'une décision inouïe : en février 1913, il a décidé de se faire sacrer roi d'Albanie et d'entrer

1913. Alors que le pays est plongé dans l'incertitude, un clown allemand se présente au port de Durrës... et devient Othon I^{er}, le premier souverain albanais de l'époque moderne.

dans l'Histoire. Sur sa pierre tombale, dans le cimetière d'Ohlsdorfer, à Hambourg, il est écrit : "*Otto Witte, ehemaliger König von Albanien* [Otto Witte, ancien roi d'Albanie] 16.10.1871 – 13.08.1958". L'immeuble où il a vécu, à Berlin, dans le quartier de Pankow, porte la même inscription. Dans les documents d'identité que les diverses administrations allemandes lui ont délivrés entre 1913 et la fin de ses jours, en 1958, son titre d'ancien roi d'Albanie a toujours été accolé à son nom. Un titre que personne n'a osé remettre en question et qu'une cour allemande a même officiellement reconnu peu après son retour en Allemagne de son voyage "royal" dans l'Albanie chaotique de 1913. Grâce à cet acte juridique, il a échappé à un mandat d'arrêt, ainsi qu'à un internement à vie en hôpital psychiatrique – ce qui, dans les années 1910, ne différait en rien de la prison.

Qu'a donc fait Otto Witte pour marquer à ce point les esprits ? En cet hiver 1913, la Première Guerre balkanique à peine terminée, l'avenir de l'Albanie, le dernier pays des Balkans à quitter l'Empire ottoman, était

à l'ordre du jour dans toutes les chancelleries occidentales. Au moins deux gouvernements albanais aspiraient aux territoires encore non occupés par les armées des pays voisins. Ismail Qemali [ayant proclamé l'indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912, il forma un gouvernement à Vlora, dans le sud de l'Albanie] s'était montré prêt à donner le pouvoir à une administration internationale dirigée par un monarque ou un administrateur occidental. Celui d'Esad Pashe Top-tani, basé à Durrës et ayant une forte influence dans les zones de l'Albanie centrale, préférait en revanche un gouverneur turc pour régner dans le pays. Toutes les négociations tournaient autour de ces deux tendances en désaccord.

La conférence des ambassadeurs, tenue à Londres du 17 au 20 décembre 1912, avait décidé de faire de l'Albanie une principauté autonome dont le prince serait désigné par les grandes puissances. Pendant des mois, les candidatures échouèrent les unes après les autres, les grandes puissances ne parvenant pas à s'entendre. Mais à l'époque, personne ne connaissait ces détails. Même pas Otto Witte, qui se trouvait à Istanbul avec son ami, l'avaleur de sabres Max Schlepsig, et entendit raconter que l'un des candidats au trône d'Albanie était le neveu du sultan turc, Halim Eddin.

Né à Düsseldorf le 16 octobre 1871, Otto avait beaucoup voyagé en Europe, en Afrique et en Asie. C'était un très bon connaisseur de l'Empire ottoman et de la langue turque, malgré certains témoignages qui disent qu'il n'arrivait pas à lire et écrire correctement,

faute d'éducation. Il n'avait, certes, fréquenté l'école que pendant deux ans, mais il était doué pour les langues étrangères. Artiste de rue, il faisait de la parodie, des jeux de magie. Sa vie de saltimbanque

l'avait mené à Istanbul. Ayant besoin d'argent, en 1912, il intégra l'armée impériale turque où, de sous-officier, il s'éleva rapidement au grade de major. Un jour, il fit la connaissance de l'officier de renseignement turc Ismail Arsim, qui devint son ami et le fit entrer dans les services d'espionnage de l'Empire.

Voici donc Otto envoyé à Belgrade puis à Sofia, où il accomplit avec succès les missions qui lui sont confiées. C'est à ce moment-là qu'une idée géniale lui traverse l'esprit : se présenter en Albanie comme l'envoyé des grandes puissances et mettre ainsi un terme à l'indécision qui empêche le choix d'un candidat. Otto a en effet du mal à s'habituer à la vie de soldat. Son esprit libre le pousse toujours à chercher l'aventure. Dans le passé, n'avait-il pas enlevé une princesse éthiopienne à Addis-Abeba ?

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce personnage va parvenir à se faire couronner roi, ne fût-ce que pour quelques jours, dans un pays de 1 million d'habitants peuplé de combattants fortement armés et notoirement difficiles à gouverner par qui que ce soit. Otto Witte, apparemment connaisseur de la psychologie des foules, a pourtant réussi. Entre le 8 et 12 février 1913, il décide d'exploiter sa ressemblance

◀ *L'ex-roi d'Albanie au milieu de son public lors d'un de ses spectacles en Allemagne.*





Keystone

avec le prince Halim Eddin, candidat à la couronne. Il envoie alors un télégramme à Durrës en annonçant aux autorités et à Esad Pashe Toptanin que, dans deux jours, Halim Eddin, roi d'Albanie, arrivera en vue des côtes. Avec son ami Schlepsig, qui se présente comme son "accompagnateur", ils louent deux uniformes de théâtre. Schlepsig se procure un bateau à Salonique et, ensemble, ils se dirigent vers la ville de Durrës. Très attendu par Esad Pashe Toptani et la population, Otto Witte est accueilli comme un authentique souverain ! Il débarque à Durrës, passe en revue l'armée en tenue de parade et se fait couronner roi d'Albanie. Ensuite, il continue sa marche sur Kavaja, ville voisine de Durrës, où il fixe sa "capitale" et où on lui dresse une

tente royale. Par un de ses premiers décrets, il déclare la guerre au Monténégro. Entretemps, en signe d'admiration, sa "cour" lui organise un vrai harem. Otto vit royalement pendant quelques jours, mais il est conscient que ce jeu ne pourra pas durer très longtemps. A Istanbul, le sultan apprend la nouvelle que son neveu Halim Eddin est devenu roi d'Albanie. Il se réjouit que le jeune homme se soit montré si discret, laissant tout le monde croire qu'il partait en vacances en Autriche, alors qu'il allait se faire couronner. Il lui envoie un télégramme de félicitations et s'étonne de ne pas recevoir de réponse. Finalement, Halim lui fait savoir qu'il n'a rien à voir avec le monarque de Durrës, car lui-même se trouve à Vienne.

▲ *Otto Witte, posant en uniforme royal devant sa roulotte.*

d'être le seul monarque de l'Europe à ne pas être invité à Monte-Carlo, au mariage du prince Rainier III avec la comédienne Grace Kelly. Otto Witte est mort le 13 août 1958. A Pankow, où il a passé la plus grande partie de sa vie, le pavillon qui lui est consacré est l'un des endroits les plus visités. Les scouts de la ville ont nommé leur équipe Otto Witte, en hommage au souverain. Et pour cause : dans tous les documents officiels qu'Otto Witte possédait, son titre est resté inchangé : Otto Witte, ancien roi d'Albanie.

Sokol Shameti

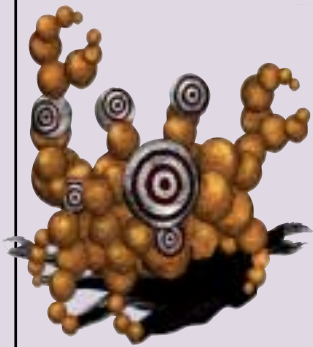
La colère du sultan est terrible, mais Otto Witte s'y était préparé. Quand les soldats d'Esad Pashe Toptani, furieux de la supercherie, entrent dans sa tente à Kavaja, Otto n'est plus là ! Aidé par les femmes du harem, il s'est enfui avec son ami en direction de l'Italie, non sans emporter une partie du trésor. Quand, à son arrivée à la frontière allemande, il se présente comme le roi d'Albanie, on se moque de lui et il est envoyé d'urgence à l'hôpital psychiatrique le plus proche.

Otto ne se démoralise pas, il entame une procédure judiciaire où il réclame la reconnaissance de son titre. Car, pour quelques jours, il a été pour de vrai le roi de l'Albanie et il a bénéficié de tous les honneurs du titre, indépendamment du fait que tout cela était basé sur un mensonge et qu'il ait été usurpé les attributs de quelqu'un d'autre. Le tribunal lui donne raison et reconnaît son titre. Ce dernier figurera dans toutes les correspondances d'Otto Witte avec l'Etat allemand jusqu'à 1958, quand il mourra à Hambourg. Qu'on le veuille ou non, Otto Witte est l'un des rois qui ont régné sur l'Albanie. Par son mensonge, il a donné une bonne leçon aux habitants du "royaume" : tout ce qui brille n'est pas or ! Qu'importe que bon nombre d'Albanais n'aient pas la moindre idée de qui était Otto Witte ni de ce qu'il faisait en Albanie en ces temps troublés de 1913. Dans son livre *Roi d'Albanie cinq jours*, sa fille, la "princesse" Elfriede Witte, présente son père comme le plus grand aventurier de tous les temps. Une fois de retour, Otto avait l'habitude de se montrer en tournée dans les villes d'Allemagne, sortant de sa roulotte, transformée en château, en habit de roi d'Albanie. En 1957, un an avant son décès, Othon I^{er} d'Albanie est devenu un objet de moquerie en s'indignant

■ sciences

Cancer : les chercheurs sont enfin optimistes

p. 56



■ économie

Moscou préfère les multinationales aux oligarques

p. 59

A chacun sa conception de la morale

p. 60

Après Bangalore, Madras aussi la joue techno

INFORMATIQUE ■ Victime de son succès et faute d'une politique cohérente, la capitale indienne des nouvelles technologies ne fait plus l'unanimité parmi les investisseurs.

THE WEEK
Cochin

Dialogue de deux informaticiens américains : "T'es au courant pour Bob ? On lui a fait le coup de Bangalore." En d'autres termes, son poste a été délocalisé. La Silicon Valley a beau avoir inventé une nouvelle expression pour déplorer la fuite des emplois vers Bangalore, sa concurrente indienne ne fait plus l'unanimité auprès des entreprises de nouvelles technologies installées là-bas. Vivek Paul, PDG et vice-président du conseil d'administration de Wipro, a donné le ton fin juillet en annonçant les résultats 2004 de son entreprise spécialisée dans les logiciels. Il n'a pas hésité à déclarer que les salaires élevés et les problèmes d'infrastructures avaient ralenti son expansion à Bangalore. De son côté, Nandan Nilekani, le directeur d'Infosys, a beau affirmer ne pas avoir à se plaindre du gouvernement, sa demande d'acquisition d'un terrain de 120 hectares, soumise en novembre 2003, n'a toujours pas été approuvée.

"Ces dernières années, Bangalore s'est forgé une réputation internationale et les autorités devraient faire plus attention à la protection de ses atouts", estime Anjan Ghosh, directeur des relations extérieures d'Intel India. Le Premier ministre de l'Etat du Karnataka [dans le sud-ouest de l'Inde], Dharam Singh, a beau avoir promis que tout allait être mis en œuvre pour régler les problèmes d'infrastructures de la ville, il n'a pas pour autant fixé de date butoir pour le moindre projet. Le directeur de Software Technology Parks of India, B. V. Naidu, pense que la ville, grâce à son inépuisable réservoir de main-d'œuvre (le Karnataka forme 28 % des professionnels des nouvelles technologies dans ses 42 écoles d'ingénieurs), n'est pas près de perdre son titre de leader. "Nous aimerions voir de nouveaux pôles technologiques se développer à Mysore, Hubli-Dharwad, Mangalore, Belgaum et Gulbarga", déclare pour sa part M. K. Shankarling Gowda, le secrétaire d'Etat chargé des nouvelles technologies. "Mais Bangalore va bien entendu continuer à attirer du monde." La plupart des entreprises des secteurs de pointe sont prêtes à investir dans les infrastructures, en partenariat avec le gouvernement local. "Si la ville continue à se développer, mais de manière organisée, et qu'elle maintient sa suprématie sur les autres villes, les problèmes de saturation disparaîtront", explique Hari Hedge, directeur général de Wipro. "La culture cosmopolite, l'esprit scientifique, le réservoir de talents, tous ces atouts sont encore là. Le seul changement c'est que la taille de la ville a triplé, voire quadruplé, ces vingt der-

► Dessin paru dans The Economist, Royaume-Uni.



■ Chiffres

Bangalore, souvent dénommée la Silicon Valley de l'Inde, assure aujourd'hui 28 % des exportations de logiciels en Inde. En quelques années, la ville a conquis plus de 15 % du marché mondial des logiciels conçus à la demande. Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2004, qui commence le 1^{er} avril en Inde, les exportations de Bangalore dans ce secteur ont atteint 75 milliards de roupies [1,3 milliard d'euros], soit une augmentation de 34 % par rapport à l'année précédente. La capitale du Karnataka accueille en outre de très nombreux services informatiques externalisés. Sur les 92 entreprises qui s'y sont implantées au premier semestre 2004, 20 gèrent en sous-traitance des services informatiques de sociétés étrangères.

nières années." Voilà pourquoi d'autres villes pointent le bout de leur nez.

Si Madras est célèbre dans le monde entier pour ses tissus, la multiplication des boîtes de nuit et des pubs montre à quel point la ville connaît actuellement un nouvel essor. Madras, qui a vu ses exportations atteindre plus de 70 milliards de roupies [1,2 milliard d'euros] en 2003-2004, est l'une des destinations les plus recherchées du secteur des nouvelles technologies en Inde. La ville a le privilège unique d'héberger les 10 meilleures entreprises indiennes de logiciels, comme TCS, Infosys, Wipro, Satyam et HCL. Et l'Association nationale des entreprises de logiciels et de services devrait également bientôt y installer ses locaux. Mais pourquoi Madras exerce-t-il autant d'attrait sur les investisseurs ? Quand Isoft, une entreprise britannique de produits informatiques, s'est décidée à s'installer en Inde, elle a lancé une étude qui a placé Madras en tête des villes les plus dynamiques. "Nous ne regrettons pas notre décision", assure Ravan Boddu, PDG de Isoft. "Nous avons commencé avec quatre employés en 2001 ; nous sommes aujourd'hui 820. Et nous comptons atteindre les 1 000 d'ici à deux mois."

UN VIVIER DE DIPLÔMÉS ET DES INCITATIONS FISCALES

Pour les industriels, plusieurs raisons expliquent la formidable expansion de Madras. La première, c'est son vivier de jeunes diplômés. Le Tamil Nadu, situé au sud-est du Karnataka, compte plus de 250 écoles d'ingénieurs. "La plus grande force de Madras, ce sont ses ressources humaines, en termes de quantité mais aussi de qualité", affirme Sudeep Jain, directeur d'Electronic Corporation of Tamil Nadu (Elcot), un organisme gouvernemental chargé de faciliter les investissements à Madras. Quand D & B (Dun & Bradstreet Corporation), une filiale de l'entreprise de logiciels Cognizant, a décidé d'installer une usine en Inde, ils ont longuement hésité entre Bangalore et Madras. "D & B a procédé à une évaluation des sites les plus rentables de la planète, et notre choix s'est porté sur Madras", raconte l'un de ses responsables. "Quand nous avons commencé à nous organiser en 1994, un nombre important d'ingénieurs originaires du Tamil

Nadu qui travaillaient pour des multinationales à l'étranger ont manifesté leur désir de revenir travailler dans leur région d'origine. Ce qui n'a fait que confirmer notre souhait de nous installer à Madras, afin d'attirer les cerveaux qui rentraient au pays."

Mais le soutien du gouvernement local est sans doute le facteur le plus important. Le Tamil Nadu est le premier Etat à avoir mis en place une politique destinée à favoriser l'implantation des entreprises de nouvelles technologies en 2002. "La politique liée aux nouvelles technologies 2002 fait l'inventaire des mesures incitatives, comme une réduction immédiate de 50 % du droit d'enregistrement et l'exemption des charges liées au coefficient d'occupation des sols (COS) pour les bâtiments abritant des entreprises des secteurs de pointe", explique Sudeep Jain. Les autorités ont également mis en place des zones industrielles de 500 hectares, comme Tidel Park et Siruseri, qui se sont vendues en moins d'un an. L'Etat dispose également de l'un des réseaux de communication les plus performants, avec plus de 14 000 kilomètres de fibre optique. "Bangalore est surpeuplé, et Hyderabad doit encore faire ses preuves", souligne Govind Singhal, directeur et membre du conseil d'administration de Polarix. "C'est la raison pour laquelle Madras a autant de succès."

Le secteur des nouvelles technologies pourrait générer plus de 100 000 emplois au Tamil Nadu dans les trois ou quatre prochaines années. Poussé par la demande, l'Elcot travaille à présent sur un projet gigantesque de 1 500 hectares, le KIT (Knowledge Industry Township ou Cité industrielle du savoir). "D'après nos estimations, d'ici à 2010, le secteur des hautes technologies devrait créer 250 000 emplois directs et 750 000 emplois indirects, affirme Sudeep Jain. Ce qui correspond à une masse salariale annuelle d'au moins 15 milliards de roupies, dont les deux tiers seraient réinjectés dans l'économie locale et se multiplieraient." Le Tamil Nadu n'occupe encore que la deuxième place après le Karnataka en termes d'exportations de logiciels, mais, s'il continue à améliorer sa stratégie de relations publiques et la qualité de ses infrastructures, il y a des chances pour qu'il se hisse au premier rang au cours des cinq prochaines années.

N. Bhanutej

Traitement du cancer : les chercheurs ont enfin des

MÉDECINE ■ Le second âge d'or de la lutte contre le cancer a commencé. Grâce à des diagnostics de plus en plus précis et précoces, et grâce à des médicaments de plus en plus ciblés, les nouvelles thérapeutiques marquent des points décisifs contre la maladie.

THE ECONOMIST
Londres

Si l'on s'en tient aux chiffres, il semble que l'humanité soit en train de perdre la guerre contre le cancer. Selon les dernières statistiques de l'Organisation mondiale de la santé, le nombre de cas de cancers sur la planète s'élevait à 10 millions en 2000 et le nombre de décès dus à cette maladie à 6 millions. Et le bilan ne cesse de s'alourdir. Avec le vieillissement de la population, l'augmentation du tabagisme et le succès des formes [malsaines] d'alimentation occidentale, le cancer est en nette progression sur toute la planète. On a calculé que 40 % des individus vivant aujourd'hui aux Etats-Unis souffriront d'un cancer au cours de leur existence et qu'ils seront 50 % dans ce cas en 2010.

Pourtant, depuis le discours de 1971 par lequel le président Richard Nixon a déclaré la guerre au cancer, les Etats-Unis ont versé à eux seuls près de 70 milliards de dollars de fonds publics au National Cancer Institute. Un chiffre auquel il faut ajouter l'argent investi par les laboratoires pharmaceutiques et les associations caritatives, ainsi que les crédits de la recherche des pays étrangers. En dépit de tous ces fonds, le taux de mortalité par cancer aux Etats-Unis est passé de 163 pour 100 000 personnes en 1971 à 194 en 2001. En revanche, sur la même période, les taux de mortalité baissaient pour les maladies cardiaques et les attaques d'apoplexie, deux pathologies souvent associées au style de vie occidental.

DES MÉDICAMENTS DIFFÉRENTS POUR DES CANCERS DIFFÉRENTS Fort heureusement, ces chiffres ne rendent pas pleinement compte de la situation. En réalité, les scientifiques sont optimistes, très optimistes. Comme l'affirme Paul Workman, directeur du groupe de recherche Cancer Research du UK Centre for Cancer Therapeutics, "c'est le second âge d'or de la recherche sur le cancer". Même s'ils ne pensent pas pouvoir guérir le cancer au cours de la prochaine décennie, beaucoup de chercheurs pensent qu'ils pourraient le ramener au rang d'une maladie chronique – avec laquelle les patients pourraient donc vivre – comme le diabète.

Comment ? Le cancer est dû à une prolifération incontrôlée des cellules. Lorsqu'elles sont saines, les cellules régulent leur division, réfrénant d'elles-mêmes leur tendance à se reproduire. Ce prodige de l'évolution a permis le développement de créatures multi-

► Dessin d'Ajube
paru dans
El Mundo, Madrid.

■ Diminuer les risques

Selon l'OMS, les facteurs diététiques sont responsables d'environ 30 % des cancers dans les pays occidentaux. Les fruits et les légumes sont en première ligne des facteurs protecteurs, tandis que la viande en conserve et les salaisons constituent les facteurs de risques les plus importants. L'activité physique est un facteur positif (en particulier pour les cancers du sein et du colon), tandis que le surpoids et l'obésité sont des facteurs négatifs. La cigarette est le plus important facteur de risque facilement évitable. Pour plus d'information, voir <http://www.who.int/dietphysicalactivity/publications/facts/cancer/en/>



cellulaires. Mais, parmi les milliards de cellules qui composent un corps humain, il est inévitable que des mutations se produisent, rendant inopérants les gènes régulateurs. Le cancer apparaît quand les cellules non régulées, qui se multiplient plus rapidement, l'emportent sur les cellules régulées.

Les traitements les plus courants – mis au point dans les années 1970, pendant le premier "âge d'or" de la recherche – s'attaquaient aux cellules engagées dans un processus de division. Ils stoppaient les tumeurs mais détruisaient toutes les cellules proliférantes, indépendamment de leur origine, de leur fonction ou de leur état. Leur action sur les tissus sains avait des effets secondaires tels que nausées, fatigue et affaiblissement du système immunitaire. La nouvelle génération d'anticancéreux, dont certains sont déjà commercialisés et d'autres en essai clinique, ne détruit que les cellules anormales. Ceux-ci sont conçus pour régler les problèmes moléculaires qui amènent la tumeur à se développer.

Le plus utilisé de ces médicaments novateurs est le Glivec, qui agit sur la leucémie myéloïde chronique, une forme de cancer du sang causé par la fusion d'une partie du chromosome 9 avec une partie du chromosome 22. Le chromosome hybride issu de ce réarrangement génétique réunit les deux gènes BCR et ABL en une chimère qui produit une enzyme appelée BCR-ABL. L'enzyme génère un signal incitant les cellules myéloïdes à proliférer. Le Glivec bloque l'activité de cette enzyme et stoppe ainsi le développement de la tumeur. Aussi complexes qu'elles puissent paraître, les informations sur les dommages moléculaires à l'origine de la leucémie myéloïde chronique jouent un rôle primordial dans le succès d'anticancéreux comme le Glivec. Sans elles, des médicaments ciblés auraient peu d'effet.

L'histoire d'une autre molécule, l'Iressa, illustre elle aussi ce point. Le

médicament bloque spécifiquement l'action de l'EGFR, une enzyme de la même catégorie que la BCR-ABL – les tyrosines kinases, souvent impliquées dans la prolifération cellulaire. Cette enzyme est présente dans de nombreux types de cellules saines, mais elle est surabondante dans 80 % des cancers du poumon. Les chercheurs avaient supposé que l'Iressa constituerait un traitement efficace pour la majorité des patients atteints d'un cancer du poumon. Pourtant, la molécule ne s'est révélée efficace que pour 10 % des malades, même si elle ralentissait la progression de la maladie dans 30 à 40 % des cas. Ce n'est que cet été que la raison en fut élucidée. Plusieurs études ont en effet montré que les malades qui avaient réagi fortement à l'Iressa présentaient une surabondance d'EGFR sous une forme mutante. Ceux chez qui l'effet du traitement a été faible ou nul avaient eux aussi une surabondance d'EGFR, mais sous sa forme normale. Cette découverte mit en évidence un impératif crucial : les nouveaux médicaments, contrairement aux anciens, doivent être administrés à des catégories de patients soigneusement sélectionnés. Pour que ces traitements ciblés soient efficaces, les chercheurs doivent parvenir à distinguer les malades qui y sont sensibles. Sans cela, on risque non seulement de gaspiller des médicaments autorisés sur des malades qui ne peuvent en attendre aucun bienfait, mais aussi de passer à côté de médicaments efficaces car ils échoueraient lors des tests de validation – ce qui les empêcherait d'obtenir leur autorisation de mise sur le marché.

Bien sûr, l'explication de l'efficacité de l'Iressa sur certains patients plutôt que sur d'autres ne garantit pas le succès des traitements ciblés, comme le fait remarquer Brian Druker, qui enseigne à l'Oregon Health Science University de Portland et qui a développé le Glivec. Encore faut-il, selon lui, que les chercheurs comprennent l'anomalie moléculaire précise à l'origine du cancer, mettent au point un traitement adéquat et ne l'utilisent que sur les patients atteints de cette anomalie. Or les milieux scientifiques et les laboratoires pharmaceutiques savent qu'il ne sera pas toujours possible d'identifier une mutation unique ou majeure à l'origine d'un type particulier de cancer. En effet, la leucémie myéloïde chronique est une forme rare, car elle est provoquée par une seule mutation, la fusion chromosomique des gènes BCR et ABL. Mais, dans la plupart des cancers, quatre ou cinq mutations se sont déjà produites au moment du diagnostic. Il est donc difficile d'imaginer qu'un seul médicament puisse assurer la guérison, voire ralentir la progression de la maladie.

ASSOCIER PLUSIEURS TRAITEMENTS CIBLÉS

Compte tenu de la complexité du problème, les chercheurs estiment donc qu'il est nécessaire d'associer plusieurs molécules, de manière à pouvoir traiter plusieurs mutations simultanément. L'idée n'est pas nouvelle. Des combinaisons médicamenteuses sont administrées pour la plupart des cancers (et dans le cas du sida). Mais les traitements existants associent généralement des médicaments conventionnels, non ciblés. Le problème, aujourd'hui, est de parvenir à mettre au point des combinaisons efficaces à l'aide de médicaments ciblés.

Les premiers traitements de ce type, qui sont déjà sur le marché, associent un médicament ciblé à un ou plusieurs agents conventionnels. Ainsi, l'Herceptine, un anticorps qui bloque une protéine, le HER-2, à la surface des cellules, est souvent administré en association avec des traitements conventionnels du cancer du sein. Dans ces combinaisons, le médicament ciblé a pour effet de rendre la tumeur plus vulnérable aux molécules conventionnelles. Une méthode plus novatrice consisterait à combiner plusieurs médicaments ciblés. C'est ce qu'ont tenté de réaliser des chercheurs du Sarah Cannon Cancer Centre de Nashville, dans le Tennessee. Ils ont testé l'effet conjugué de deux molécules utilisées pour traiter le cancer du foie : l'Avastin, qui bloque l'angiogénèse (la prolifération des vaisseaux sanguins qui alimentent et oxygènent la tumeur) et le Tarceva, un autre inhibiteur de l'EGFR. Ces travaux, présentés lors d'un congrès scientifique en juin dernier, ont été salués comme les prémices d'une nouvelle tendance.

Toutefois, outre la difficulté proprement scientifique de l'entreprise, le développement de traitements combinés se heurte au problème des droits

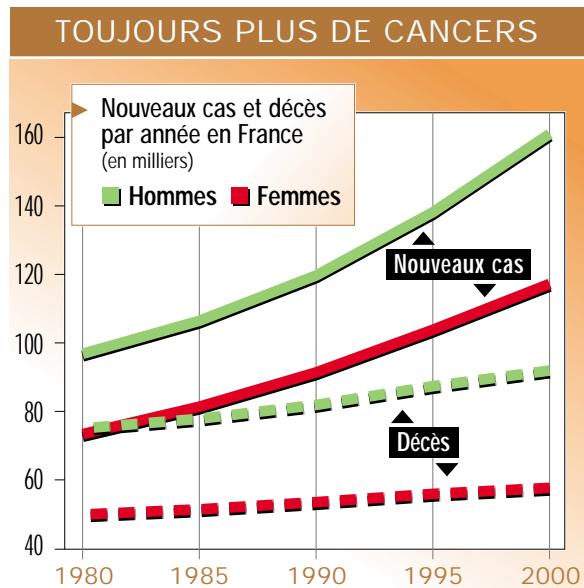
raisons d'être optimistes

de propriété intellectuelle. Pour produire les meilleures associations possibles, les laboratoires vont devoir coopérer en matière de développement et d'expérimentation. Bien que certains d'entre eux se soient montrés réticents à tester leurs médicaments dans des combinaisons avant d'avoir reçu l'autorisation de mise sur le marché, de nombreux chercheurs jugent de tels efforts nécessaires pour garantir une meilleure efficacité des médicaments et des progrès en oncologie. Selon Daniel Von Hoff, de l'université de l'Arizona, à Tucson, certains médicaments qui, par eux-mêmes, n'ont pas une action suffisante pour recevoir l'autorisation pourraient être approuvés s'ils étaient associés à d'autres molécules.

Même ces traitements ciblés ne seront pourtant pas d'un grand secours s'ils ne sont pas employés à bon escient. C'est ici qu'intervient un autre aspect du second âge d'or du traitement du cancer : l'affinement du diagnostic. La technique la plus prometteuse dans ce domaine est l'utilisation des puces à ADN. Celles-ci permettent d'identifier les mutations intervenues sur des gènes précis et de contrôler l'activité d'un grand nombre d'autres gènes. Le médecin peut ainsi distinguer dans une tumeur les gènes qui sont plus actifs de ceux qui le sont moins. Ces puces ont permis un progrès crucial : des pathologies qui apparaissaient, même au microscope, similaires ont pu être subdivisées en petits groupes en fonction de leur biologie moléculaire (comme dans le cas du cancer du poumon et de l'Iressa). La technologie des puces à ADN ouvre la voie à une "médecine personnalisée" – considérée comme la médecine de demain –, qui permettra d'offrir aux patients un traitement "à la carte".

LA PREMIÈRE VAGUE DES MÉDICAMENTS DE DEMAIN

Un certain nombre de ces traitements personnalisés sont déjà disponibles. Pour les cancers du sein, par exemple, on teste régulièrement la présence de HER-2, et seules les patientes chez qui elle est détectée sont traitées avec l'Herceptine. Mais un projet appelé TRANSBIG, regroupant plusieurs essais cliniques et mis en œuvre à Bruxelles, entend aller plus loin. Il y a quelques mois, un essai a été lancé pour déterminer s'il était possible d'identifier – grâce aux puces à ADN – les patientes ayant besoin d'une chimiothérapie après l'intervention chirurgicale et celles pouvant s'en passer. Aujourd'hui, la grande majorité des femmes atteintes d'un cancer du sein subissent un traitement postchirurgical (95 % aux États-Unis et 85 % dans les pays de l'Union européenne) même lorsque leurs ganglions lymphatiques paraissent sains et que le risque d'apparition de métastases est limité. Or il est clair que seule une faible proportion d'entre elles profitent des bienfaits de ce traitement, alors que la plupart souffrent de ses effets secondaires. L'essai de TRANSBIG, réalisé sur 5 000 femmes et pour 70 gènes, est



le premier à tester la capacité des puces à déterminer le diagnostic. Il prendra fin en 2010 ou 2011.

Toujours est-il que les médicaments ciblés qui apparaissent aujourd'hui sur le marché ne devraient représenter que la première vague de traitements anticancéreux de la nouvelle génération. L'arsenal thérapeutique se développera probablement au cours des cinq prochaines années avec l'identification de nouvelles cibles et l'autorisation de nouveaux types de molécules.

Un type de médicaments qui devrait se développer dans les cinq années à venir est celui des anticorps. Les anticorps sont des protéines extrêmement spécifiques, produites par le système immunitaire pour détruire des agents infectieux tels que les bactéries. Cependant, il est facile de produire en laboratoire des anticorps qui se fixent sur les protéines humaines. L'anticorps dirigé contre des protéines présentes dans les tumeurs pourrait avoir un bon effet thérapeutique, comme c'est le cas pour l'Herceptine. A défaut d'agir sur la tumeur, un anticorps pourrait servir à véhiculer un médicament trop toxique pour pouvoir circuler librement dans le corps ou un isotope radioactif conçu pour détruire uniquement les cellules cancéreuses. Plusieurs traitements de ce type se sont déjà avérés efficaces contre le cancer du sang. D'autres anticorps pourraient viser des cellules associées à la survie des tumeurs comme l'Avastine, la molécule anti-angiogénèse.

Une autre méthode consiste à stimuler le système immunitaire à l'aide d'un vaccin (voire d'anticorps supplémentaires) pour qu'il détruise la tumeur. Les chercheurs pensaient au départ que cette méthode permettrait de traiter la maladie, mais elle n'a pas donné les résultats escomptés. Comme le souligne Jedd Wolchok, du Memorial Sloan-Kettering Cancer Centre, à New York, elle devrait servir tout au plus à limiter les rechutes ou à détruire les cellules cancéreuses subsistant après l'ablation de la tumeur. Les chercheurs attendent avec impatience les premiers résultats

Evolution

Le nombre de nouveaux cas de cancer a augmenté de plus de 60 % en vingt ans. Le nombre de décès a crû plus lentement, ce qui reflète la meilleure efficacité des traitements.

de l'essai clinique à grande échelle d'un vaccin conçu pour traiter les mélanomes malins, le Canvaxin. S'il s'avère efficace, il ouvrira la voie à d'autres types d'immunothérapie.

Des méthodes encore plus extravagantes sont en développement. Au début des années 1990, des chercheurs californiens ont eu l'idée de modifier un adénovirus (l'un des virus du rhume) pour l'amener à détruire les cellules cancéreuses. Les premiers essais ont échoué, mais les manipulations ultérieures semblent avoir été concluantes. La première phase d'essais cliniques sur des patients atteints de tumeurs cérébrales devrait commencer d'ici à la fin de l'année. Une autre équipe est en train de tester un virus modifié sur des patients qui présentent un risque élevé de développer un cancer de la bouche. Le virus, utilisé ici à des fins préventives, est inoculé par bain de bouche.

Mais, au dire de Lee Hartwell, le directeur du Fred Hutchinson Cancer Research Centre, à Seattle, le changement le plus important en cancérologie résidera dans la mise au point de diagnostics précoces. Plus un cancer est diagnostiqué à un stade avancé, plus il y a de risques que la tumeur ait recours à des astuces génétiques pour tromper les médicaments les plus efficaces. Une tumeur de la taille d'un petit pois, comportant

1 milliard de cellules, a de quoi échapper au traitement.

Grâce à la scannographie – tomographie, imagerie à résonance magnétique et tomographie par émission de positrons –, nous disposons d'ores et déjà d'une quantité d'informations physiologiques et chimiques bien plus importante que durant le premier âge d'or de la recherche sur le cancer. Au cours de la prochaine décennie, ces techniques, associées à de nouvelles sondes radioactives et fluorescentes, permettront aux cliniciens de distinguer de minuscules amas de cellules précancéreuses. Edison Liu, directeur général du Genome Institute of Singapore, parle d'images "star-trekiennes" du corps, grâce auxquelles les médecins seront capables de déceler des excroissances d'une dizaine de cellules et de dire lesquelles posent problème. Si, par exemple, c'est l'EFGR qui est dérégulé, ils pourront le traiter avec un inhibiteur comme l'Iressa ou le Tarceva bien avant l'apparition des premiers symptômes.

Avec des techniques aussi fines, il est possible que l'on s'aperçoive que le cancer est une maladie bien plus répandue qu'on ne le pensait et donc que le risque d'être atteint, soit 50 % pour les Américains, augmente considérablement. Mais celui de mourir de la maladie ne devrait pas tarder, au contraire, à décliner. ■

Moscou préfère les multinationales aux oligarques

RESTRUCTURATIONS

Pour reprendre en main l'économie, Vladimir Poutine s'appuie sur les capitaux étrangers. Son objectif : marginaliser les hommes d'affaires russes et renforcer le rôle de l'Etat.

VLAST (extraits)
Moscou

Depuis l'été, quatre transactions de grande envergure ont été réalisées [dans le secteur de l'énergie] : il s'agit des alliances conclues entre Gazprom et E. ON, Loukoïl et ConocoPhillips, Gazprom et Rosneft, Silovyye Machinery et Siemens. Elles découlent en fait de la renationalisation de l'économie russe, qui, étrangement, s'accompagne d'une plus forte implication des entreprises étrangères.

Tous les experts prévoient pour cet automne une crise politique. On attendait surtout de voir quelle tournure allait prendre l'affaire Ioukos. Mais la liquidation de cette société [étouffée par une dette fiscale de 17 milliards de dollars] ne pouvait, pour de nombreuses raisons, se faire rapidement, et – hormis le lent dépérissement de Ioukos – très peu d'événements notables se sont produits. Au lieu d'une crise politique, le monde des affaires a connu une série d'énormes transactions qui ont toutes un point commun : d'une manière ou d'une autre, elles procèdent d'une réaction de l'Etat aux processus à l'œuvre dans les domaines politique et économique.

GAZPROM ET E. ON

La première de ces transactions – un accord de partenariat stratégique entre Gazprom et la société d'énergie allemande E. ON – a été conclue en juillet. On ignore encore quelle sera son ampleur réelle. Les deux sociétés s'autorisent un accès mutuel à leurs marchés principaux : Gazprom arrive sur le marché allemand de l'énergie, tandis que E. ON prend pied dans l'extraction du gaz en Russie. Toutes deux comptent travailler en étroite collaboration. L'idée qui sous-tend ce rapprochement est assez claire : si cela fonctionne, la Russie n'aura pas à se hâter de réformer Gazprom, et l'Allemagne se sentira plus à l'aise dans le processus de libéralisation du marché européen de l'énergie. Ce faisant, les deux sociétés conservent leurs positions dominantes dans leurs économies nationales. Il s'agit d'une sorte de pacte de stabilité, un soutien mutuel entre deux sociétés très liées à l'Etat et dont les positions sont menacées par les changements en cours sur leurs marchés respectifs.

Silovyye Machinery et Siemens
Vladimir Potanine, qui dirige le holding Interros [copropriétaire de Silo-



► Dessin d'Igor Smirnov, Russie.

vyé Machinery], n'a jamais caché que le groupe de construction de matériel énergétique Silovyye Machinery (SM) était destiné à être cédé à un investisseur extérieur. Cependant, la hâte avec laquelle a été signée ce qu'il faut bien appeler sa vente (Siemens a obtenu le droit d'acquiescer en deux ans la participation russe dans l'entreprise conjointe ainsi créée, en s'engageant à y investir au moins 200 millions de dollars) en a ému certains. Pour conclure cet accord, d'un montant de 240 millions de dollars, SM a dû dénoncer sa fusion avec Obedinionnyy Mashinostroitelnyy Zavody [Usines unies de constructions mécaniques], la transaction record du trimestre dernier. D'après nos informations, l'administration présidentielle s'est largement impliquée dans les négociations qui ont abouti à ce nouvel accord, et une lutte acharnée a opposé en sous-main partisans et adversaires de sa signature. Cela montre à quel point les pouvoirs publics mettent en doute les capacités du monde russe des affaires à travailler à cette échelle.

LOUKOÏL ET CONOCOPHILLIPS

L'alliance entre Loukoïl et ConocoPhillips se rapproche de celle qui a été contractée entre Siemens et SM, bien qu'il ne soit pour l'instant pas question de faire entièrement passer Loukoïl, qui est la plus grosse compagnie pétrolière russe, sous contrôle américain. ConocoPhillips a acheté fin septembre aux enchères – pour 1,99 milliard de dollars – les 7,59 % des actions de Loukoïl qui appartenaient encore à

■ Ioukos se défend

Ioukos envisage de se déclarer en faillite, ce qui lui permettrait peut-être d'échapper au démantèlement projeté par l'Etat, croit savoir le *Washington Post*. Mais le groupe pétrolier doit pour cela obtenir le feu vert de la justice, ce qui n'est pas assuré. Et même si c'était le cas, le juge pourrait nommer un administrateur proche du pouvoir. Si le juge estimait que le dépôt de bilan est frauduleux, il pourrait en outre poursuivre ses promoteurs, ce qui inquiète les quatre membres (sur onze) du conseil d'administration qui sont de nationalité russe.

l'Etat, mais n'a pour l'instant obtenu qu'une sorte d'option sur une future participation à la gestion de Loukoïl.

Cette transaction s'est déroulée sous le contrôle des autorités russes, et les intérêts de l'Etat sont passés bien avant ceux du Trésor ou de Loukoïl même. Ces enchères étaient, dans une large mesure, factices. En juillet, le président Poutine avait rencontré [à Sotchi] James Malva, le président de ConocoPhillips, et Vaguit Alekperov, qui dirige Loukoïl ; il avait donné son approbation à la future alliance, dont l'annonce avait été faite, démonstrativement, le jour même de la mise aux enchères. Il semble clair que cette transaction record était ardemment soutenue par le pouvoir, parce que celui-ci n'appréciait ni le rythme de développement de Loukoïl, ni sa façon de conduire ses affaires en Russie.

GAZPROM ET ROSNEFT

La fusion entre Gazprom et Rosneft, annoncée en septembre, se déroule sans partenaire étranger ni fonds privés, ou presque. Si les trois autres transactions reflètent la nette préférence de l'administration Poutine pour les capitaux étrangers, la fusion entre Gazprom et Rosneft, dont l'objectif ultime est de faire de l'Etat le détenteur officiel de 51 % des actions de Gazprom, traduit cette fois la préférence pour le secteur public. Le but est d'empêcher que l'Etat perde le contrôle de Gazprom, qui détient le monopole sur le gaz en Russie. Rosneft acquiert 10,7 % des actions de Gazprom, pour environ 7 milliards de dollars. Cette

méga-fusion est marquée par un vaste scandale au sein de l'administration présidentielle, et cela n'a rien de surprenant : Dmitri Medvedev, président-directeur de Gazprom, est aussi chef de l'administration présidentielle, tandis que son adjoint, Igor Setchine, est président-directeur de Rosneft. L'un et l'autre défendent logiquement un type de fusion différent, impliquant un contrôle différent des flux financiers de Gazprom et de Rosneft.

En Russie, le choix de faire intervenir le capital public dans les grosses opérations n'est pas fondé sur des considérations économiques mais sur des préférences politiques. Après l'affaire Ioukos, l'affaire Berezovski, l'affaire Goussinski [poursuivis par la justice russe, les oligarques Boris Berezovski et Vladimir Goussinski se sont exilés à l'étranger], le pouvoir est désormais obligé de considérer Vaguit Alekperov (Loukoïl), Vladimir Potanine (Interros), de même que, dans une certaine mesure, Alexeï Miller (directeur général de Gazprom) et Sergueï Bogdantchikov (directeur général de Rosneft) comme des menaces pour le monopole politique de Vladimir Poutine et de ses amis ; ce que les responsables d'E. ON, de ConocoPhillips ou de Siemens ne peuvent être, par définition.

La politique économique officielle de l'Etat n'est sans doute pas de remplacer à court terme tous les propriétaires privés russes par des investisseurs étrangers ou des entreprises publiques. Pourtant, les angoisses du Kremlin et sa façon de mener les affaires ne laissent aucune place à d'autres scénarios. Sur notre marché des fusions et acquisitions, les acteurs russes sont choisis selon des critères politiques, et la concurrence inégale que leur livrent les entreprises publiques ainsi que la menace d'intervention de l'Etat en font des cibles pour les acteurs étrangers.

La vente d'actifs à laquelle nous assistons – qui, visiblement, ne fait que commencer – se déroule à des prix relativement faibles. Ce sont les pouvoirs publics et eux seuls qui auront sur la conscience ce bradage, avec les conséquences à long terme que ces transactions impliquent. On ne peut pas reprocher aux héros du privé, co-auteurs de ces transactions record de l'automne 2004, de ne pas avoir temporisé. Les affaires sont les affaires, même dans ces conditions-là.

Dmitri Boutrine

EN BREF

■ Un Finlandais sur quatre a déjà souffert d'épuisement professionnel. Principaux concernés : les ouvriers, dans l'agriculture, l'industrie et les transports, précise le quotidien *Helsingin Sanomat*.

Esclavage moderne
Plus de 10 000 personnes d'origine étrangère travaillent comme esclaves aux Etats-Unis, révèle *The Sacramento Bee*, qui s'appuie sur un rapport de l'ONG Free

the Slaves et du Human Rights Center de l'université de Californie : 50 % d'entre elles travaillent dans l'industrie du sexe et 30 % sont domestiques.

■ Selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars en prêts entre 1970 et 2002. Bien qu'elle ait remboursé plus de 550 milliards de dollars en principal et en intérêts,

l'encours de sa dette était encore de 295 milliards à la fin de 2002. "La CNUCED reconnaît que l'annulation totale de la dette africaine est une revendication morale, politique et économique minimale", se félicite le quotidien dakarois *Wal Fadjri*. "La dette serait un mécanisme de transfert des richesses des populations du Sud vers les créanciers du Nord, les riches du Sud prélevant leur commission."

Fabrique à idées

Zurich vient d'accueillir la première foire aux idées libérales de Suisse, organisée, sur le modèle américain, par Avenir Suisse (*think tank* fondé par de grandes entreprises) et par le Libérales Institut. Selon *Le Temps*, de Genève, cette foire a permis de mettre en contact les "producteurs" et les "consommateurs" d'idées, à savoir les *think tanks* et les autorités politiques.

A chacun sa conception de la morale

PLACEMENTS ■ Aux Etats-Unis, les fonds éthiques basés sur le patriotisme se multiplient. Certains investissent dans l'armement, tandis que d'autres préfèrent lutter contre les causes du terrorisme.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR (extraits)
Boston

Quand Art Ally veut faire un placement éthique, il cherche là où d'autres investisseurs socialement responsables ne penseraient jamais à aller : chez les fabricants d'armes, les pétroliers et les concepteurs d'outils de traçabilité. M. Ally s'est engagé dans cette voie parce que ses clients considèrent – à l'instar d'un nombre croissant de citoyens américains – que la guerre contre le terrorisme est une cause juste, voire héroïque, qu'ils peuvent soutenir avec une partie de leur épargne.

Mais, alors que le marché financier s'adapte pour répondre à cette demande, la voie qui mène à la fois vers la fortune et vers la sécurité nationale est encombrée non seulement de faucons, mais aussi de colombes, de mystères... et de nombreux escrocs. C'est au camp des faucons qu'appartient le Timothy Plan's Patriot Fund, créé par M. Ally le 1^{er} mai dernier. Ce fonds commun de placement détient des actions d'entreprises comme URS, une société d'ingénierie qui s'occupe de l'entretien des avions de chasse et des bases militaires, ou UNOVA, dont les systèmes de surveillance devraient



▲ Dessin de Paul Arias paru dans El Mundo, Madrid.

équiper à partir de 2005 les véhicules utilisés par le ministère de la Défense. "Nous avons pensé que le moment était venu de lancer un fonds attirant pour les gens qui continuent à soutenir les Etats-Unis d'Amérique", explique M. Ally. Il est destiné à ceux qui, comme moi, en ont assez d'entendre critiquer la guerre contre la terreur."

L'éradication du terrorisme est aussi devenue une priorité à l'autre extrémité de l'éventail politique, pour les pacifistes qui gèrent les Praxis Mutual Funds de Mennonite Mutual Aid. Mais la stratégie de ces fonds n'a rien à voir avec celle du Patriot. Par exemple, alors que, pour réduire la

dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger, le Patriot privilégie Comstock Resources, qui exploite le pétrole américain, Praxis préfère le pétrolier britannique BP. Explication : BP a "créé plein de millionnaires locaux" au Moyen-Orient en payant un juste prix aux bergers et à tous ceux qui renoncent à leurs terres pour permettre le passage d'un oléoduc. "Lorsqu'on a des intérêts économiques quelque part, on est moins tenté par le terrorisme", affirme Mark Regier, gestionnaire des services d'investissement pour Praxis. "En canalisant les ressources vers des pays qui en manquent, nous éliminons une partie des pressions qui permettent au terrorisme de s'implanter."

BOYCOTTER LES ETATS VOYOUS, UNE ARME À DOUBLE TRANCHANT
Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les actions des entreprises liées à la guerre contre la terreur sont très recherchées. Selon la Securities and Exchange Commission [le gendarme de la Bourse], certains profitent d'ailleurs de cet engouement pour développer des produits frauduleux qui promettent de lutter contre un ennemi caché. Fin septembre, l'autorité des marchés a ainsi engagé des poursuites judiciaires contre un avocat et deux courtiers qui promouvaient le "fabricant" d'un produit bidon, prétendument capable de tuer en cinq minutes des bactéries mortelles, comme le bacille du charbon.

En dépit de ces escroqueries, certains partisans de la guerre contre la terreur insistent sur le fait que le secteur privé doit jouer un rôle central dans ce combat. Mais, là encore, les stratégies diffèrent. Aujourd'hui, la menace terroriste provient essentiellement d'Etats voyous considérés par le ministère des Affaires étrangères américain comme les parrains du terrorisme (Corée du Nord, Iran, Syrie, Soudan et Libye), rappelle Frank Gaffney, l'ancien sous-secrétaire

adjoint à la Défense de Ronald Reagan, qui préside le Center for Security Policy (CSP) à Washington. Selon lui, pour tarir les sources de financement des terroristes, il faut que les entreprises cessent leurs activités dans ces pays. Ceux-ci seront alors étran-glés financièrement, comme le fut l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1980.

Mais le CSP a provoqué une levée de boucliers lorsque, en septembre, il a publié "Les investissements des 50 Etats dans le terrorisme", un rapport qui attaquait les fonds de pension des Etats de l'Union. Selon ses auteurs, les principaux fonds de pension américains sont, à travers leurs investissements, liés à des entreprises dont les projets dans les Etats voyous pèsent 73 milliards de dollars. Les intéressés ont réfuté cette accusation, rétorquant que se désengager équivaudrait "à punir des entreprises dont les activités ne compromettent en rien la sécurité nationale [et] à nuire inutilement à des entreprises, à des emplois et à des actionnaires américains".

Alors que le débat s'intensifie sur ce qu'il faut faire dans l'immédiat, les investisseurs soucieux de l'éthique devraient pouvoir jouer un rôle à plus long terme, en apaisant les tensions grandissantes entre l'Occident et des terroristes en puissance. Tel est du moins l'avis de Gary Moore, en Floride, qui conseille les investisseurs socialement responsables. D'après lui, en évitant les entreprises décidées à exporter partout dans le monde des pratiques répréhensibles comme la consommation d'alcool et de tabac, le jeu ou la pornographie, on contribuerait à éliminer une source majeure de conflits interculturels. "Associer nos valeurs religieuses ou morales à nos activités économiques, comme l'investissement, est le seul moyen pacifique de combattre le terrorisme", soutient M. Moore.

G. Jeffrey MacDonald

LA VIE EN BOÎTE

Quand les chômeurs allemands vont bosser en Pologne

DE ZIELONA GORA

Jadis, c'étaient les Polonais qui venaient en Allemagne pour y travailler ; mais, maintenant, la tendance s'est inversée car il n'y a plus de travail en Allemagne", constate Wolfgang Kransel, originaire de la ville allemande de Zittau, qui travaille à la station-service de Kopaczow, en Pologne. Il est l'un des premiers Allemands que la chaîne polonaise Apexim AB ait recrutés en 2002.

Pendant une vingtaine d'années, Wolfgang Kransel a été ouvrier dans le bâtiment. Quand son entreprise de BTP a fait faillite, il s'est retrouvé sur le carreau. Dans sa ville, le taux de chômage dépasse 20 %. Aujourd'hui, assure-t-il, il n'a plus de problèmes avec ses compatriotes, mais, il y a deux ans, on le regardait bizarrement. "Tu vas bosser chez les Polonais comme ouvrier ? T'es devenu fou ou quoi ?" s'étonnaient-ils. "Petit

à petit, l'étonnement s'est dissipé et, aujourd'hui, ils me demandent même comment se faire embaucher par un Polonais", explique Wolfgang Kransel.

L'entreprise Apexim AB, qui a son siège à Poznan, est propriétaire de treize stations-service, dont onze à proximité de la frontière avec l'Allemagne. Elle emploie cent Polonais et quinze Allemands. A Kopaczow, ils sont quatre Allemands de Zittau et de Görlitz ; à Zasieki, sept personnes viennent de Frost et, à Krzymow, cinq salariés sont de Schwedt. "Notre idée était que les clients allemands



▲ Dessin de Royer paru dans Le Soir, Bruxelles.

devaient pouvoir se sentir dans nos stations comme s'ils étaient chez eux", explique Krzysztof Springer, PDG d'Apexim AB. "La seule différence, c'est que notre essence est beaucoup moins chère [25 % environ]."

Le montant de l'allocation chômage en Allemagne est de 600 euros en moyenne. Dans une station d'essence, en Pologne, un Allemand peut gagner 1 000 euros, c'est-à-dire trois à quatre fois plus que son collègue polonais employé sur le même genre de poste. Les patrons de l'entreprise avouent qu'ils y

trouvent leur compte, même en employant des Allemands qui sont "chers". "Dans les stations où travaillent les Allemands, nous vendons 10 % d'essence de plus qu'ailleurs", explique M. Springer. Nos employés allemands ont des sujets de conversation communs avec leurs compatriotes, ils peuvent se plaindre de leur gouvernement, s'ils le veulent, et être compris." Apexim AB a recruté en faisant paraître des petites annonces dans la presse allemande. Au début de 2002, les candidats n'étaient pas légion. Les Allemands soupçonnaient un piège et craignaient que leurs futurs employeurs polonais ne soient pas capables de remplir toutes les formalités nécessaires pour que leurs droits sociaux soient respectés. Aujourd'hui, il y a plusieurs postulants pour chaque emploi proposé.

Leszek Kostrzewski, Gazeta Wyborcza, Varsovie



↳ Filiale du groupe ROULLIER, 5 000 personnes et 1 Milliard d'€ de CA, Timab Industries produit et commercialise des matières premières minérales auprès d'industriels de l'agro-alimentaire. Très présente en Europe, la société continue son fort développement dans le monde. Dans ce cadre, nous recrutons (h/f) pour notre siège à **Dinard** :

General Sales Manager Europe Centrale et de l'Est

- ↳ Chargé de développer votre centre de profit, très mobile géographiquement, vous prospectez et fidélisez vos clients Grands Comptes.
- ↳ Homme de terrain, de formation supérieure type ESC, vous justifiez impérativement d'une expérience commerciale dans la vente en B to B, acquise dans un environnement international. Vous parlez couramment l'allemand, le français et l'anglais.
- ↳ Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) sous référence GSM/CI par mail à : opoli@roullier.com

Chef de Marché Middle East

- ↳ Chargé de développer votre zone, vous prospectez et fidélisez vos clients Grands Comptes.
- ↳ Vous avez une double culture et justifiez impérativement d'une expérience commerciale à l'export dans la vente en B. to B. Français, arabe et anglais sont indispensables.
- ↳ Merci d'adresser votre candidature (C.V. et lettre de motivation) sous référence CDM/CI à Jacques CHOLLET : jchollet@roullier.com

Chef de Marché Amendements

- ↳ Chargé de développer votre centre de profit, mobile géographiquement, vous prospectez et fidélisez une clientèle de distributeurs agricoles (négoce et coopératives) de l'ouest de la France. Homme de terrain, de formation supérieure type ESC, vous justifiez d'une expérience commerciale probante d'au moins 3 ans dans la vente en milieu agricole.
- ↳ Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) sous référence CDMA/CI par mail à : bmery@roullier.com
- ↳ Votre autonomie et votre ambition, alliées à un profil résolument commercial, vous permettront de réussir dans votre mission. Votre sens de l'objectif et du challenge vous donneront les moyens de vivre des parcours riches et variés au sein de notre Groupe.
Timab Industries - 55, bd Jules Verger - BP 10180 - 35800 Dinard cedex - www.roullier.com



ROULLIER



Recherche pour ses six lieux d'écoute
à Paris et en Région Parisienne,

Des ÉCOUTANTS BÉNÉVOLES

Vous êtes ouvert(e) et chaleureux(se), vous pouvez nous consacrer cinq heures par semaine environ, pendant la journée, la soirée, la nuit ou le week-end. Venez rejoindre nos équipes d'écouterants bénévoles qui écoutent au téléphone 24H/24 et chaque jour de l'année, toutes les détresses morales.
Formation assurée.

Si ce défi à l'indifférence est le vôtre, écrivez-nous à :
S.O.S AMITIÉ Ile-de-France - BP 100 - 92105 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex
sos.amitie.idf@wanadoo.fr

Médias & Régies Europe, Groupe Publicis, recherche

des stagiaires (École de Commerce)

d'une durée d'un an, à compter d'octobre 2004 pour notre filiale américaine, Médias & Régies America, basée à CLEVELAND OHIO.

Dans le cadre des missions de vente d'espaces publicitaires, nous vous proposons une formation pointue dans un environnement agréable et prenons en charge certains frais liés à ce stage.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) par courrier à : Médias & Régies Europe, réf. TL/DRH - 9/11, rue Blaise Pascal 92523 Neuilly-sur-Seine cedex ou par e-mail : tiao.lafeuille@mre-medias.fr



www.autogrill.fr

Leader mondial des services de restauration destinés aux voyageurs, le groupe Autogrill est présent dans 14 pays. Il opère principalement sur les autoroutes, dans les aéroports, les gares et les centres commerciaux.

En France, nous réalisons un chiffre d'affaires de 200,1 M€ et employons 3 200 collaborateurs dans nos 90 établissements multiservices.

Poursuivant notre croissance, nous recherchons pour nos établissements en France des :

DIRECTEURS

h/f

Véritable professionnel de la restauration, vous recherchez à intégrer un groupe d'envergure internationale, qui vous permettra de mettre en œuvre votre expérience de la gestion d'un centre de profit.

A 28 ans ou plus, de formation supérieure (restauration, commerciale, gestion) vous êtes reconnu pour vos qualités relationnelles, vos talents de leader et d'animateur. Vous serez le garant de la satisfaction des clients et de la réalisation des objectifs.

MANAGERS FUTURS DIRECTEURS

h/f

Jeune diplômé, de formation supérieure (restauration, commerciale) vous avez le potentiel pour évoluer vers la gestion d'un centre de profit.

Pour ces postes, nous vous offrons un cursus de formation, des avantages sociaux et une évolution à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et prétentions) à : Groupe Autogrill - Service Recrutement
18, rue Jacques Réattu - B.P. 81 - 13275 Marseille CEDEX 09
E-mail : autogrill-31284@cvmail.com

ALIA.FR

JEUNES DIPLOMÉS

RÉALISEZ VOS PLUS GRANDES AMBITIONS !

Avec 39 % de parts de marché, Philip Morris France S.A.S. s'affirme comme le leader du marché du tabac. Nos équipes développent et assurent la pérennité de nos marques. Motivés par la performance, l'esprit d'équipe et le développement professionnel, nous partageons tous le même souhait d'évolution. Dans notre entreprise à taille humaine, nous offrons aux jeunes diplômés un véritable terrain d'épanouissement tant en France qu'à l'international.

Jeunes Diplômés Bac + 4/5

Au sein de nos différents départements, faites le meilleur choix pour votre carrière : finance, achats, développement stratégique, affaires publiques et communication, juridique, audit, ressources humaines, informatique, marketing & vente.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence CI/1104 à Philip Morris France S.A.S., service recrutement, 192 avenue Charles de Gaulle, 92523 Neuilly-sur-Seine cedex.

Pour en savoir plus sur nos opportunités de carrière, de formation, d'évolution en France et à l'international www.pmicareers.com



* Réalisez vos plus grandes ambitions.

PHILIP MORRIS INTERNATIONAL
WITH US YOU CAN*

UNE GRANDE DAME DU POLAR SUÉDOIS

L'aide-ménagère mène l'enquête

Dans son nouveau roman, Aino Trosell met une nouvelle fois en scène son héroïne Siv Dahlin. Ce personnage de femme modeste et rangée a un don particulier pour donner de la cohérence aux fragments épars de l'existence.

SVENSKA DAGBLADET
Stockholm

T *vångströjan** [La camisole de force] est le troisième polar d'Aino Trosell, avec Siv Dahlin dans le rôle principal. Comme dans les deux livres précédents, Siv est entraînée plus ou moins volontairement dans une énigme policière compliquée. Cette fois, un garçon est tué par balle au cours d'une chasse à l'élan... qui a eu lieu avant la date de l'ouverture. Mais est-ce vraiment un accident ?

Bien qu'elle ne connaisse pas le garçon, Siv ne peut s'empêcher de chercher à élucider cette affaire qui l'entraînera sur des chemins tortueux, dans des impasses et vers des secrets bien gardés derrière des façades respectables. D'un certain point de vue, le roman traite de l'amour comme maladie, de l'amour fou, de l'amour aveugle qui transgresse toutes les frontières et bouleverse tout sur son passage, de l'amour comme camisole de force – ou même une camisole de la pensée.

Il est pour le moins curieux que Siv, une dame d'âge moyen menant une vie rangée dans sa petite localité de Dalécarlie, se retrouve mêlée à des crimes spectaculaires et qu'elle ait en plus en elle une force qui la pousse à assumer le rôle de détective privé. Dans le roman précédent, par exemple, le commandant en chef des armées était assassiné et Siv se trouvait par hasard sur le lieu du crime.

Mais, loin de rendre ses romans peu crédibles, le procédé employé par Aino Trosell fonctionne, et encore mieux dans son nouveau livre. Siv est une sorte de médium qui décrypte les énigmes aussi bien privées que sociales. Elle a un don particulier, qu'elle décrit elle-même de la façon suivante : "Je ne suis pas comme l'homme qui parlait aux chevaux, moi je parle à tout. Du reste, tout me parle – que je le veuille ou non."

Siv est ainsi dotée d'une hypersensibilité qui lui permet de donner en permanence de la cohérence aux fragments épars qui s'appellent tout simplement la vie et la société. Elle ne suit pas toujours la bonne piste, loin s'en faut, mais, à force d'entêtement et de raisonnement, elle fait passer indirectement un message aussi nécessaire que mal vu à notre époque postmoderne : quel que soit le sujet, avoir une vision d'ensemble.

Même si nous ne pouvons pas embrasser toute la société et la comprendre de façon globale, notre devoir est tout de même d'essayer. Le monde n'est

■ Biographie

Née en 1949 à Malung, dans le nord de la Suède, Aino Trosell est, aux côtés de Henning Mankell et de Liza Marklund, l'une des grandes figures du polar suédois. Après avoir été pendant dix ans travailleuse sociale puis soudeuse, elle se consacre depuis 1985 à l'écriture. Son premier roman policier, *Ytspänning* (Tension de surface), lui a valu de recevoir en 1999 le prix Poloni du meilleur polar féminin de l'année. Un an plus tard, *Om hjärtat ännu slår* (Si le cœur bat encore) était couronné par le prix du meilleur roman policier suédois de l'année. On peut lire d'elle en français un roman plus ancien, *Offshore* (éd. de l'Élan, Nantes, 1998). Le Centre culturel suédois (11, rue Payenne, Paris 3^e) organise le 18 novembre un débat sur le thème du polar au féminin, avec la Suédoise Karin Alvtengen et la Française Dominique Manotti.



pas fait que de scintillants et fugitifs fragments. Non, les choses ont une cohérence. Forte de cette philosophie à contre-courant de l'air du temps, Siv est particulièrement habile à percer à jour aussi bien les mystères de l'existence que les secrets de la société – et à mettre en évidence les liens invisibles qui relient les choses les unes aux autres.

Tvångströjan commence par un effet de choc, l'annonce d'un décès, que le lecteur a beaucoup de mal à effacer de son esprit. A part ce début choc, c'est la lenteur qui domine dans ce roman, dans le tempo du récit et dans la description des personnages, des milieux, des événements. Une grande place est ainsi accordée au travail pas du tout glamour d'aide-ménagère qu'accomplit Siv, ainsi qu'à son job de femme de ménage dans de luxueux chalets de montagne. Cela est-il ennuyeux ? Pas le moins du monde. Les longs passages qui se déroulent sur les lieux de travail de Siv sont au moins aussi passionnants que l'intrigue policière.

Trosell se place dans une perspective de classe et de sexe inhabituelle par sa prégnance. Pendant de longs moments, l'intrigue principale est délaissée ou apparaît par intermittence, comme dans le roman de Kerstin Ekman *Crimes au bord de l'eau* [Actes Sud, 1995], avec lequel *Tvångströjan* a plusieurs points communs. Tout comme Ekman, Trosell évacue la contradiction entre le genre polar et le contenu sérieux. Ce qui reste est tout simplement une histoire, racontée avec beaucoup de virtuosité et de suspense – même quand elle est particulièrement lente.

Avec ce roman, Trosell s'impose définitivement comme l'un des grands noms du polar suédois. La raison peut se résumer en un mot : respect. Respect du genre policier, bien sûr. Mais, plus important encore, respect de l'environnement qu'elle décrit et respect du lecteur, qui est élégamment invité à devenir coauteur, sans être sous-estimé un seul instant.

Magnus Persson

* Editions Prisma, Stockholm, 2004. Pas encore traduit en français.



JAPON . Signe extérieur d'extravagance

Ca commence par un engourdissement qui gagne les lèvres, la langue et la bouche. Puis on est saisi de spasmes et la gorge enfle. En quelques minutes, on perd ses facultés mentales et la parole, puis on devient bleu. Dans les cas extrêmes, il y a perte de conscience dans les trente minutes ; la mort suit peu après. A ce moment-là, si on a la chance de pouvoir encore comprendre ce qui se passe, on se dit probablement : "Zut, je savais bien que j'aurais dû choisir la viande." D'habitude, je ne songe pas à la mort quand je m'apprête à faire un bon dîner, mais aujourd'hui c'est différent. Je suis en train d'arpenter les élégantes ruelles de Ginza, à Tokyo, à la recherche d'un resto très chic – le *Wa Na Fu Club* –, qui, selon l'élite locale, sert le meilleur *fugu* de la ville.

C'est l'une des bizarreries les plus étranges de ce pays qui regorge de plats étranges : le *fugu*, appelé chez nous poisson-globe, est extrêmement toxique et, à moins d'être préparé avec une précision extrême, peut vous tuer en quelques instants. Ses organes vitaux sont gorgés de tétrodotoxine – qui est l'une des toxines les plus puissantes qui soient, des centaines de fois plus puissantes que le cyanure, et dont une dose infinitésimale suffit à vous faire passer rapidement de vie à trépas. Sa présence serait due aux énormes quantités de fruits de mer que consomme le *fugu*. Même si seulement trois *fugu* sur cinq contiennent ce poison mortel, il n'y a aucun autre moyen de savoir si un poisson en recèle que de faire examiner ses organes vitaux. Ce qui n'empêche pas les Japonais, toujours avides de frissons, d'engloutir des tonnes de *fugu*, ce qui entraîne chaque année la mort d'une centaine de personnes. La tétrodotoxine étant présente dans le sang, le cœur, le foie et l'appareil reproductif de l'animal, on ne peut qu'espérer que le chef du *Wa Na Fu* sait ce qu'il fait.

"Tout cuisinier qui en prépare doit avoir une licence, qui s'obtient après une formation spéciale", explique l'intéressé. Celle-ci dure trois ans au total et se termine par un examen difficile.

La légende veut que les gourmets ajoutent un peu de poison, juste assez pour engourdir les lèvres et leur permettre de flirter dangereusement avec l'idée de la mort. Tout cela est bien sûr parfaitement illégal. Si les mythes qui entourent le *fugu* sont puissants, son histoire baigne dans le mystère. "Ça a probablement commencé pendant la période Edo, quelque part entre 1600 et 1868", explique le japonologue Alex Kerr. "Ce fut une époque de grand raffinement et d'extravagance, où chacun s'efforçait de faire mieux que les autres. La gastronomie occupait alors une place centrale dans la mode et le *fugu* a sans doute été le dernier chic en la matière." Jadis comble de la décadence, le *fugu* a pénétré il y a peu le milieu de la bohème et a conquis les artistes, les yakuzas, les acteurs de kabuki et les yuppies.

Andrew Spooner,

The Independent on Sunday, Londres

BALADE SUR LES CÔTES KÉNYANES

Sur l'île du Prophète

Terre musulmane au large du Kenya, l'île de Lamu attire des milliers de pèlerins lors de la fête de la naissance du prophète Mahomet, qu'elle célèbre de manière singulière.

L'ESPRESSO
Rome

Sans prévenir, la nuit enveloppe d'un sombre manteau étoilé les blanches demeures de l'île. Elle tombe aussi soudainement qu'un rideau de velours s'abattant sur la scène pour clôturer un spectacle. Cette curiosité de la nature s'observe sous les latitudes équatoriales. Des chats cherchent pitance sur Harambee, l'allée qui longe le bord de mer. Ailleurs, les ânes se mettent en quête d'un coin tranquille pour sommeiller, à l'abri des gamins agités. Le muezzin annonce *maghreb*, l'avant-dernière prière de la journée. Signal entendu par les hommes, qui, vêtus de leur *kanzu* et coiffés de leur *kofia*, se rendent promptement dans l'une des trente mosquées de l'île. "Ici on est plus musulman qu'en Arabie Saoudite", ironisent certains, comme pour justifier le nombre de lieux de culte sur ce petit bout de terre d'à peine 13 km² – le paradis sur terre, d'après les habitants de l'archipel. Ici, rien ne sert de courir. "Polé polé !" "Tout doux ! Tout doux !" L'expression kiswahilie semble avoir été créée pour cette île. A peine arrivé, le voyageur est tenu de se mettre au diapason. Règle d'or : "No rush in Lamu !" Règle numéro deux : remettre les pendules à l'heure. A l'heure swahilie. Lorsqu'il est minuit au Kenya, il est 6 heures pour les gens de Lamu, qui se calent sur la course du soleil et non sur le méridien de Greenwich. La première heure est déterminée par le lever du grand luminaire. C'est ainsi. A Lamu, on a six heures d'avance sur le reste du pays. Alors, pourquoi se presser ?

Une voiture. Une ambulance. Deux motos. Un tracteur. Une centaine de boutres. Quelques charrettes à bras. Et plus de trois mille ânes. Voilà tout le charroi dont dispose l'île.

Ici, le piéton est roi. A lui, les venelles tortueuses de Lamu, capitale éponyme de l'île. A lui, encore, les effluves de parfum qui se maintiennent dans les airs, malgré une brise légère, pour marquer le récent passage d'une femme. Outre les fragrances, les coquettes, bien que voilées de la tête aux pieds dans leurs noirs *bui-bui*, usent de subtils stratagèmes pour se distinguer : un foulard de couleur vive noué sur leurs épaules, quelques paillettes cousues sur leur robe foncée ou encore un regard rieur qui vient illuminer un visage pourtant dissimulé sous le *hidjab*. Hormis celles qui sont touchées par le deuil, toutes s'apprentent pour une séance de henné.

Dans quelques jours, l'île entre dans sa période festive. Un moment très attendu pendant lequel on célèbre le Mouloud al-Nabi, l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet. A cette occasion, Lamu est méconnaissable. Adieu calme, indolence et longues nuits sous les moustiquaires. Pen-

► Les marins de Lamu, qui naviguent en boutre, larguaient les amarres jusqu'à Oman. Pour rentrer au pays, ils attendaient le *kazkazi*, qui souffle en sens inverse le reste de l'année. Avec l'abolition de l'esclavage, la flotte de Lamu a décliné. Aujourd'hui, les boutres servent au transport des touristes.

Reportage photo de Pascal Meunier, Cosmos.

▼ Maison de rastas à Lamu. De nombreux adeptes du rastafarisme ont élu domicile à Lamu dans les années 70. Au grand dam de certains imams qui voient d'un mauvais œil leur mode de vie.

dant plusieurs jours, la fête battra son plein. Des milliers de pèlerins sont censés venir de toute l'Afrique de l'Est : Comores, Zanzibar, Somalie. Certains se vantent même de faire le voyage depuis l'Hadramaout, au Yémen ! Cependant, une ombre plane sur le tableau des réjouissances. Cette année, le Mouloud coïncide avec la saison des pluies. C'est une déveine pour les visiteurs qui transitent par les routes. Les inondations guettent. "Aujourd'hui, tout le monde a prié Allah d'arrêter la pluie jusqu'à samedi", confie Wadjhudin, un collégien. "Si elle persiste, cela risque de gâcher notre fête. Big matata* !" poursuit-il. Quelques jours auparavant, c'était l'inverse. Certains sollicitaient la venue de la pluie bienfaitrice, notamment les *bushmen*, les fermiers de l'île, qui pourvoient tous les matins le marché près du fort Beau-Geste en mangues, papayes, fruits de la Passion, noix de coco... Pour satisfaire des demandes contradictoires, les cieux ont donc organisé le déluge en alternance. Un jour sur deux.

Pêcheurs, menuisiers, cultivateurs, religieux, professeurs, restaurateurs..., tous abandonnent leur poste pour participer au grand défilé du Mouloud. En musique, le cortège de fidèles se déplace lentement en longeant le front de mer, sous les yeux cernés de khôl des gamines vêtues comme des princesses. Pour certains, c'est l'occasion d'exprimer en public des revendications sociales et politiques. "Le sida tue 700 personnes par jour au Kenya. Que font les responsables ?" peut-on lire sur quelques banderoles. Preuve que le Mouloud n'a pas seulement une vocation religieuse. D'ailleurs, depuis quelques années, les autorités kényanes ont enrichi la fête d'un programme plus chargé que celui des imams : concours de henné, courses d'ânes, compétition de natation. Pour les vainqueurs, un prix en espèces sonnantes. Les foules se pressent pour assister à ces nombreux divertissements, plus culturels que cultuels. C'est la régate de *dhow*s [boutres] qui fédère le plus de spectateurs. Le meilleur équipage remportera 60 000 shillings kényans (630 euros). Une sacrée somme ! Alors, pas question d'annuler cette aventure, malgré les nuages perturbateurs.

Après l'*ischa*, la toute dernière prière, c'est l'heure des veillées nocturnes et des grandes animations. A la mosquée Ryadha, on loue le talent d'étudiants



virtuoses. Leur capacité à réciter le Coran par cœur attire les plus spirituels. Chez les adeptes de la mosquée chiite voisine, place à l'expression corporelle. Danseurs et musiciens venus de Zanzibar se contorsionnent devant des centaines de convives. Dans leurs soieries aux couleurs chatoyantes, ils hypnotiseront leur auditoire jusqu'à 2 heures du matin. Dans le monde musulman, la naissance du Prophète est fêtée officiellement pendant trois jours. Mais, à Lamu, rien ne se déroule comme ailleurs. Des Moulouds privés se succèdent un peu partout pendant un mois entier ! "A Lamu, plus qu'au Caire ou à Tunis, les gens ont besoin du Mouloud. Chaque famille veut organiser sa propre fête. Tout ce petit monde vient nous voir à la mosquée, et on choisit une date ensemble. Ainsi, le Mouloud de l'un ne vient pas concurrencer celui de l'autre. Chacun son tour...", explique Mohsen, professeur à la madrasa. Dans la rue ou dans l'intimité des demeures, chaque foyer invite les voisins sous une pluie de guirlandes. Tous les soirs, rythmes répétés des tambours, les chants psalmodiés en boucle, les mouvements de tête et d'épaules animent une assemblée qui ne se contient plus : les djinns se réveillent, provoquant chez certains fidèles des trances spectaculaires ! S'asperger d'eau de rose suffit alors pour apaiser les esprits.

Pour mieux séduire les amateurs d'expéditions maritimes, les propriétaires des *dhow*s ont tous un pseudonyme : Capitaine Simba, Capitaine Freedom, Capitaine Donkey. Après avoir soigneusement observé la direction des vents, le niveau de la marée, et écopé l'eau de leurs vaisseaux, ils arpentent Harambee à tour de rôle, à la recherche de passagers. Le terminus du voyage varie selon l'humeur du jour. A tribord : cabotage jusqu'au pittoresque village de Shela, pour lézarder sur des plages. A bâbord : navigation jusqu'à Matondoni, à l'autre extrémité de l'île. Là, le décor change. Ni sable blanc ni coquettes villas. Juste quelques huttes de terre couvertes de branches de palmier pour abriter les pêcheurs et les vanniers, qui vivent en autarcie. Ici, l'électricité et l'eau courante sont





carnet de route



▲ Kaiser Poste, bâtiment colonial du XIX^e siècle.

S'Y RENDRE ■ Liaison aérienne quotidienne entre Paris, Amsterdam, Bruxelles et Nairobi à partir de 600 euros, notamment avec SN Brussels Airlines, KLM et British Airways. Air Kenya (tél. : 254 33 445) propose des vols quotidiens d'une heure et quart entre Nairobi et Lamu pour 135 dollars.

SE LOGER ■ Sur le front de mer, près de la jetée principale, *Casuarina Rest House* propose des chambres spacieuses avec une vue magnifique. Ce lieu accueillant est malheureusement souvent complet (tél. : 254 33 123). Compter de 300 à 800 shillings kényans (de 3 à 8 euros). *Petley's Inn* (tél. : 254 33 107), le meilleur hôtel de la ville de Lamu. Construit par un Anglais excentrique à la fin du XIX^e siècle, c'est un établissement très agréable. Chambre avec petit déjeuner de 70 à 90 dollars.

OÙ MANGER ? ■ Presque tous les restaurants de Lamu sont fermés pendant la journée durant le ramadan. *Bush Gardens Restaurant*, l'un des lieux où la plupart des voyageurs font une halte. Parmi les meilleurs fruits de mer de Lamu, ne pas manquer notamment le barracuda à la swahilie (250 shillings kényans, soit 2,40 euros) ou le homard à la sauce de noix de coco (650 shillings kényans, soit 6,30 euros).

À VOIR ■ A quarante minutes à pied du port de Lamu se trouve la plage de Shela, l'une des plus belles du Kenya, avec son sable particulièrement blanc et fin. A proximité, on peut faire une agréable balade dans le village de Shela, beaucoup plus ancien que la ville de Lamu. Il donne un aperçu du mode de vie traditionnel swahili. Ce village a vu le jour au XVI^e siècle. On peut se rendre du port au village de Shela en naviguant sur un *dhow*, un boutre, pour la modique somme de 100 shillings kényans (1 euro). Autre must : le village de Matondoni, où l'on peut assister à la construction des boutres.

À FAIRE ■ Il faut absolument goûter aux charmes de la navigation sur les embarcations traditionnelles, les *dhow*s, et voguer d'île en île. Il est recommandé de ne pas embarquer à plus de cinq sur les *dhow*s. Il en coûtera de 400 à 500 shillings kényans (4 à 5 euros) à chacun des passagers. La plupart des balades se déroulent sur le bras de mer qui sépare Lamu de Manda Island. La pêche et la plongée sous-marine sont comprises dans le prix de la promenade. Le déjeuner a lieu sur une plage de Manda Island, et le barbecue est réalisé avec le produit de la pêche. Autre attraction de l'île : les ânes, qui sont toujours le moyen de transport le plus utilisé à Lamu. Ces animaux disposent d'ailleurs d'un sanctuaire où ils sont soignés par une fondation britannique. Une compétition est organisée chaque année : elle récompense le propriétaire qui traitera le mieux son âne.

L'ensemble des informations pratiques sur la région, enrichi de liens, peut être consulté sur le site de *Courrier international* :

courrierinternational.com

encore un luxe inabordable. Mais, à Lamu, on est philosophe. *Akuna matata !* (pas de problème) est la maxime de tous. Ceux qui ne possèdent ni épicerie, ni ânes à louer pour charrier les marchandises en provenance du continent, ni ferme à exploiter, ni bateau de pêche s'inventent d'autres moyens de gagner quelques sous. Comme Boss, un trentenaire issu de la tribu des Bajuns, qui s'est improvisé propriétaire d'un tamarin dont les branchages font office de maison. Le tronc généreux de l'arbre réunit à partir de 16 heures tous les mordus de *gahwa*, un café local agrémenté de clous de girofle, de gingembre, de cannelle et de sucre, que Boss vend pour trois fois rien. Pendant ce temps, dans la rue Gypsie's – l'unique artère commerçante

de l'île – les accros au *marungi* (une espèce de qat local) se rejoignent sur la place du fort et mâchent leurs tiges euphorisantes. Au marché, les femmes, pour la plupart issues de la communauté protestante, remballent leurs fruits et légumes dans leurs robes multicolores ou dans de grands paniers qu'elles portent sur la tête. Mais le plus curieux des rituels observés à Lamu est celui des vieillards qui se retrouvent dès 17 heures devant la mosquée Shaitna Asheri. Adossés au mur, face à la mer, ils s'installent, vêtus d'une djellaba, exactement au même endroit depuis des années. Si bien qu'en cas d'absence de l'un d'entre eux sa place reste vide. Le voisin de chacun reste le même jusqu'à ce que la mort survienne ! Anciens marins, commerçants ou professeurs, ils observent silencieusement les allées et venues sur Harambee jusqu'à l'heure de la prière suivante. Des ânes charriant des blocs de corail, des gamins se bricolant un jouet de fortune avec des matériaux de récupération ou des jeunes rastas venus du continent avec leur tee-shirt Ronaldo ou Zidane... Là, les visages parcheminés s'assombrissent. Et si une femme a l'audace de passer devant eux les bras nus et en jupe courte, ils murmurent, le regard triste, "*Lamu n'est plus Lamu*"... Depuis qu'elle fut redécouverte, dans les années 1970, par des hippies qui en ont fait un Katmandou africain et que l'UNESCO l'a classée sur la liste du patrimoine mondial, l'île attire quelques touristes parfois peu pudiques. *Polé polé*, elle a subi quelques métamorphoses. Les mœurs ont évolué. Si la vieille garde assiste impuissante au développement des cafés Internet et au défilé des vacanciers, elle sait aussi que les revenus générés par le tourisme font vivre l'île. Attention, à trop côtoyer ces aïeux pacifiés, nostalgiques et respectueux, le visiteur risque de nouer pour toujours un lien indéfectible avec Lamu. Et de troquer son statut de touriste pour celui de citoyen de l'archipel.

Maud Tyckaert

* *Big matata* : expression empruntée au swahili et à l'anglais, signifiant "gros problème".



Coca-Cola, c'est aussi ça...

Les agriculteurs indiens pensent avoir trouvé le moyen de protéger leurs récoltes des insectes. Au lieu d'acheter au prix fort des pesticides brevetés à des multinationales, ils pulvérisent leurs champs de coton et de piments de Coca-Cola. Au mois d'octobre, des centaines d'agriculteurs de l'Andhra Pradesh et du Chhattisgarh ont eu recours à cette méthode. Et, comme le bruit court que le Coca-Cola est efficace et qu'il est beaucoup moins coûteux que tous les produits proposés par Monsanto, Shell ou Dow, des milliers de paysans ne devraient pas tarder à leur emboîter le pas.

Gotu Laxmaiah, qui cultive plusieurs hectares de coton à Ramakrishnapuram, dans l'Andhra Pradesh, s'est dit ravi de ce nouveau pesticide : "Je me suis rendu compte que les insectes nuisibles mouraient peu après la pulvérisation", a-t-il confié au *Deccan Herald*.

Coca-Cola a connu une année très difficile en Inde. Des agriculteurs de l'Andhra Pradesh ont accusé l'entreprise de pomper trop d'eau pour ses usines d'embouteillage, et une commission gouvernementale a établi que ses boissons produites dans le pays, tout comme celles de Pepsi-Cola, renfermaient des quantités inacceptables de résidus de pesticides. Mais, pour les paysans comme M. Laxmaiah, les pulvérisations de colas sont inestimables : le produit peut être manipulé sans crainte, il n'a pas

besoin d'être dilué et, surtout, il est bon marché.

Alors qu'un litre d'Avant, de Tracer ou de Nuvocron, trois pesticides indiens très répandus, se vend environ 10 000 roupies [soit 170 euros], un litre et demi de Coca-Cola fabriqué en Inde ne coûte pas plus de 30 roupies [soit 50 centimes d'euro], ce qui limite à 270 roupies le coût de pulvérisation d'un demi-hectare.

Manifestement, ce n'est pas la mystérieuse et légendaire composition du Coca-Cola qui dérange les insectes, puisque les agriculteurs portent aussi au pinacle Pepsi-Cola, Thums Up et d'autres boissons gazeuses. Les principaux ingrédients des différents colas sont l'eau et le sucre, mais certains fabricants ajoutent de l'acide citrique et de l'acide phosphorique pour mieux exciter les papilles gustatives des consommateurs.

"Je pense que le Coca-Cola a trouvé là son véritable usage, observe un éminent agronome indien, Devinder Sharma. Les agriculteurs ont toujours utilisé des solutions sucrées pour inciter les fourmis rouges à manger les larves d'insectes. Les colas peuvent jouer le même rôle."

Depuis des années, on débat des propriétés du Coca-Cola : nettoyant efficace pour les toilettes et les pare-brise, c'est aussi un puissant anti-rouille. Selon des rapports non confirmés, le New Coke, une nouvelle formule de Coca-Cola (qui n'a pas rencontré le succès escompté) serait utilisé en Chine comme spermicide.

Le 1^{er} novembre, un porte-parole de Coca-Cola à Atlanta a émis des réserves sur l'utilisation de sa boisson phare comme pesticide : "Nous avons connaissance d'un cas isolé où un agriculteur aurait utilisé une boisson gazeuse dans le traitement de ses récoltes. Ces boissons n'ont pas le même effet que les pesticides lorsqu'elles sont pulvérisées sur le sol ou sur les récoltes. Leur efficacité ne repose sur aucune base scientifique, et il ne servirait à rien d'utiliser ces boissons à cet effet."

John Vidal, *The Guardian*, Londres

Sérieuses références

Son directeur, Lane McCotter, a mis en place la tristement célèbre prison d'Abou Ghraïb. Aujourd'hui, la société américaine MTC est en "négociations avancées" pour gérer un établissement carcéral en Angleterre et brigue la construction et la gestion de plusieurs prisons britanniques. M. McCotter n'est pas personnellement impliqué dans les atrocités commises en Irak, précise *The Observer*.

Mouchard

Vingt-six voitures incendiées en deux mois à Genève, ça suffit ! Selon *Le Temps*, la patronne du Département de justice et de police envisage d'utiliser un drone pour traquer les incendiaires. Micheline Spoerri aurait demandé à l'armée de lui prêter un petit avion sans pilote doté de caméras infrarouges pour assurer la surveillance nocturne de la ville. Récemment, un appareil téléguidé depuis une caserne du canton de Lucerne a repéré deux fumeurs de joints – dûment dénoncés à la police cantonale. L'utilisation d'un drone coûte 9 900 francs suisses par heure de vol [soit 6 480 euros], précise le quotidien helvète.

Intérim démocratique

Vous savez taper à la machine, vous écrivez l'arabe ou le kurde, vous cherchez un petit boulot ? Manpower a ce qu'il vous faut. L'agence recrute 1 000 personnes pour les élections irakiennes. Les heureux élus devront effectuer la

saisie informatique de 6 millions de fiches où figurent le nom, le prénom et la date de naissance des futurs électeurs irakiens, rapporte le quotidien genevois *Le Courrier*. Deux équipes se relaieront de 6 heures à 23 heures, six jours sur

sept. Pour 20 francs suisses bruts de l'heure [soit 13 euros], plus une indemnité repas de 5 francs par jour, indiquent les contrats de travail, vous "aurez l'opportunité de participer à la construction de la démocratie en Irak".

Esprit, es-tu là ?

Nul n'est prophète en son pays. En France, Allan Kardec, père du mouvement spirite, ne compte qu'une poignée d'adeptes. Au Brésil, des millions de personnes lui vouent un culte. Pour le bicentenaire de sa naissance, le médium breton a même eu les hommages du Parlement – qui a abrité à l'occasion sa première séance de spiritisme. Luiz Bassuma (du Parti des travailleurs, PT), qui présidait la session solennelle, est soudain entré en transe. La tête baissée, les mains agitées de tremblements, le député a progressivement changé de voix. Quel esprit est venu l'habiter ? M. Bassuma n'en sait fichtre rien, mais certains ont reconnu les intonations du médium le plus célèbre du Brésil, Chico Xavier, auteur de plus de 400 ouvrages dictés par les esprits, qui quitta la vie terrestre en 2002. A l'époque, plus de 2 millions de Brésiliens s'étaient déclarés spirites.



▲ Parlement brésilien : avant la transe (1), pendant (2), après (3).

Ce qu'a dit l'esprit

"Que la paix de Jésus-Christ puisse nous emplir, emplir chacune de nos cellules, chaque muscle, pour que l'énergie vitale qui alimente notre corps puisse être libérée, car, grâce à Dieu, nous ne sommes pas seuls, nous ne sommes jamais seuls. La solitude n'existe pas, parce que, grâce à la miséricorde divine, chacun de nos actes, chaque mot que nous proférons, chaque pensée ont des conséquences, une résonance, comme cette petite pierre qui en tombant à la surface d'un lac fait des cercles de plus en plus vastes.

Qu'Allan Kardec, investi de la mission lumineuse de nous apporter la doctrine spirite, que Chico Xavier, le grand apôtre du spiritisme au Brésil et dans le monde, que Jésus-Christ puissent faire de chacun de nous le constructeur du règne de Dieu sur Terre. Au nom de Jésus, nous sommes profondément reconnaissants à tous les esprits qui nous inspirent et patiemment nous accompagnent, pour qu'à la fin de cette journée nous puissions retourner au monde des esprits et dire : 'Cela en valait la peine.' Je suis devenu meilleur et, ainsi, j'ai rendu le monde meilleur. Merci beaucoup, Seigneur !"

(*Jornal do Globo*, Istoé, Radio Bandeirantes, Rio de Janeiro)

Etudes mafieuses

La mafia s'invite à l'université italienne. La faculté de droit Tullio Ascarelli, de la troisième université de Rome, vient d'inaugurer un cours sur la criminalité organisée – une première dans la Péninsule. Au programme : l'histoire de la Pieuve, sa structure, ses ramifications économiques. Auprès d'Enzo Ciconte, expert en mafia calabraise et consultant auprès de la commission antimafia du Parlement italien, les étudiants plancheront également sur les armes juridiques pour combattre Cosa Nostra, 'Ndrangheta, la Camorra, et Sacra Corona Unita. Après les massacres qui ont ensanglanté la Péninsule dans les années 1980 et 1990, l'heure est désormais au "silence militaire". Un silence relatif. A Naples, la bataille des gangs continue de sévir, et, en Calabre, un parrain a été liquidé à coups de lance-roquettes. Dans ce contexte, les Italiens n'ont guère apprécié les permissions de sortie récemment accordées à Giovanni Brusca, auteur d'une dizaine de meurtres, dont celui du juge antimafia Giovanni Falcone.

(*La Repubblica*, Rome ; *The Independent*, Londres)

Les rats du Chihuahua

Atascaredos, dans le nord du Mexique : trois mille habitants, près d'un demi-million de rats – "800 par foyer, voire davantage", selon le calcul des autorités sanitaires de l'Etat du Chihuahua. Aux grands maux, les grands remèdes. Les services d'hygiène ont fait appel à la générosité publique et recruté par voie de presse une armée de chats. Des centaines de quadrupèdes ont été dépêchés dans le village, pour remplacer les premiers félins morts au front, après avoir bouloté des rats ayant survécu aux poisons allégrement utilisés par les agriculteurs locaux. Cette campagne de dératisation écologique s'accompagnera de la mise en place de hachoirs, destinés à débiter les tiges restant sur pied après les récoltes. Au lieu de nourrir les rongeurs, ces restes agricoles pourront être enfouis ou servir de fourrage.

(*Reforma*, Mexico)

